

Ki-Zerbo

Hommage à l'occasion du centième anniversaire de l'historien
Actes du colloque organisé les 22 et 23 juin 2022

Né le 21 juin 1922 à Toma en pays Samo (actuel Burkina Faso), Joseph Ki-Zerbo aurait eu 100 ans aujourd'hui. C'est pour commémorer ce centenaire que l'Institut Français de Cotonou, en collaboration avec l'Université d'Abomey-Calavi, a organisé ce colloque d'hommage. Cinq tables rondes ont meublé cette cérémonie scientifique qui a rassemblé des universitaires du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la France, du Sénégal et du Togo. Les principales thématiques développées au cours des échanges sont : *L'héritage de Joseph Ki-Zerbo*, *La place de l'oralité dans l'historiographie africaine*, *Le rôle de l'universitaire dans le débat politique*, *Joseph Ki-Zerbo et sa vision de l'Afrique*, et *Quelle visibilité pour la recherche africaine?*

Fabienne BIDO est titulaire d'un DEA de sociologie (Paris 7). Elle a dirigé divers établissements culturels. Elle est depuis 2021 directrice déléguée de l'Institut français du Bénin.

Didier HOUENOUE est historien de l'art. Professeur titulaire (CAMES), il est enseignant-chercheur à l'Institut National des Métiers d'Art, d'Archéologie et de la Culture (INMAAC)/Bénin.

Arthur VIDO est historien. Maître-Assistant (CAMES), il est enseignant-chercheur au Département d'Histoire et d'Archéologie de l'Université d'Abomey-Calavi/Bénin.

ISBN : 978-99982-59-97-3



Sous la coordination de
Fabienne BIDO
Didier Marcel HOUENOUE
Arthur VIDO

KI-ZERBO. Hommage à l'occasion du centième anniversaire de l'historien

Sous la coordination de

Fabienne BIDO
Didier HOUENOUE
Arthur VIDO

Actes du colloque organisé les 22 et 23 juin 2022

République du Bénin



vivre
les
cultures



Ki-Zerbo

**Hommage à l'occasion du centième anniversaire de
l'historien**

Actes du colloque organisé les 22 et 23 juin 2022



Sous la coordination de

Fabienne BIDOU

Didier HOUENOUE

Arthur VIDO

Ki-Zerbo

**Hommage à l'occasion du centième anniversaire de
l'historien**

**Actes du colloque organisé les 22 et 23 juin
2022**

ISBN :978-99982-59-97-3
Dépôt légal n°14654 du 20-01-2023
Bibliothèque nationale du Bénin
1^{er} trimestre 2023

Sous Licence Creative Commons
CC-BY-NC-ND 4.0

©Lauren's Editions
Cotonou

Mars 2023

Comité scientifique

Simon-Pierre EKANZA, Professeur titulaire d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, République de Côte d'Ivoire.

Pierre KIPRE, Professeur titulaire d'Histoire, École Normale Supérieure d'Abidjan, République de Côte d'Ivoire.

Aka KOUAME, Professeur titulaire d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, République de Côte d'Ivoire.

Catherine COQUERY-VIDROVITCH, Professeur émérite d'Histoire, Université Paris Diderot, France.

Didier HOUENOUE, Professeur titulaire d'Histoire de l'art, Université d'Abomey-Calavi, République du Bénin.

Essohanam BATCHANA, Professeur titulaire d'Histoire, Université de Lomé, République Togolaise.

Elise Fonyama ILBOUDO/THIOMBIANO, Maître de Conférences d'Archéologie, Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou, Burkina Faso.

Edwige ZAGRE KABORE, Maître de Conférences d'Histoire de l'art, Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou, Burkina Faso.

Alexis ADANDE, Maître-Assistant d'Archéologie, Université d'Abomey-Calavi, République du Bénin.

El Hadji Malick NDIAYE, Maître de Conférences d'Histoire de l'art, Université Cheikh Anta Diop, République du Sénégal

Arthur VIDO, Maître-Assistant d'Histoire, Université d'Abomey-Calavi, République du Bénin.



Comité de lecture

Didier HOUENOUDE, Professeur titulaire d'Histoire de l'art, Université d'Abomey-Calavi, République du Bénin.

Arthur VIDO, Maître-Assistant d'Histoire, Université d'Abomey-Calavi, République du Bénin.

Dr Dodzi Kossi MISSIHOUN, Université d'Abomey-Calavi, République du Bénin.

Dr Pascal ZANTOU, Université d'Abomey-Calavi, République du Bénin.

Abdou Gafarou GOMINA, doctorant en Archéologie, Université d'Abomey-Calavi, République du Bénin.

Marius VIDO, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, Côte d'Ivoire.

Les idées exprimées dans ce livre
n'engagent que leurs auteurs

Sommaire

Conférence inaugurale.....	17
<i>Aka KOUAME</i>	
Table ronde 1.....	37
<i>L'héritage de Joseph Ki-Zerbo.....</i>	39
Apport de Joseph Ki-Zerbo à la connaissance de l'Histoire africaine et à l'éveil des consciences de la jeunesse africaine	41
<i>Edwige ZAGRE KABORE</i>	
Joseph Ki Zerbo : quel héritage pour les réflexions sur le développement de l'Afrique contemporaine ?.....	67
<i>Abou-Bakari IMOROU</i>	
Table ronde 2	89
<i>La place de l'oralité dans l'historiographie africaine.....</i>	91
La tradition orale en tant que source pour l'histoire africaine d'accord. Mais l'interdisciplinarité dans la recherche historique d'abord.....	93
<i>Simon Pierre EKANZA</i>	
La place de l'oralité dans l'historiographie africaine.....	111
<i>Alexis ADANDE</i>	
Table ronde 3	119
<i>Le rôle de l'universitaire dans le débat politique.....</i>	121
Le rôle de l'université dans le débat politique.....	123
<i>Elise Fonyama ILBOUDO/THIOMBIANO</i>	
Le rôle de l'universitaire dans le débat politique.....	143
<i>Pascal ZANTOU</i>	
Table ronde 4	161
Joseph Ki-Zerbo et sa vision de l'Afrique.....	163

Joseph Ki-Zerbo et sa vision de l’Afrique : l’éveil des consciences sur l’historicité de l’Afrique. Sa vision et son apport à l’historicité de l’Afrique.....	165
<i>Timpoko Hélène KIENON-KABORE</i>	
Joseph Ki-Zerbo et la question de la violence en Afrique.....	173
<i>Pierre KIPRE</i>	
Table ronde 5.....	185
<i>Quelle visibilité pour la recherche africaine ?.....</i>	187
Visibilité et valorisation des travaux des chercheurs africains.....	189
<i>Didier HOUENOUDE</i>	
Réalisation et diffusion des recherches en Afrique : entre réalité et défis..	203
<i>Arthur VIDO</i>	
L’histoire de l’art en Afrique et la crise des savoirs.....	215
<i>El Hadji Malick NDIAYE</i>	
Synthèse des tables rondes.....	225
<i>Serge AYAKA</i>	

Conférence inaugurale

Aka KOUAME

Né le 21 juin 1922 à Toma en pays Samo, Joseph Ki-Zerbo aurait eu 100 ans aujourd'hui. C'est pour commémorer ce centenaire que l'Institut Français de Cotonou nous convie à cette rencontre d'hommage. D'autres célébrations de ce genre sont prévues au Japon, au Brésil et au Sénégal, preuve que Joseph Ki-Zerbo, par sa stature internationale, n'appartient plus uniquement à son pays le Burkina Faso. Personnellement, je suis à ma troisième cérémonie d'hommage. La première fois c'était à l'inauguration, le 4 décembre 2020, de sa statue dans l'enceinte de l'Université de Ouaga I qui porte désormais son nom, une cérémonie soldée par un colloque boycotté par les historiens et qui a plutôt vu la participation de spécialistes d'autres sciences humaines : anthropologie, économie et philosophie. La deuxième fois c'était une invitation du Comité International

Joseph Ki-Zerbo pour l’Afrique et la Diaspora (CIJLCAD-NLAS) pour une assemblée générale. Le bureau du Comité a partagé pour la circonstance son rapport d’activité 2022 et son programme de recherches multidisciplinaires 2022-2024. Auparavant, en 2016, à l’initiative de la Fondation Joseph Ki-Zerbo du Burkina, un ouvrage collectif intitulé *Développement endogène de l’Afrique et mondialisation. Une relecture de la pensée du professeur Joseph Ki-Zerbo* a été publié.

Le colloque de Cotonou des 22 et 23 juin 2022, la troisième à ma connaissance, est l’œuvre de l’Institut Français du Benin. Madame Fabienne Bidou, je voudrais vous remercier pour cette invitation au Président encore en exercice de l’Association des Historiens Africains. J’ai demandé à la section nigériane de préparer le prochain congrès au cours duquel j’entends passer le témoin à un pays anglophone, conformément à l’engagement pris à Yamoussoukro.

Je voudrais saluer et remercier le Professeur Didier Marcel Houénoudé et docteur Arthur Vido. Ils savent l’estime que je leur porte. Nous avons décidé de faire beaucoup de choses ensemble. Je connais leur valeur et leur détermination pour la recherche. Je voudrais saluer mes aînés et maîtres de l’École historique d’Abidjan, les professeurs Pierre Kipré qui n’a pu effectuer le déplacement et Simon-Pierre Ekanza. Je salue également la présence de Catherine Coquery-Vidrovitch que nous avons eu l’honneur de recevoir à Abidjan au mois d’Avril dernier. Dr Kadet Bertin, sur instruction de Pierre Kipré m’a demandé de faire la présentation de notre hôte. Je

salue chaleureusement les collègues du Benin, du Togo, du Burkina Faso et du Sénégal et bien entendue, Professeure Kiénon Kaboré, ma collègue de l'université Félix Houphouët-Boigny.

C'est un grand privilège de prendre le premier la parole pour prononcer la conférence inaugurale à la place d'autres éminents historiens africains. Je m'acquitte de cette tâche avec joie et humilité. Quel titre choisir pour cette conférence tant plusieurs qualificatifs sont utilisés pour désigner cet éminent historien burkinabé pour ne pas dire africain tout court pour me situer dans le droit fil de sa posture scientifique, Joseph Ki-Zerbo pensait toujours Afrique.

Joseph Ki-Zerbo, un historien engagé ou Joseph Ki-Zerbo, le savant, le politique et l'Afrique. Cette carrière politique débute à Dakar en 1957 avec la création du Mouvement de Libération Nationale (MNL). Carrière qu'il poursuit dans son pays, la Haute Volta, qu'il regagne en 1960. Il concilie dès lors carrière d'Historien et engagement politique. Cet engagement lui vaut l'exil avec son épouse, Jacqueline, en octobre 1983. En 1985, un tribunal populaire révolutionnaire condamne le couple par contumace à deux ans de détention et une forte amende pour fraude fiscale. Il ne put rentrer au Burkina qu'en 1992. Il est fondateur en 1993 du Parti pour la démocratie et le progrès (PDP), membre de l'International socialiste, parti d'opposition au Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) du président Blaise Compaoré. En 1998, Il est membre fondateur du Collectif des Organisations Démocratique de masse et des Partis politiques créé à la suite de l'assassinat du journaliste d'investigation

Norbert Zongo. Il est surnommé par Le Faso.net du 12 juillet 2005, le Papy de la scène politique Burkinabè. Notons pour terminer que Ki-Zerbo a été candidat à une élection présidentielle au Burkina Faso.

Joseph Ki-Zerbo était aussi connu comme un intellectuel africain du XX^e siècle, de l'Afrique contemporaine disent d'autres.

On a presque tout dit sur Ki-Zerbo. Après le mini colloque du 4 décembre 2020 dans la foulée de l'inauguration de sa statue, mon responsable Afrique de l'Ouest, Professeur Bantenga m'annonce un autre colloque qu'organise l'université Joseph Ki-Zerbo porté non par les historiens mais par les philosophes comme quoi, l'histoire, sa discipline de base, est mise au second plan pour faire émerger sa pensée et l'ouvrage collectif dont je parlais tantôt illustre bien cette orientation. On ne sera pas surpris de voir bientôt Joseph Ki-Zerbo enseigné en Philosophie africaine comme l'est déjà le sénégalais Cheikh Anta Diop, l'autre icône de l'histoire africaine.

Je voudrais orienter mes propos sur un thème aussi important : ***Joseph Ki-Zerbo, L'historien, le savant et l'Afrique.*** D'autres pourront aborder les autres dimensions de l'homme, le politique par exemple que les Burkinabé connaissent sans doute mieux. Aujourd'hui notre propos veut *mettre l'accent sur un aspect de son immense talent, d'où notre intitulé, Joseph Ki-Zerbo, l'historien, le savant et l'Afrique.* Après un bref aperçu sur son parcours, je mettrai l'accent sur sa grande contribution à la revalorisation de l'histoire africaine à travers son ouvrage monumentale Histoire de

l'Afrique de 1972, un ouvrage de référence tant pour les étudiants que pour leurs maîtres et évoquer son testament scientifique au congrès de L'Association des Historiens Africains tenu à Bamako du 10 au 14 Septembre 2001. Il a, dans une grande allocution, légué aux générations futures ce qu'il a appelé « quelques thèmes centraux de grand portée pour l'histoire du continent ». C'est pourquoi on ne peut parler de Joseph Ki-Zerbo sans évoquer l'Association des Historiens Africains dont il a été le président de 1975 à 1995, de Yaoundé à Bamako, l'idéal de l'Association et des facteurs qui entravent son expansion.

1. Joseph Ki-Zerbo, un parcours académique atypique et néanmoins une riche carrière universitaire et scientifique

On n'est pas renseigné sur son cursus scolaire avant son Baccalauréat obtenu à Bamako en 1949 ; on sait qu'il a fait ses premières études dans les écoles missionnaires. Son père Alfred Diban Ki-Zerbo n'est-il pas considéré comme le premier chrétien de Haute Volta ? Joseph Ki-Zerbo est resté un historien catholique. Il entre très vite dans la vie active, successivement moniteur, journaliste, employé de chemin de fer et surveillant de lycée. Il passe le baccalauréat comme candidat libre en 1949 à Bamako. La voie lui est ouverte pour les études supérieures à Paris. Pour ses études supérieures, il s'inscrit en histoire à Paris à la Sorbonne puis, en 1954 à l'Institut d'Etudes Politiques dont il est diplômé. Certains parlent d'un doctorat.

Malgré une scolarisation tardive marquée par des interruptions, il boucle des études universitaires brillantes. Il est titulaire d'une maîtrise d'histoire soutenue en 1953, sur le thème, *La pénétration coloniale française dans les pays de la Haute-Volta*. Il devient en 1956 le premier agrégé d'histoire originaire d'Afrique noire. Certains de ses biographes le présentent docteur Ki-Zerbo. Au Burkina Faso, il est connu sous le nom de Professeur Joseph Ki-Zerbo. Et même dans ses biographies les plus sérieuses il est présenté comme un professeur d'université sans doute en raison d'un bref passage comme professeur d'Histoire de l'Afrique au Centre d'Enseignement Supérieur de Ouagadougou aux premières années de son ouverture et à l'université de Dakar. Mais c'est aussi le signe qu'en raison de ses nombreuses publications et de sa contribution à la connaissance de l'histoire de L'Afrique, beaucoup le reconnaissent comme tel. La soutenance d'une thèse de Doctorat n'est pas connue avec précision. Je sais seulement qu'au cours de mes études de 3^e cycle à Paris I de 1980-1983 au CRA, il fut question qu'il soutienne une thèse sur travaux à Lonvanium. Le projet n'a pu se concrétiser pour des raisons qui n'ont pas été expliquées. On sait surtout avec certitude qu'après son agrégation, il a enseigné dans des Lycées publics en France, au Lycée Buffon à Paris et au Lycée Pothier à Orléans et en Afrique, au Lycée Van Vollenhoven à Dakar et après le non de la Guinée en 1958, comme beaucoup de diplômés de l'Afrique occidentale, au Lycée Donka de 1958 à 1959 avant de regagner la Haute-Volta à l'indépendance comme professeur au Lycée Zinda Kaboré de Ouagadougou.

Un des traits marquants de l'homme est son engagement dans la vie associative, les sociétés savantes et les organisations pour la promotion de l'enseignement supérieur en Afrique. Dans les mouvements associatifs, on peut citer en premier lieu son militantisme actif dans plusieurs associations d'étudiants africains en France. En effet, Joseph Ki-Zerbo est le fondateur de la toute première association des étudiants voltaïques en France dont il préside les destinées ; ensuite dans un cadre multinational, il est le premier président des étudiants catholiques africains, antillais et malgache en France et membre du bureau de la FEANF dont il est l'un des fondateurs en 1950. Rentré au pays après les indépendances africaines, il occupe le poste prestigieux au plan national de président de La Commission Nationale de la Haute-Volta pour l'UNESCO. Très rapidement, il entre dans les instances internationales des Africanistes. En effet en 1962, à Accra, il préside la Commission (Histoire et Archéologie) lors du premier congrès international des Africanistes ; de 1962 à 1969, il est membre du Congrès des Africanistes. Toujours en 1962, il préside le colloque de l'Encyclopédie africaine.

Il entre aussi dans les instances supérieures de l'enseignement de son pays la Haute-Volta comme Inspecteur d'Académie et directeur général de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports. Toujours dans le même registre, il a présidé la Commission Consultative pour la Reforme des Programmes universitaires des pays francophones d'Afrique. Débute ainsi sa carrière africaine et internationale. D'abord comme membre de la Conférence sur la survie de l'humanité, OXU 1972. Ki-Zerbo a été Secrétaire Général

du Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur (CAMES). De 1975 à 1995, il a présidé l'Association des Historiens Africains dont il était l'un des membres fondateurs. Pendant de longues années, Joseph Ki-Zerbo est demeuré un membre éminent du Conseil exécutif de l'UNESCO. Il fut membre du conseil d'administration de l'UNITAR (Institut des Nations Unies pour la Recherche et la Formation) et membre du conseil de l'université des Nations-Unies. Il a participé à plusieurs conférences internationales. Ki-Zerbo était co-directeur, de 1969 à 1975 de la collection Hatier de manuel d'Histoire d'Afrique francophone et de Madagascar, avec Amadou Matar Mbow et Jean Dévisse. Il a préfacé de nombreux ouvrages dont la Revue Esprit a fait un large écho dans un numéro spécial.

Il a obtenu deux distinctions prestigieuses dont il convient de parler : le prix Nobel alternatif en 1997 et le prix Kadhafi des droits de l'homme et des peuples en 2000 et commandeur des palmes académiques à titre posthume. Mais Joseph Ki-Zerbo est avant tout un historien, un historien engagé, une histoire décolonisée.

2. Joseph Ki-Zerbo ou l'histoire de l'Afrique par les africains. Son apport méthodologique

Ses biographes affirment que c'est au cours de ses études supérieures que se forge son projet de revalorisation de l'histoire africaine. Ki-Zerbo n'est pas le premier historien à tenter une

histoire générale de l'Afrique noire. Hubert Deschamps, élève de l'École Coloniale et administrateur dans les colonies françaises en Afrique et à Madagascar a embrassé une carrière universitaire en tant qu'historien de l'Afrique. Il était avant Ki-Zerbo l'auteur d'une Histoire générale de L'Afrique Noire, notamment le Tome 2 paru en 1971. Mais au contraire de ses devanciers français, Joseph Ki-Zerbo a une autre vision de l'histoire africaine, c'est un historien engagé. Ses articles et ses travaux sont menés dans une perspective panafricaniste. En effet L'histoire que fait Ki-Zerbo transcende la dimension nationale pour embrasser une dimension africaine, continentale en s'intéressant aux questions cruciales de son temps. Ses nombreux articles et préfaces s'inscrivent à quelques exceptions près dans cette perspective africaine noire. Certains analystes soutiennent qu'il a tracé les voies d'une compréhension de l'histoire africaine sur la longue durée. Cette position épistémologique le place comme l'un des héritiers de l'école des Annales. C'est sans doute pour cela que c'est Lucien Febvre qui rédige la préface de son *histoire générale de l'Afrique d'hier à demain*.

Ce qu'il faut surtout souligner c'est sa position de principe sur qui doit écrire l'histoire de l'Afrique. Pour lui, l'histoire africaine doit être avant tout l'affaire des Africains. Son *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain* se veut la première synthèse rédigée par un Africain. Cette vaste synthèse continentale repose sur une large bibliographie collectée dans plusieurs pays du continent ; c'est, selon sa posture épistémologique, le recours aux écrits endogènes.

Il fait aussi partie de ceux qui, comme Cheikh Anta Diop, militent pour que l'Afrique soit considérée comme une véritable civilisation ; c'est la réalisation de son projet de revalorisation de l'histoire africaine. Pour cette revalorisation, son temps de l'histoire ou sa périodisation de l'histoire de l'Afrique se veut affranchie des grands découpages chronologiques de l'histoire européenne. La périodisation proposée par Ki-Zerbo veut mettre en valeur « les dynamiques historiques propre au continent africain » pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Chrétien, François-Xavier Fauvelle-Aymar et Bertrand Hirsch dans l'éditorial du numéro 2 d'octobre 2004 de la Revue internationale **Afrique et Histoire**. Jacques Le Goff ne dit-il pas que *la périodisation permet de définir la construction et la datation d'une identité qui donne sens* (Afrique et histoire n° 2, 2004, p. 20). Catherine Coquery-Vidrovitch s'inscrit dans la même perspective quand elle écrit dans le même numéro à la page 32, *Je voudrais, dans cette optique, plaider pour l'intérêt de repenser la périodisation de l'histoire africaine à l'échelle du continent* même si elle ne nie pas la difficulté, pour elle, l'exercice s'impose. Elle donne raison à Ki-Zerbo dans cette entreprise de rupture avec la *bibliothèque coloniale* d'après l'expression de Valentin Mudimbe (p. 33). L'ouverture du débat sur la maîtrise du Temps dans ce numéro spéciale de **Afrique et Histoire** donne entièrement raison à Ki-Zerbo.

Joseph Ki-Zerbo divise l'histoire africaine en 6 grandes phases successives :

1. La civilisation paléolithique au cours de laquelle l'Afrique tient le

rôle de leadership ;

2. la révolution néolithique et ses conséquences ;

3. La civilisation des métaux ou le passage des clans aux royaumes ;

4. Les siècles de réajustement qui couvrent la période du XV^e au XIX^e siècle. Ce sont les premiers contacts européens, la traite négrière et ses conséquences ;

5. L'occupation européenne et les réactions africaines jusqu'aux mouvements de libération d'après 2^e guerre mondiale ;

6. L'indépendance et ses problèmes.

Les 6 et 7 repères de Catherine Coquery-Vidrovitch et les périodisations proposées par certains historiens du continent donnent entièrement raison à Joseph Ki-Zerbo. Certains repères de Catherine Coquery-Vidrovitch englobent les repères de Ki-Zerbo. Les deux premiers repères de Ki-Zerbo peuvent se retrouver dans le premier repère de Catherine Coquery-Vidrovitch faisant référence l'apparition de l'homme en Afrique noire orientale et centrale. En revanche, contrairement à Cheikh Anta Diop, Ki-Zerbo ne fait aucune fixation sur l'Egypte mais fait remonter l'histoire du continent à l'apparition de l'homme donc une histoire plus ancienne que celle de l'Egypte. Ki-Zerbo considère l'Afrique comme la patrie de l'homme. Les siècles de réajustement de Ki-Zerbo correspondent aux repères 6 et 7 de Catherine Coquery-Vidrovitch. Cette référence au monde extérieur montre que l'histoire africaine doit se comprendre aussi par rapport

au monde extérieur. Les siècles de réajustement englobent les repères 6,7 et 8 de l'africaniste française. Sa période contemporaine englobe les deux derniers repères de Ki-Zerbo qui distingue d'un côté les conquêtes coloniales, les résistances africaines, la colonisation et les mouvements de libération et de l'autre, la période postcoloniale et les problèmes de cette Afrique indépendante. On remarquera que Ki-Zerbo n'emploie pas le terme préhistoire dans sa chronologie montrant par-là l'ancienneté de cette histoire.

L'histoire générale de l'Afrique noire annoncée à Ouagadougou en 1962 et achevée en 1969 durant le Festival d'Alger se voulait une synthèse provisoire de l'histoire africaine des origines à nos jours. Ki-Zerbo voulait combler un vide, *l'absence du continent africain dans l'enseignement de ses maîtres français de la Sorbonne durant ses années d'étude*. Ainsi en plus du contenu très riche de l'ouvrage, on doit remarquer surtout une recherche patiente dans une grande partie de l'Afrique à la recherche d'informations : Tananarive, Zimbabwe, Dar-es-Salam, Zanzibar, Nairobi, Kampala, Khartoum, Addis-Abeba, Kinshasa, Brazzaville, Yaoundé, Abomey, Lomé, Lagos, Ibadan, Ife, Oyo, Accra, Koumassi, Niamey Bamako, Ségou, Dakar, Conakry, Abidjan, Kigali et le Caire conscient que pour écrire une histoire de l'Afrique et non sur l'Afrique par les africains, il faut mettre en avant les travaux faits en Afrique par les Africains, l'Histoire de l'Afrique étant d'abord l'affaire des historiens africains, en d'autres termes, le développement endogène passe aussi par une recherche endogène. Mais il était aussi conscient que certaines données se trouvent en dehors du continent, en Europe,

que l'Afrique n'est pas coupée du reste du monde, c'est pourquoi, il poursuit ses recherches à Paris, Bruxelles, Copenhague et Londres. **L'Histoire de l'Afrique d'hier à demain** est son œuvre de fondation de l'historiographie africaine.

Une œuvre de fondation qui passe par un renouvellement méthodologique. Ainsi, outre la chronologie purement africaine, le second apport est l'extension de la notion de source suivant la voie tracée par l'école des Annales. En effet, pour Ki-Zerbo comme pour Lucien Febvre et Marc Bloch, le document écrit n'est pas la source unique pour écrire l'histoire mais tout document provenant de l'activité de l'homme mettant ainsi l'accent sur les capacités intellectuelles de l'historien, son niveau de connaissance et sa capacité d'analyse et d'interprétation, son érudition. Ki-Zerbo, parle d'une histoire africaine poly source. D'où sa formule, *tout peut être historique pour l'historien avisé (...), l'homme a su rendre historique tout ce qu'il a touché de sa main créatrice : la pierre comme le papier, les tissus comme les métaux, le bois comme les bijoux les plus précieux*. En d'autres termes, *toutes les traces laissées par nos ancêtres, depuis les restes de leurs poubelles jusqu'aux dessins et aux chants qui traduisent leurs émotions les plus intimes et les plus élevées*. Autres sources indispensable de l'histoire africaine selon Ki-Zerbo, l'archéologie, à travers les strates de terrain et la tradition orale. Il en trace la problématique et la méthodologie dans les sources de l'histoire africaine dans la préface de son livre. Il en donne un aperçu dans *Courrier de l'UNESCO, La tradition orale comme source historiographique*.

Ki-Zerbo pose aussi comme une exigence absolue, l'approche interdisciplinaire et transdisciplinaire. Il fait référence en particulier à la linguistique dans la perspective de dégager la parenté linguistique et ethnique ou d'origine ; à l'étude systématique des toponymes et des anthroponymes, à l'archéolinguistique, à l'ethnologie, à l'anthropologie culturelle, notamment, l'étude comparée des traits culturels pour suivre l'évolution des sociétés, à l'art, en particulier l'analyse de la culture. C'est grâce à cette expertise unanimement reconnue qu'il a dirigé les deux volumes de l'Histoire générale de l'Afrique de l'UNESCO, *Volume I Méthodologie et préhistoire africaine*, 1986, 416 P et volume 4, *L'Afrique du XII^e au XVI^e siècle*, 416 pages, publié en 1991.

Je veux terminer ce point en évoquant son passage à la tête de l'AHA. Sékéné Mody Cissoko est élu à la tête de l'Association des Historiens Africains à sa création à Dakar en 1972, Ki-zerbo lui succède au congrès de Yaoundé en 1975. Il reste en poste jusqu'au III^e congrès tenu du 11 au 14 septembre 2001 à Bamako au cours duquel il passe le flambeau à Doulaye Konaté. Sans financement, d'aucune sorte, ces anciens ont porté l'Association à bout de bras pour lui permettre d'exister. C'est la raison pour laquelle le président du Mali d'alors, Alpha Omar Konaré, leur a rendu un vibrant hommage à Bamako. À cette occasion solennelle, le président sortant laisse un testament scientifique pour l'avenir de l'histoire du continent autour de quelques thèmes centraux de grande portée. Il s'agit de l'histoire de l'environnement, la démographie, l'histoire économique, les expériences historiques africaines d'intégration, le rôle des langues

dans le passé et aujourd'hui, les religions dans l'histoire, l'histoire des savoirs et des sciences, l'histoire des mentalités, l'approche genre dans l'histoire africaine, la pharmacopée et la médecine traditionnelle.

Mais le combat de Ki-Zerbo n'est pas seulement de doter l'Afrique d'une histoire propre, une histoire autre que celle écrite par le colonisateur montrant ainsi que l'Afrique doit conquérir son identité, être un objet d'histoire, il est aussi un penseur impliqué dans la recherche développement, son combat est de promouvoir en Afrique un développement Endogène.

3. La pensée stratégique de Ki-Zerbo est pour un développement endogène de L'Afrique

Ki-Zerbo développe cette pensée stratégique dans ses trois derniers d'ouvrages : *La natte des autres*. Mais cette pensée stratégique, l'auteur l'évoque bien avant les trois ouvrages phares dont nous parlerons tout à l'heure. En effet déjà en 1957, il plaide *Pour une éducation nouvelle en Afrique noire* (Tam-Tam, Avril-Mai 1957, pp. 11-18) ; en 1963, trois ans après les indépendances africaines, il fait paraître chez Présence Africaine un autre article intitulé, *L'Afrique violentée ou partenaire* (4^e Trimestre 1963, pp. 32-48). La relation entre éducation et développement est évoquée en 1970 dans la Revue Tam-Tam, numéro 56 (pp. 13-22 sous le titre, *Education et développement*. C'est dans la même perspective qu'il écrit, un autre

de 19 pages intitulé, *Perspective de l'éducation* et la préface en 1982 d'un ouvrage de l'Université Abdou Moumouni de Niamey publié par Présence Africaine, **L'éducation en Afrique**. Ses propositions pour sortir l'Afrique de la dépendance sont développées dans un ouvrage dirigé par MUDUMBE, **La dépendance de l'Afrique et les moyens d'Y remédier**, Paris, Berger Levrault, 1980. Son article a pour titre, *De l'Afrique ustensile à l'Afrique partenaire*, pp. 42-55.

Ces idées sont systématisées dans ses derniers ouvrages :

Eduquer ou périr, publié par L'Harmattan le premier janvier 1990 ;

La natte des autres pour un développement endogène en Afrique, actes d'un colloque CRDE à Bamako en 1989 et publié par Paris/Dakar, Karthala/ Codesria en 1993.

À quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein, coédité par Editions d'en bas(Suisse), Edition de l'Aube(France), Presse universitaire d'Afrique (Cameroun)/Jamana(Mali), Eburnie (Côte d'Ivoire) / Sankofa & Gurli (Burkina Faso) / Ruisseaux d'Afrique5 Bénin), 2003 qui lui permet d'obtenir le Prix RFI Témoin du Monde.

Le thème central de ces écrits est le concept de développement endogène et de savoirs endogènes. La Fondation Joseph Ki-Zerbo et les Presses Universitaires de Ouagadougou (P .U.O) ont consacré un ouvrage collectif en 2016 à ce thème central de **développement endogène de l'Afrique. Une relecture de la pensée du professeur Joseph Ki-Zerbo**, sous la direction des professeurs Fernand Sanou et Alain Joseph Sisao. Quelques communications

visaient l'explicitation de certaines de ses pensées. Je cite en guise d'illustration les communications de quelques chercheurs burkinabés : Ki-Zerbo, *les langues nationales et l'identité nationale au service du développement*, un article de Pierre Guissou ou *la contribution de Joseph Ki-Zerbo au développement de l'éducation en Afrique. Perspectives historiques de l'homme engagé* d'Amadé Kaboré et Salam Dembega ou *Culture immatérielle et promotion du développement endogène. Le cas de La Médecine traditionnelle* de Ludovic Ouhonyioué Kibora.

Toutefois, c'est l'auteur lui-même et ses commentateurs qui donnent le sens profond de sa pensée. Parlant de développement endogène, Ki-Zerbo emploie un autre terme, le *développement clé en tête*. L'idée se trouve dans **À quand l'Afrique ?** Tout tourne autour du développement endogène, à commencer par l'éducation, Ki-Zerbo recommande et je le cite : (...), *que les savoirs paysans endogènes de l'Afrique relatifs aux sols, à la biodiversité, à la nutrition, à la médecine vétérinaire doivent retenir l'attention, être davantage répertoriés, documentés et répandus à travers le continent... il faut poursuivre ce travail sans relâche en impliquant le maximum de personnes ressources, de toutes les disciplines, de toutes les générations, de tous les horizons au-delà des frontières officielles des pays dans le cadre des nouvelles frontières de référence, celle de l'intégration régionale. Pour cela, l'Afrique doit être responsable, elle doit inventer et gouverner de son esprit et de sa propre conscience le progrès. Cette aptitude à améliorer les technologies endogènes et en créer de nouveaux répondants aux problèmes et aux besoins*

actuels doit remplacer la capacité à s'endetter et à consommer les productions d'autrui. Dans ce processus de développement, Ki-Zerbo met l'éducation et l'alphabétisation au centre : « sans une vraie éducation africaine, il n'y a rien à espérer ». Les conditions pour y parvenir sont :

L'intégration régionale voire africaine comme une condition du développement endogène, la régionalisation vue comme *un passage obligé et in contournable face à une mondialisation exploiteuse*, idée développée dans *histoire critique de l'Afrique*, (2008, P. 91),

La deuxième condition indispensable est **l'éducation, une vraie éducation africaine**, l'éducation perçue comme fonction de reproduction et de dépassement social indispensable au progrès de tout pays, former des diplômés adaptés au marché de l'emploi et à la hauteur des enjeux de demain. En d'autres termes, le développement doit être centré sur nous-mêmes. Les citoyens ainsi formés ne doivent pas être des spectateurs de politiques inspirées par des modèles importés mais des acteurs du développement. Ki-Zerbo place ainsi *l'homme au cœur du développement*, chaque africain doit être une valeur ajoutée. *On ne développe pas, on se développe* tel est le message, d'où son slogan, **Naan laara an saara** qui signifie, « **Si on se couche on est mort** ».

Telle est résumée la pensée du professeur Joseph Ki-Zerbo, pensée que tente de perpétuer au plan national **la Fondation Joseph Ki-Zerbo pour l'histoire et le développement endogène**

de l’Afrique que dirige sa fille, Maître Joséphine Ki-Zerbo. La fondation a organisé à Ouagadougou, le 15 mai 2018, un atelier de formation sur le thème, **Journalisme et développement endogène** qui a réuni une trentaine d’hommes et de femmes de médias. Au plan international, l’héritage est porté par le **Comité International Joseph Ki-Zerbo pour l’Afrique et la Diaspora (CIJKAD)** à travers son Programme de recherches multidisciplinaire 2022-2024 en quatre points :

- Présence de Joseph Ki-Zerbo ;
- L’avenir général de l’Afrique,
- La pensée stratégique et la révolution industrielle ;
- La démocratie, le développement économique et la paix, les pouvoirs et les élections.

L’université Joseph Ki-Zerbo projette d’organiser un colloque en son honneur à la fin de l’année piloté non par les historiens mais par les philosophes. On attend les textes d’orientation et les grands axes thématiques pour apprécier l’orientation de cette rencontre

Je termine en réitérant mes remerciements aux organisateurs du colloque qui nous donne l’occasion d’honorer la mémoire du professeur à l’occasion du centenaire de sa naissance, je voudrais aussi dire merci à tous les auditeurs pour leur aimable attention.

Table ronde 1

L'héritage de Joseph Ki-Zerbo

1.

Apport de Joseph Ki-Zerbo à la connaissance de l'Histoire africaine et à l'éveil des consciences de la jeunesse africaine

Edwige ZAGRE KABORE

Introduction

Le Professeur Joseph Ki-Zerbo est un éminent historien, écrivain burkinabé, né le 21 juin 1922 à Toma en Haute-Volta, actuel Burkina Faso. Nationaliste et panafricaniste, il a lutté pour l'indépendance, l'unité africaine et pour une société de type socialiste et bâti par les Africains eux-mêmes. Il a mené des réflexions sur les enjeux du développement du continent africain. Pour lui le développement ne doit qu'être endogène et sa contribution à fait

évoluer le rapport des Africains avec leur propre passé. Homme politique, intellectuel engagé le plus souvent dans l'opposition, c'est aussi un homme de culture et de savoir.

Ki-Zerbo a ainsi, reçu de nombreux hommages et est connu à l'international pour son apport à la connaissance de l'Histoire africaine. Leader d'opinion, il a mené de multiples combats pour la démocratie ; militant du collectif et des mouvements citoyens, il a lutté contre l'impunité au Burkina Faso et il a inspiré et continué d'inspirer de nombreux Africains.

Pour le centième anniversaire du Professeur Joseph Ki-Zerbo, un colloque a été organisé par l'Université d'Abomey-Calavi et l'Institut français du Bénin, pour lui rendre hommage. Il n'est pas aisé et il est même difficile de parler de « l'héritage de Joseph Ki-Zerbo », dans le cadre de la table ronde de cette rencontre, tant, il est vaste, immense et embrassant de nombreux domaines liés à la découverte et au développement du continent africain.

Notre intervention traite de *l'Apport de Joseph Ki-Zerbo à la connaissance de l'Histoire africaine et à l'éveil des consciences de la jeunesse africaine*. Ki-Zerbo a lutté pour faire connaître l'Afrique à tous et pour que les Africains connaissent leur propre histoire et se prennent en charge, et cela de son vivant, mais aussi après lui, par ses œuvres posthumes. Quel est ainsi son apport à la connaissance de l'histoire africaine ? Comment a-t-il démontré la contribution de l'Afrique à l'histoire de l'humanité ? Quelle place accorde-t-il à l'éducation, au développement endogène de l'Afrique ?

Dans le cadre de cette étude, plusieurs sources ont été exploitées à savoir : les sources écrites, webographiques, audiovisuelles, relatives aux écrits de Ki-Zerbo et des écrits sur lui par divers auteurs. Nous aborderons nos propos en trois grandes parties, à savoir :

- la contribution de Joseph Ki-Zerbo à l'écriture et à la connaissance de l'histoire de l'Afrique ;
- son engagement à la valorisation de la culture et à la promotion de l'éducation ;
- sa lutte pour le développement politique, économique et social.

1. Sa contribution à l'écriture et à la connaissance de l'histoire de l'Afrique

La plus grande partie de sa vie, Joseph Ki-Zerbo a lutté pour que l'Afrique soit reconnue et considérée comme une véritable civilisation. Son noble engagement a été de faire découvrir l'histoire de l'Afrique aux Africains et au monde entier. Pour Ki-Zerbo, le panafricanisme doit avoir pour base la connaissance de son passé. Lorsqu'on ne sait pas d'où l'on vient, l'on ne sait pas où on va). En ce sens, le passé est la rampe de lancement vers l'avenir.

1.1. Joseph Ki-Zerbo, historien et écrivain

Joseph Ki-Zerbo est auteur de plusieurs ouvrages sur l'Afrique et de nombreux articles, et citations. De plus, des auteurs ont écrit sur sa vie et sa pensée et des hommages, des films lui ont été consacrés. Il a aussi participé à des conférences, colloques, discours, interviews. D'où ses nombreuses publications. Quelques-uns de ses écrits montrent les idées forces de sa pensée.

Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain (1972) est un ouvrage d'aplomb, où Joseph Ki-Zerbo cherche à hisser l'Afrique au rang de civilisation, et à établir son apport à la civilisation universelle. Joseph Ki-Zerbo a « révolutionné l'écriture de l'histoire en intégrant les sources archéologiques et la tradition orale » (Valérie Nivelon, 16-12-2016, RFI).

Joseph Ki-Zerbo a fortement contribué dans les différentes réformes du système éducatif du Burkina Faso. *Éduquer ou périr* (1990), ouvrage publié par Joseph Ki-Zerbo au compte de l'UNESCO-UNICEF, est tiré des orientations générales de la réforme de l'éducation de 1979. L'éducation est indispensable au progrès de tout pays et c'est un droit, mais surtout un devoir pour tous. Cependant, elle ne sera à la hauteur des enjeux de demain qu'en établissant une stratégie de démocratisation et d'africanisation ouverte aux apports positifs du monde.

À quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein (2003), est une belle question que chacun de nous devrait se poser. Joseph

Ki-Zerbo, se l'a posée en essayant d'analyser la situation de ce continent. Ce livre peut être considéré comme le testament de Joseph Ki-Zerbo, le message qu'il laisse à l'Afrique, trois ans avant sa mort. Il « analyse les enjeux et les défis auxquels elle est confrontée, ainsi que les traits indélébiles qui n'arrivent pas à s'estomper... ».

Lorsqu'en 1964, l'UNESCO lance l'élaboration de son monumental projet de *l'Histoire générale de l'Afrique*, pour remédier à l'ignorance généralisée sur le passé de l'Afrique, Jan Vansina (1993), le qualifie de « plus impressionnante aventure de ce siècle ». C'est un ouvrage collectif de coopération intellectuelle transnationale, premier essai d'élaboration d'une synthèse africaine sur l'Afrique dans son ensemble, en huit volumes. L'inspiration panafricaine de cette entreprise constitue aussi un témoignage intéressant de la volonté de nombreux Africains de produire eux-mêmes les savoirs sur leur histoire et leur culture. La direction de chaque volume est donnée à des notoriétés, comme Joseph Ki-Zerbo (Catherine Coquery-Vidrovitch, 2013, *Interview*). Ki-Zerbo y participe avec le volume 1, en menant les travaux méthodologiques, *Méthodologie et préhistoire africaine*, le hissant parmi les grands spécialistes de l'histoire du continent.

Le Centre des Études pour le Développement africain, (C.E.D.A) porte à la connaissance des jeunes générations les nombreux et pertinents messages du regretté Professeur Joseph Ki-Zerbo. Et le Centre a conçu le projet « Histoires d'Afrique » centré sur la personnalité et l'œuvre de l'illustre historien. *Repères*

pour l'Afrique (2007) est un guide pour la lecture de l'immense production inédite de Joseph Ki-Zerbo et s'articule autour de ces quatre problématiques d'intérêt majeur : historicité de l'Afrique, Identité africaine et Éducation africaine, Développement endogène et Unité africaine.

À propos de culture (2010), constitue une base solide pour l'éducation politique et idéologique de la jeunesse d'aujourd'hui. Ki-Zerbo s'attache à l'importance de la culture pour le développement de tout pays. Œuvre posthume de Ki-Zerbo publiée en 2010 par la *Fondation Joseph Ki-Zerbo* pour le Développement Endogène de l'Afrique. Il contient le texte d'une communication au 1er Festival culturel panafricain à Alger en août 1969. Joseph Ki-Zerbo met en lumière le lien étroit entre la Culture et le Développement. « La revitalisation culturelle en Afrique ne peut se concevoir en dehors d'une base économique (Joseph Ki-Zerbo, 2010).

La natte des autres : pour un développement endogène en Afrique est publiée sous la direction de Joseph Ki-Zerbo (1991). Pour Ki-Zerbo, dormir sur la natte des autres équivaut à dormir par terre. Pour un « oui » ou un « non » pour une raison ou une autre, le propriétaire peut à tout moment reprendre sa natte. D'où la nécessité de compter sur nous-mêmes et non sur les autres, d'expérimenter et de construire avec ce que nous possédons au lieu d'importer les modèles politiques, économiques et éducatifs de l'Occident.

En dehors des ouvrages, des films ont été produits pour rendre hommage au Professeur. En filmographie, on peut noter en

2004, un documentaire intitulé *Joseph Ki-Zerbo, Identités/Identité pour l'Afrique*, réalisé par le burkinabè Dani Kouyaté. Puis en 2018, un film documentaire réalisé par Clémence Tuina intitulé *Joseph Ki-Zerbo l'ouvreur de chemin*.

Les ouvrages de Joseph Ki-Zerbo sont interpellateurs, mais ses œuvres sont en manque, et il faut que quelque chose soit fait pour les rendre disponibles et accessibles à la jeunesse africaine d'aujourd'hui qui en a soif.

1.2. Réhabilitation de l'histoire africaine

En 1949, Joseph Ki-Zerbo est titulaire du baccalauréat à Bamako au Mali, et il est admis à la Sorbonne où il étudie l'histoire. En 1952, il obtient la licence et intègre l'Institut d'Études politiques de Paris. Ki-Zerbo devient le premier Africain agrégé d'histoire en 1956. C'est durant ses années d'études supérieures que son engagement pour la reconnaissance et la revalorisation de l'histoire africaine se développe. Pour y parvenir, il sera dans l'obligation de forcer le «barrage des mythes» dressées par Hegel, Claude Lévi Strauss et de nombreux autres chercheurs qui estiment que l'Afrique ne possède pas d'histoire propre, si ce n'est celle du «contact colonial». L'Afrique n'a pas d'écriture, donc pas d'histoire, tels sont les mythes qui ont favorisés la méconnaissance du continent africain.

Joseph Ki-Zerbo dans *l'Histoire de l'Afrique Noire, d'hier à demain* (1972), relève de nombreux mythes qui ont existé sur les

noirs, peuples sans philosophie, sans humanisme, sans histoire, car n'ayant pas d'écriture. On peut citer en effet, quelques positions les plus radicales : Hegel le grand philosophe Allemand, avait refusé aux Africains de disposer d'une histoire ; « *non seulement ils n'ont pas d'histoire* » disait-il, mais aussi, « *ils ne peuvent pas en avoir* » ; et il assimilait la situation des Africains à la nuit noire, à la situation de quelqu'un qui évolue dans l'obscurité de la nuit noire. Selon Hegel, l'Afrique n'est pas une partie historique du monde. L'Afrique « *ne fait pas partie du monde historique, elle ne montre ni mouvement, ni développement et ce qui s'y est passé, c'est-à-dire au Nord, relève du monde asiatique et européen* ». (Hegel, 1965). Quant à Pierre Gaxotte, (1957), il affirme que les peuples africains « *n'ont rien donné à l'Humanité...ils n'ont rien produit. Ni Euclide, ni Aristote, ni Galilée, ni Lavoisier, ni Pasteur. Leurs épopées n'ont été chantées par aucun Homère* ». « *Jusqu'à David. Livingstone, on peut dire que l'Afrique proprement dite n'avait pas eu d'histoire. La majorité de ses habitants étaient restés, durant des temps immémoriaux, plongés dans la barbarie* ». (Coupland, 1928). Plus récemment encore, le Président de la République, Nicolas Sarkozy, dans son discours de Dakar en 2008, renchérit : « *l'homme africain n'est pas encore entré dans l'Histoire* ».

Ki-Zerbo a démontré que l'Afrique non seulement était dans l'histoire, mais que l'Afrique était le berceau de toute l'histoire de l'humanité. C'est ainsi qu'en 1956, devenu le premier Africain agrégé d'histoire, Joseph Ki-Zerbo refuse de faire des études sur les pays européens pour le doctorat et rentre au pays après l'agrégation. Il

préfère mener des recherches plutôt sur le passé méconnu et inconnu de l'Afrique, afin de montrer que l'Afrique a été, a un moment de son histoire, une référence pour l'humanité toute entière.

Pari gagné, car en 1972, il publie sa monumentale synthèse, *Histoire de l'Afrique Noire, d'Hier à demain* ; c'est la première œuvre sur l'histoire complète de l'Afrique, écrite par un Africain et de sources africaines et qui devient un ouvrage de référence. Il essaye d'écarter le barrage des mythes dressés contre l'histoire de l'Afrique. Il explique le fait que les noirs n'aient pas d'histoire comparable à celle des autres peuples par l'absence d'écriture (pas connu très tôt écriture), l'isolement du continent africain, les produits des noirs en dehors des esclaves n'étaient pas connus (or, ivoire, encens, poivre, etc.). Cheikh Anta Diop, proposait déjà à la fin des années 1960, la création d'une conscience panafricaine qui passe par la restauration de la mémoire collective et la rectification des vérités historiques falsifiées au fil du temps. C'est un tableau historique allant de la préhistoire jusqu'aux problèmes de l'Afrique d'aujourd'hui.

En 2022, Joseph Ki-Zerbo aurait eu 100 ans et son *Histoire de l'Afrique Noire, d'Hier à demain* en a 50. Afrique d'hier, Afrique d'aujourd'hui, Afrique de demain, Ki-Zerbo les présente, tout au long de l'ouvrage, dans leur continuum non exempt de crises et de cassures, mais indissolublement liées. (Joseph Ki-Zerbo, 1972). Nous avons prouvé qu'on pouvait faire de la tradition orale, un outil rationnel pour appréhender l'histoire. Il nous a été permis de bien mettre en valeur cette source de l'histoire. Alors que les Européens

l'avaient en général reléguée hors du champ de la rationalité (Macoudou Ndiaye, 1992).

Le fait de présenter les évolutions sociales, économiques et politiques de la même manière que d'autres encyclopédies ont présenté l'Europe et l'Asie, replace l'histoire de l'Afrique au même rang que celles des autres continents. Ki-Zerbo, qui est un des plus grands penseurs de l'Afrique contemporaine, présente une synthèse, qui tente de définir sur de nouvelles bases les rapports entre l'Afrique et les anciennes puissances coloniales. L'auteur, qui a présidé l'Association des historiens africains, touche à tous les aspects : vie politique, économique, culturelle, religieuse, etc.

Pour Rama Yade, ancienne Secrétaire d'État française aux Affaires étrangères (2007-2009), enseignante à Sciences-Po Paris et à l'Université Polytechnique Mohamed VI du Maroc où elle anime un cours intitulé *L'Afrique au centre du monde, Histoire de l'Afrique Noire, d'Hier à demain* est un ouvrage majeur, son livre de chevet, qu'elle recommande vivement à ses étudiants et sur lequel elle travaille à chaque session avec eux. Ki-Zerbo est à sa manière un disciple de Cheick Anta Diop et qui a su à travers cet ouvrage, mettre l'Afrique au même niveau que les autres continents et le restaurer et même, au-dessus, parce que Ki-Zerbo rappelle que l'Afrique est le premier des continents. Joseph Ki-Zerbo a pu prouver cette antériorité de l'histoire en Afrique. Aussi, le fait de lier l'histoire uniquement à l'existence de l'écriture, fait basculer hors de l'histoire, toute une partie de l'humanité, comme les Africains, considérés comme les

exclus de l'histoire. Et tous ceux qui, dans le monde d'aujourd'hui même, ne savent ni lire, ni écrire sont-ils hors de l'histoire ?

Mais pour Joseph Ki-Zerbo, « C'est une bouteille à la mer, avec l'espoir que son message sera recueilli surtout par les jeunes et contribuera à dessiner en traits authentiques, le visage si peu connu, si méconnu, de l'Afrique d'hier, fournissant ainsi les bases d'une plus saine approche et d'une plus farouche détermination pour bâtir celle de demain ». C'est un précieux outil de référence et de travail, qui aidera de nombreux lycéens, étudiants, professeurs et tous ceux qui, en Afrique et en dehors d'Afrique, veulent connaître ce continent, (Joseph Ki-Zerbo, 1972).

Cet ouvrage est le résultat de plus de dix années de travaux. Qualifié de « vigoureux » par le professeur Fernand Braudel, qui l'a amicalement préfacé, ce texte est le premier, dans lequel un historien africain traite de l'histoire du continent noir dans son ensemble.

2. Son engagement à la valorisation de la culture et à la promotion de l'éducation

La contribution de Joseph Ki-Zerbo au développement de l'Afrique s'est faite par divers chemins. Tous les domaines ont été touchés : de la vie politique, sociale, culturelle aux questions économiques, aux droits de l'homme, à la promotion de la culture africaine et à l'éducation endogène.

2.1. **Valorisation de la culture**

Le continent africain est souvent perçu sous le prisme de ses richesses naturelles, or, n'oublions pas qu'il possède également un patrimoine culturel autrement plus riche, varié et inestimable. Sa préservation et sa valorisation sont l'un des principaux défis à relever par notre communauté. Selon l'Unesco, « *dans son sens le plus large, la culture peut aujourd'hui être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social* ». Cela dit, toute culture peut être considérée comme une conjugaison de trois aspects principaux : les ressources matérielles utilisées par les membres du groupe (outils, alimentation, habillement, etc.), les ressources sociales partagées par le groupe (la langue, la religion, les règles sociales, etc.).

- **Les éléments fondamentaux de notre culture**

Joseph Ki-Zerbo s'est engagé dans la vie politique et sociale de son pays, il a produit divers ouvrages et a donné de nombreuses conférences. Il revendiquera toute sa vie une réappropriation de l'Afrique par les Africains eux-mêmes, prônant la nécessité absolue d'un recentrement identitaire (Joseph Ki Zerbo, 2006). La question

capitale pour lui est de savoir : qui sommes-nous ? L'Afrique n'ira nulle part si elle ne s'est pas auto-forgée, auto-constituée. C'est une tâche immense : nous devons être enfin le centre de nous-mêmes plutôt que la périphérie des autres. On ne peut pas s'étonner que jusqu'aujourd'hui, y compris dans les problèmes de développement on veuille s'aligner sur les autres sans penser que nous aussi sur certains plans, dans certains domaines nous avons réalisé des auto-développement de 1^{er} ordre. Ce qui est lié à la culture humaine est ce qui nous lie à notre identité, et permet de distinguer les sociétés humaines. D'où l'importance de la culture comme marqueur de notre identité d'homme vivant en sociétés bien distinctes.

Dans son œuvre posthume intitulé *À propos de la culture* publiée en 2010 par la Fondation Joseph Ki-Zerbo pour le développement endogène de l'Afrique, Ki-Zerbo revient sur l'importance de la culture pour le développement de tout pays. Il met en lumière le lien étroit entre la culture et le développement. Il disait que la revitalisation culturelle en Afrique ne peut se concevoir en dehors d'une base économique.

Pour résoudre le problème de l'échange culturel inégal, il faut à nos identités, un espace économique minimal. Pour Joseph Ki-Zerbo, il faut relayer les schémas traditionnels de l'initiation à travers des dispositifs actualisés de dialogue entre jeunes et vieux, citoyens d'ethnies et d'états différents afin que le fondement de la nouvelle citoyenneté soit bien ancré dans les consciences et le subconscient, au lieu d'être une innovation sans contenu véritable. En

somme, la culture est non seulement une ressource, mais une source, c'est-à-dire une énergie auto générée. Nos cultures sont sources de création, de dignité, d'innovation. Elles ne doivent pas être exhibées seulement dans les festivals comme objet de consommation. Nos identités culturelles sont des ressources plus importantes que nos ressources minières et autres, parce que ce sont des ressources vivantes, créatrices de toutes sortes d'autres ressources. Par ailleurs, ce sont elles qui donnent un sens aux autres ressources. Selon Joseph Ki-Zerbo, l'identité ne s'acquiert pas de manière passive ; il faut une démarche personnelle, un processus actif. Et ce processus, on peut dire que Ki-Zerbo l'a concrétisé à travers son style vestimentaire.

- Le style vestimentaire de Joseph Ki-Zerbo

Joseph Ki-Zerbo a, sa vie entière, mené le combat panafricaniste en tenue traditionnelle. Le Salon International du Textile Africain (SITA), a pour rôle de « magnifier et promouvoir à la fois le textile africain dans toute sa diversité ». En 2018, la directrice générale de la 5^e édition du salon Antoinette Yaldia, cite le professeur Joseph Ki-Zerbo en ces termes : « l'identité est nécessaire pour le développement ». Mariama Ndoeye Mbengue dans son « Hommage au professeur Joseph Ki-Zerbo » disait ceci à propos de Ki-Zerbo : « Le jour venu, je vis entrer un homme de belle allure, grand, costaud, vêtu d'un boubou bleu ».

En hommage au Professeur Joseph Ki-Zerbo, et vu ses

énormes contributions à l'éveil des consciences, les autorités burkinabè ont baptisé le 28 mai 2019, l'Université de Ouagadougou, « Université Joseph Ki-Zerbo. Et pour immortaliser sa mémoire, les premiers responsables de ladite université ont érigé un monument en son nom qui sera inauguré en avril 2020. La réalisation de ce monument a aussi respecté son habillement, faisant dire que l'art a mis en valeur son style vestimentaire en le matérialisant à travers sa statue à l'université de Ouagadougou.

2.2. **Éducation obligatoire pour le développement**

Durant sa carrière d'historien, il a revendiqué le rôle fondamental de l'éducation dans le développement de l'Afrique, et qui est aussi, la voie incontournable dans le panafricanisme. Il est conscient que « l'éducation, c'est le logiciel de l'ordinateur central qui programme l'avenir des sociétés » (Joseph Ki-Zerbo, 1990). Joseph Ki-Zerbo va alors, se pencher sérieusement sur la question de l'éducation en Afrique. Cette question le préoccupe au matin de son engagement pour le panafricanisme. La problématique de l'éducation en Afrique est importante et il publie *Pour une éducation nouvelle en Afrique noire* (1957) ; *Éducation et développement* (1970) ; *Éduquer ou périr*, avait-il intitulé un rapport rédigé pour le compte de l'Unesco et l'Unicef en 1990.

Le titre interpelle les consciences et réveille les esprits toujours ensommeillés au sujet des problèmes africains dont l'éducation

est au centre (Dobi Parfait Mare, 2019). Ki-Zerbo fait d'abord le constat d'une crise profonde de l'éducation en Afrique. Ensuite, il entreprend de faire le diagnostic des problèmes qui engendrent cette crise et aboutit enfin à la proposition des solutions adéquates. Selon lui, le développement doit être autant matériel que culturel, moral et spirituel. Que vaut une école importée d'ailleurs dans une société donnée ? Comment édifier une école africaine porteuse d'un développement moral, culturel et socioéconomique ?

Ki-Zerbo appelle dans un premier temps à la vulgarisation de l'école : « *L'éducation ne doit pas être réservée à une minorité comme un bien de luxe, mais mise à la portée de tous comme un aliment quotidien (...). L'éducation pour tous est nécessaire parce que vivre sans un minimum de savoir, de savoir-faire et de savoir être, c'est vivre en sursis, c'est sous-vivre* » (Joseph Ki-Zerbo, 1990). L'éducation est donc une question de dignité, c'est un droit fondamental de l'être humain. La construction des pays africains passe par l'instruction de tous.

Ki-Zerbo se focalise ensuite sur la question de l'adéquation de l'école aux aspirations profondes et endogènes des africains. Dans ce sens, il invite à la contextualisation, à l'africanisation de l'éducation en Afrique. « *L'africanisation s'impose pour rendre à l'éducation son rôle qu'elle ne remplit presque pas actuellement* » (Joseph Ki-Zerbo, 1990). En effet, il est nécessaire de quitter le système éducatif actuel qui est occidental pour repenser un système propre au continent qui prend en compte le vécu réel des sociétés africaines, qui enseigne

l'histoire de l'Afrique à travers ses guerriers (Shaka, Samory, Naaba Kom...), bref, l'éducation doit être adaptée aux cultures africaines. L'africanisation de l'éducation passe nécessairement par l'intégration des langues africaines dans le système éducatif (Dobi Parfait Mare, 2019). Dans les cultures africaines se trouvent depuis toujours les ferments d'une autre société. Il faut partir des traditions pour penser et construire l'avenir. Joseph Ki-Zerbo s'inscrit dans la perspective d'une éthique des systèmes éducatifs par-delà la question des moyens pédagogiques et le rôle des acteurs en faveur d'une école juste et équitable pour tous. (Issaka Yaméogo, 2001).

Ki-Zerbo a formé de nombreux jeunes en leurs transmettant le goût de l'histoire. Il a œuvré pour donner à l'Afrique une institution panafricaine d'enseignement supérieur, avec la création du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES), à Ouagadougou. Il donne ainsi un élan unificateur, interafricain, à l'université en Afrique francophone. (Florian Pajot, 2007).

3. Sa lutte pour le développement politique, économique et social

Le droit au développement est un droit de l'homme à part entière. Il a pour objet d'améliorer constamment le bien-être de l'humanité. Le développement social va au-delà du bien-être social. Il est crucial non seulement pour améliorer la condition humaine mais aussi pour accroître l'efficacité économique et garantir les conditions

d'une démocratie politique. Il est donc un processus global.

3.1. Les enjeux politiques et économiques

« C'est à la sortie de mes études, dit-il, que je me suis lancé à fonds dans la lutte pour l'indépendance et pour l'unité africaine » (Joseph Ki-Zerbo, 2003). C'est après leurs études, que des étudiants courageux se sont retournés contre les colonisateurs, leurs maîtres. Ayant intégré les universités de la métropole pour servir plus tard le colonisateur, seuls quelques-uns refuseront cette lâcheté indigne d'un Africain, dont Joseph Ki-Zerbo. Dès lors, il va prendre part à tous les actes allant dans le sens du panafricanisme. Il tissera et consolidera des relations à travers des rencontres à son initiative personnelle mais aussi grâce à des occasions avec les grands panafricanistes de renom, Kwame Nkrumah, Cheikh Anta Diop, Amilcar Cabral, Patrice Lumumba, Julius Nyerere, etc. Il évoque de grands moments de combats panafricanistes en ces termes : « *Mes rencontres avec Nkrumah ont été une révélation fantastique, une confirmation sur le plan politique* (Dobi Parfait Mare, 2019).

En 1958, il arriva à joindre l'acte à la parole avec son épouse Jacqueline, en allant prêter main forte à Sékou Touré. La Guinée, en effet, sera le premier pays d'Afrique subsaharienne à devenir indépendant de la France, après avoir voté « non » le 28 septembre 1958 au référendum instituant une « communauté » franco-africaine, proposée par le général de Gaulle. La Guinée a respecté les principes

du Mouvement de Libération Nationale (MLN) de Joseph Ki-Zerbo. C'est alors qu'il accepta l'appel au secours de Sékou Touré pour remplacer les enseignants français. (Dobi Parfait Mare, 2019). Le MLN à sa création réunissait le Sénégal, la Guinée, le Niger, le Bénin, la Haute Volta, le Cameroun et un grand travail de sensibilisation était fait. Les étudiants de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) y militaient ainsi que ceux de l'association des étudiants catholiques d'Afrique et de Madagascar, créée par Ki-Zerbo. Tous ces cadres étaient des occasions de rencontre et de débats pour l'initiation politique des militants. (Dobi Parfait Mare, 2019). Le MLN a renforcé son action avec d'autres forces politiques au sein de l'Union Progressiste Voltaïque (UPV), du Front Progressiste Voltaïque (FPV), du Parti Démocratique pour le Progrès-Parti Socialiste (PDP-PS) que Ki-Zerbo a dirigé et représenté en qualité de député. Militant du collectif et des mouvements citoyens contre l'impunité, Joseph Ki-Zerbo a participé à la mobilisation historique qui a suivi l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, en 1998.

3.2. Le combat du développement social

De l'histoire à la politique, sans oublier son engagement pour l'essor du continent africain, Joseph Ki-Zerbo s'est battu, pour sa réhabilitation : histoire africaine, unité, identité africaine et développement. Pour Ki-Zerbo, l'Afrique avait atteint un haut niveau de développement économique, social, culturel et politique avant la traite négrière. Mais, dès lors, l'Afrique est devenue un

continent qui rencontre d'énormes problèmes de développement : pauvreté, bas niveau de santé, carences en éducation, économies des pays peu diversifiées et informelles, corruption et fuites des capitaux. L'Afrique possède cependant, de forts potentiels de développement et de nombreux atouts. S'ajoutent les défis politiques, comme instabilité politique, terrorisme, afflux de réfugiés, enfants déscolarisés, crimes organisés, trafic de drogue.

Pour Ki-Zerbo, il faut que nous soyons acteur du changement et cesser de penser qu'il y a un développement clés en mains. Il estime qu'« *on ne développe pas, on se développe* », car on ne peut pas être développé de l'extérieur. Nous devons nous reconstituer sur nos propres bases identitaires et l'identité c'est le programme. Tournées vers l'avenir, Ki-Zerbo croit en la possibilité et à la nécessité pour les sociétés africaines de trouver leur propre voie de développement qui préservera au moins une partie de leur culture (Joseph Ki-Zerbo, 2003). Il faut vivre avec le peuple et s'imprégner de leur quotidien, redéfinir un nouveau contrat social dans chaque pays, entre le pouvoir et la société civile ; et un nouveau contrat humain entre le nord et le sud, entre l'Europe et l'Afrique pour un avenir en terme de nouveau projet de société et de projet alternatif, non seulement pour l'Afrique mais aussi pour l'homme. Ki-Zerbo réclame même reconnaissance, réparation pour le mal passé, crime contre l'humanité (traite, colonisation néo-colonisation) ; pas seulement contre les noirs, mais aussi contre toute l'humanité.

Joseph Ki-Zerbo laisse des enseignements aux Africains et estime

que la solidarité et l'union font la force. Si nous faisons face ensemble aux défis, rien ne peut nous arriver. Nous n'avons rien à craindre, même du terrorisme qui sévit dans la bande sahélo-sahélienne, aurait-il dit. Aux intellectuels africains que nous sommes, nous pouvons réfléchir à cette citation de Francisco de Goya qui stipule que « *Le sommeil de la raison engendre des monstres* » : monstre communautaire, monstre de la corruption, monstre du sous-développement. Dans son ouvrage *À quand l'Afrique ?* à qui s'adresse cette interpellation de Ki-Zerbo ? À l'Occident, tout comme aux jeunes Africains et aux dirigeants africains :

- à l'Occident, je veux dire : nous ne sommes pas dupes ! L'Afrique dont vous parlez chaque jour n'est pas encore notre Afrique. Ce qu'on nous propose, c'est de survivre, pas de vivre. Il manque l'élément bonheur.
- Aux jeunes Africains, je lance un appel au sursaut. Je les exhorte à se lever, à se battre.
- J'interpelle aussi les chefs d'États africains. Nous avons besoin de dirigeants avec une volonté politique forte, des dirigeants qui ne cèdent pas à la corruption, qui valorisent leurs propres cultures, plutôt que les valeurs occidentales et qui favorisent un développement endogène.

Joseph Ki-Zerbo lance ce slogan « *Naan Lara, An Saara* » preuve de sa détermination, et qui signifie que « Si nous nous couchons, nous sommes morts ». Autrement dit, il invite au refus de la fatalité et à la condamnation vive des « dérives » du pouvoir. Toujours,

dans sa volonté de sauver l'Afrique, Ki-Zerbo disait ceci : « Chaque génération a une mission dans l'histoire, soit, elle l'accompli ou la trahi ». Cette dernière recommandation de Joseph Ki-Zerbo aux Africains et à la jeunesse du continent, livre son testament : « Repère pour l'Afrique ». Construire des pyramides, c'est inscrire ses actes sur le rouleau de l'éternité et pour le bien-être des générations présentes et à venir. La vie offre à chaque homme ou femme, la possibilité de construire des ponts pour non seulement relier des peuples, mais aussi relier les générations. Ki-Zerbo a, toute sa vie durant, construit des pyramides qui défient le temps ; ses œuvres écrites, son engagement politique et militant pour la liberté et la justice constituent un héritage inestimable. Et vous et nous ? quelle pyramide construirez-vous ou construirons-nous ? Quel héritage lèguerez-vous ou lèguons-nous aux générations futures ? Ayant su tisser des ponts entre la culture, les questions identitaires, la politique et l'Histoire, Joseph Ki-Zerbo restera une grande figure intellectuelle du continent africain, laissant aux jeunes générations l'héritage d'une pensée rigoureuse et critique. Sa lutte n'est donc pas terminée.

Conclusion

Comme l'écrit Fernand Braudel dans la préface de *Histoire de l'Afrique Noire, d'hier à demain*, « pour espérer, pour aller de l'avant, il faut savoir aussi d'où l'on vient ». Faire connaître l'histoire de l'Afrique aux Africains eux-mêmes et au monde était un combat très noble. Joseph Ki-Zerbo était convaincu que le panafricanisme

doit avoir pour base la connaissance de son passé. Il a contribué au développement de la conscience de la jeunesse africaine, à travers ses livres sur l'historicité de l'Afrique, l'identité africaine, l'éducation africaine, le développement endogène et l'unité africaine.

En somme, nous pouvons affirmer que Ki-Zerbo a légué aux Africains un héritage colossal, immense et perceptible à la qualité et la quantité des recherches et des écrits dans tous les domaines. Il a été le levier de l'éveil des consciences au sein de la frange jeune qui constitue la majorité de la population africaine, à travers ses prises de positions. Joseph Ki-Zerbo nous invite à construire une Afrique réunie, réconciliée avec son passé et unie pour son avenir. Il faut se réunir par objectifs et bâtir de nouvelles pyramides. L'Afrique doit inventer de grands chantiers, de grandes œuvres à réaliser ensemble.

« La lutte continue ! » se plaisait-il à répéter à la fin de ses nombreuses interventions politiques. Mais qu'avons-nous fait de cet héritage ? Chacun doit être conscient qu'il doit apporter sa pierre. Son œuvre monumentale le rend immortel et on s'accorde à dire que Joseph Ki-Zerbo, n'est pas mort, il vit à travers ses écrits dans la pensée de ceux qui l'ont connu.

Bibliographie

BADINI Amadé, 1999, « Profils d'éducateurs : Joseph Ki-Zerbo 1922, Paris, UNESCO », *Prospects : quarterly review of comparative*

education, XXIX, 4, p. 699-711.

DOBI Parfait Mare, 2019, « Joseph Ki-Zerbo et le panafricanisme », *Contemporary Journal of African Studies*, vol. 6 n° 1, p. 59-75.

COQUERY-VIDROVITCH Catherine, 5 février 2013, *Interview*.

COUPLAND, 1928, *Manuel sur l'Histoire de l'Afrique Orientale*.

HEGEL, Cours de 1830-1831, connu sous le titre *La Raison dans l'histoire*.

KI-ZERBO Joseph, 1957, « Pour une éducation nouvelle en Afrique noire », *Tam-tam*, avril-mai, p. 11-18.

KI-ZERBO Joseph, 1964, *Le Monde africain noir, histoire et civilisation*, Paris, Hatier, 96 p.

KI-ZERBO Joseph, 1970, « Éducation et développement », *Tam-tam*, n° S6, p. 13-22 et 1970, *Rythmes du monde* 18, p. 82-100.

KI-ZERBO Joseph, 1972, *L'histoire de l'Afrique noire : d'Hier à demain*, Paris, Hatier, 702 p.

KI-ZERBO Joseph (sous la direction de), 1980, *Histoire générale de l'Afrique : Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, Unesco, tome1, 861 p.

KI-ZERBO Joseph (sous la direction de), 1989, *La natte des autres, pour un développement endogène en Afrique*, Colloque CRDE, Bamako, Paris, Karthala.

KI-ZERBO Joseph, 1990, *Éduquer ou périr*, Paris, L'Harmattan, 123 p.

KI-ZERBO Joseph, 2003, *À quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Paris Editions l'Aube/d'En-bas, 197 p.

KI-ZERBO Joseph, 2006, *L'héritage de la pensée, entretien avec Christine Sitchet Paris en 2003*, rédigé publié le 07-12-2006.

KI-ZERBO Joseph, 2007, *Repères pour l'Afrique*, Dakar, Panafrika.

KI-ZERBO Joseph, 2008, *Histoire critique de l'Afrique*, Panafrika 98 p.

KI-ZERBO Joseph, 2010, *À propos de culture*, Ouagadougou, Fondation pour l'Histoire et le Développement endogène de l'Afrique, 147 p.

MBENGUE Mariama Ndoye, 2006, *Hommage au Professeur Joseph Ki-Zerbo*, 10 décembre 2006, Tunis, Tunisie.

NDIAYE MACADOU, 1992, « L'Histoire d'une tragédie », *Le Courrier de l'UNESCO*, XLV, 2, p. 16-19.

NIVELON Valérie, *RFI, La marche du monde, Joseph Ki-Zerbo, pionnier de l'histoire africaine*, RFI, 16/12/2016.

PAJOT Florian, 2007, *Joseph Ki-Zerbo, itinéraire d'un intellectuel africain au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 194 p.

UNESCO, 2021, *Repenser nos futurs ensembles : un nouveau contrat*

social pour l'éducation, 205 p.

VANSINA, Jan, 1993, « UNESCO and African Historiography », *History in Africa*, 20, p. 337-352.

YAMEOGO Issaka, 2021, « De l'éthique de l'éducation en Afrique : sur les traces de Joseph Ki-Zerbo. Éthique en éducation et en formation, (10), p. 94-107.

2.

Joseph Ki Zerbo : quel héritage pour les réflexions sur le développement de l’Afrique contemporaine ?

Abou-Bakari IMOROU

Introduction

Figure importante de l’Afrique francophone du XX^e siècle, Joseph Ki-Zerbo est un historien et homme politique originaire du Burkina Faso. De l’histoire à la politique, son influence a été marquante et transparait encore de nos jours de façon significative. Le présent texte vise justement à apprécier les influences de cette œuvre dans les réflexions actuelles sur le développement de l’Afrique.

L’appréciation de l’activité des intellectuels africains passe selon certains auteurs par trois éléments majeurs : le rapport au savoir, le rapport à la société et le rapport au pouvoir. Dans le

contexte historiographique africain, ces éléments peuvent donc servir de base d'analyse pour effectuer une lecture biographique des figures qualifiées de majeures dans la vie des différents pays. Il y a un certain nombre de critères mobilisés dans la littérature pour procéder à une taxonomie distinguant ces figures majeures des autres et procédant à une hiérarchisation entre elles. Les apports en tant qu'homme de culture, les faits de productions ou de consommation d'idéologies, les influences volontaires ou non dans le champ politique peuvent être ainsi mobilisés pour procéder à cette lecture des biographies. Le travail de l'historien se présente comme un travail non spéculatif mais comme une réflexion consacrée à l'examen des problèmes d'ordre logique par les démarches d'esprit de l'historien. L'histoire a traversé une crise de la vérité qui produit un sentiment de méfiance sur les discours produits sur l'Afrique. Cette Afrique dont le développement est resté la préoccupation majeure de Ki-Zerbo en tant qu'homme de science mais avec une conviction militante forte.

Le développement de l'Afrique vu comme activité altruiste pour lutter contre les maux qui minent ce continent se construit sur fond de légitimation morale et fait l'objet de toutes les pratiques. Quand Ki-Zerbo rappelle qu'on ne développe pas, on se développe, c'est justement pour rompre avec la stratégie interventionniste de développement de l'Afrique. Les matériaux analysés ici mobilisent les apports de Ki-Zerbo dans l'histoire de l'Afrique et tout l'effort de sa retranscription, dans la précision de son engagement pour la restauration de la place de l'Afrique dans le concert des nations et dans le développement de l'Afrique. Son invite dans les postures

convenables dans la réflexion sur l'Afrique a été observée dans les travaux des anthropologues de développement.

La pensée scientifique de Joseph Ki-Zerbo

Démontrer que l'Afrique est non seulement dans l'histoire mais qu'elle est le centre de l'histoire de l'humanité contredisant ainsi la pensée de Hegel qui inscrit le continent dans la bande noire de l'histoire de l'humanité. En effet, le XIX^e siècle a été marqué par l'émergence du paradigme de l'ahistoricité sous le prétexte que l'impossible écriture de l'histoire d'un peuple sans écriture. Ce paradigme se fonde sur des exigences méthodologiques qui réduisent les sources historiques aux seules sources écrites et qui a été battu en brèche par des travaux historiques du XIX^e siècle.

Les missionnaires voyageurs se sont ainsi investis à mobiliser des récits qui permettent de jeter les bases de nouvelles perspectives historiques au fondement de la connaissance du passé de l'Afrique. Ce n'est pas seulement la station debout résultat des fouilles archéologiques mais aussi l'art, le fait d'enterrer la dépouille humaine, la conception de soi comme supérieur aux autres qui ont été découverts en Afrique.

Ki-Zerbo s'engage dans une réflexion conforme à celle de Marrou qui propose de définir l'histoire comme une connaissance vraie d'un passé humain, qui s'oppose à toute représentation falsifiée, fausse et utopique de ce passé. Pour Marrou en effet, la connaissance historique se présentant comme une connaissance élaborée du passé est un idéal

à atteindre par l'effort. Et c'est à cet effort que Ki-Zerbo invite. La démarche dans laquelle l'historien devra s'inscrire est celle qui lui permet de rendre à l'existence du présent, un passé qui a cessé d'être. L'une des règles pour le faire a été établie par Marrou (*op. cit*) quand il propose que l'historien ne se fasse pas le contemporain de son objet mais le saisisse dans la profondeur du passé.

Sur l'Afrique, l'historien se doit de produire une connaissance qui vise à rendre intelligible ce passé en y jetant un regard rationnel qui aide à comprendre ce qui a été pour de vrai, loin de toute idéologie ou de tout relent ethnocentrique. Le vrai problème soulevé dans la critique conduite par Ki-Zerbo semble celle du rapport entre l'histoire et l'historien occidental. Marrou avait déjà laissé entendre que ce problème est celui de la vérité de l'histoire dont l'objectivité n'est pas le critère suprême.

Le fait de lier l'histoire uniquement à l'existence de l'écriture c'est faire basculer de façon injuste « hors de l'histoire toute une partie de l'humanité ». Il s'agit là d'une lecture ethnocentrique de l'historicité qui ne reconnaît de l'histoire qu'aux seules sociétés de tradition écrite. Or des règles épistémologiques lient les connaissances qu'un historien produit d'un objet à sa personnalité, l'orientation de sa pensée, du niveau de sa culture. Pour Marrou (*op.cit.*) en effet, le grand historien c'est celui qui, à l'intérieur de son système de pensée sait poser la question historique de la manière la plus riche que possible. Et la question se pose de savoir là où se trouve la richesse quand on réduit la source historique aux seuls manuscrits écrits.

Marrou est inscrit dans la même tradition de pensée que Ki-Zerbo quand il aborde les questions du document en histoire. Il estime que cette question installe dans le débat entre Ranke qui écrit « l'histoire ne commence que là où les monuments deviennent intelligibles et où existent des documents dignes de foi » et Spengler qui se pose la question suivante : « la vie n'est-elle donc un fait que si on parle d'elle dans des livres ? ».

Prenant position dans le débat, Marrou insiste sur le fait que le grand historien n'est pas seulement celui qui saura mieux poser les problèmes, mais celui qui en même temps saura le mieux élaborer un programme de recherche permettant de faire resurgir les documents les plus nombreux, les plus sûrs et les plus révélateurs. Il souligne que l'heuristique est tout un art et que l'originalité de l'historien passe par sa capacité à trouver de nouvelles questions sur des documents qu'on croyait avoir bien exploités. Il définit le document comme toute source d'information dont l'esprit de l'historien sait tirer quelque chose pour la connaissance du passé humain. Il est donc impossible de dire où et comment finit un document. L'histoire se fait avec des mots, des signes, des paysages, bref tout ce que l'ingéniosité de l'historien peut lui permettre d'utiliser, tout ce qui dans l'héritage subsistant du passé peut être considéré comme un indice révélant quelque chose dans le présent.

Par rapport aux conditions et aux moyens de la compréhension, Marrou pense que le doute méthodique prend forme de la défiance méthodique chez les anciens historiens. Pour lui, la valeur de la

connaissance historique apparaît ainsi comme étant fonction de la richesse intérieure, de l'ouverture d'esprit et de la qualité d'âme de l'historien qui l'a élaborée. Et Ki-Zerbo s'inscrit en conséquence dans la logique selon laquelle un document sera d'autant plus compris qu'il sera en contact avec un historien capable d'apprécier avec plus de profondeur sa nature et sa portée.

L'investissement dans cette profondeur reste pour lui la clé d'appréhension des vérités historiques dont la reconnaissance devra restaurer l'Afrique dans la véritable place qui est la sienne. C'est donc à juste titre que Ki-Zerbo s'investit à faire comprendre que le passé de l'Afrique n'est pas crédible tant que son présent n'est pas à la hauteur des grandeurs du passé. Le passé est un acquis dont il faut tirer les leçons et les investir dans le présent pour permettre une projection dans l'avenir estime-t-il. C'est ainsi que parlant de phénomènes historiques sombres pour l'Afrique comme les traites négrières, il pense que l'Africain y a perdu le respect pour lui-même du fait de l'avilissement imposé à l'être noir pendant des siècles. Il estime donc que cette stature qui a pompé l'énergie des Africains et entraîné la déconsidération de soi-même. L'être humain africain a connu une dépréciation et il a fini par se mépriser lui-même. Cela justifie, selon lui, le fait que même dans les questions de développement les Africains tentent de s'aligner aux autres, d'adopter leur mode de vie et de pensée.

Dans la pensée scientifique de Ki-Zerbo se trouve l'idée partagée par d'autres épistémologues des sciences, qu'une histoire strictement

conforme aux exigences positivistes est irréalisable. L'historien doit donc avoir pour préoccupation moins la vérité dans le discours de son interlocuteur que de savoir si ce dernier a compris ce dont il parle. Dans cet ordre d'idées, Marrou estime qu'il ne pourra jamais conclure à la réalité du passé si n'intervient pas la volonté de croire, de faire confiance au témoignage des documents. Pour lui, la connaissance historique apparaît dès lors comme une connaissance de foi, car reposant sur la notion de témoignage. Il pense que l'histoire a joué un rôle important dans l'imagination créatrice de la littérature universelle et dénonce le mauvais usage qui est fait de l'histoire, les déformations caricaturales qui sont présentées comme de l'histoire. Nombre d'historiens africains comme Ki-Zerbo adhèrent à ce discours qui insiste sur le fait que l'histoire fait comprendre que rien n'est simple, qu'il y a plus de choses dans la terre, le ciel et la pensée des prédécesseurs que ne l'imagine la philosophie. C'est stabiliser la recherche à un niveau superficiel que de penser qu'elle a pour but de reconstituer par la pensée le matériel mental des hommes de l'époque étudiée. Aussi met-il en exergue le fait que l'histoire permet à l'homme de se libérer du passé en le découvrant et en l'assumant en pleine conscience. Il en résulte que pour Ki-Zerbo, un niveau de conscience qui lui fait dire que l'histoire de l'Afrique mérite une restauration des faits. Puisqu'aucune œuvre n'est jamais achevée, il pense qu'il faut, à travers l'histoire, laisser des traces. Une fonction majeure de l'histoire assignée par une certaine cohérence méthodologique est la récupération des valeurs du passé au profit de la culture vivante d'aujourd'hui. Cette fonction justifie l'effort de

l'historien aux yeux de ceux qui tentent de mettre en cause son savoir (Marrou).

La contribution de Ki-Zerbo dans l'explication historique de comportements politiques dans l'Afrique contemporaine est significative. Il insiste sur la conscience historique qui confère à l'histoire une appréhension du passé, mais aussi le présent et la projection vers l'avenir. Ki-Zerbo a participé à la rectification de certaines erreurs historiques en revenant sur tout ce qui a été découvert en Afrique avant d'être transféré par l'*homo erectus* vers les autres continents.

1. Pensée politique : un panafricanisme scientifique

Les réflexions politiques de Ki-Zerbo sont élaborées autour d'une idée forte : tous ceux qui pensent que l'Afrique est une, et doit être une, pensent objectivement des intérêts de l'avenir de l'Afrique (Ki-Zerbo, 2003). En effet, l'Afrique dans son unicité a connu la même histoire, les mêmes formes de spoliation de ses ressources matérielles et humaines. La balkanisation que ce continent a connue, la diversité des aires culturelles et des parcours socio-politiques ne doivent pas donner l'illusion d'une pluralité de l'Afrique par rapport aux enjeux impliquant d'autres forces qui lui sont extérieures. L'Afrique est une par les souffrances historiques qu'elle a connu dans le parcours de sa rencontre avec les forces impérialistes qui ont excellé dans le siphonage de ses ressources de divers ordres.

Il y a dans ce rappel de ce qu'a été la rencontre de l'Afrique avec les autres forces une base de l'engagement de Ki-Zerbo. Pour lui en effet, dans l'Afrique d'aujourd'hui le passé et le futur plaident contre le statu quo. Une meilleure prise en compte des contre-vérités historiques est la base de construction de ce citoyen africain nouveau capable de se projeter autrement dans l'avenir.

Le présent est le résultat de l'occupation par les colonisateurs et n'est plus acceptable en l'état. Ki-Zerbo lie le niveau de développement de l'Afrique et les instabilités politiques de nombre de pays de ce continent aux enjeux extraterritoriaux qui mettent en scène une grande diversité d'acteurs non africains. La situation de l'Afrique est ainsi présentée comme le résultat d'un processus historique qui a provoqué de nombreuses distorsions. Un exemple évoqué est celui du morcellement de l'Afrique en micros États avec de nombreux regroupements de communautés sans liens sociaux initialement établis et des divisions de groupes sociaux jadis unis sous la même organisation politique traditionnelle. Ki-Zerbo estime à juste titre que l'Afrique qu'on voit n'est pas une situation normale avec des peuples divisés en plusieurs morceaux. En effet, de nombreux groupes sociolinguistiques se trouvent éparpillés entre plusieurs pays qui eux-mêmes apparaissent comme des ensembles hétéroclites traversés par de nombreux conflits inter et intra-communautaires. Pour lui, l'Afrique actuelle est ainsi le produit d'une histoire critique largement orchestrée par le colonisateur.

Dans un parti pris militant, Ki-Zerbo insiste sur le fait que sans

l'unité africaine il n'y a pas de rôle pour l'Afrique dans le monde. Face aux grands ensembles internationaux gouvernés par des logiques géostratégiques de domination, les pays africains ne peuvent exister sans une stratégie unitaire au sein de grands groupes. Il est donc évident que dans ce contexte de mondialisation et de globalisation, l'Afrique éclatée n'existe pas. Ki-Zerbo s'engage donc dans une réflexion stratégique d'une Afrique reconstituée, unifiée autour de grands objectifs.

Ki-Zerbo s'est investi à faire comprendre qu'il y a des gens qui sont très contents de l'Afrique telle qu'elle est aujourd'hui et que les intellectuels africains doivent prendre la responsabilité de s'investir à faire avancer l'Afrique. L'Afrique est victime de ses ressources minières et de la complicité de ses ressources humaines qui tardent à prendre leur responsabilité et s'engager dans une dynamique d'autonomisation. À l'évidence, la réflexion de Ki-Zerbo sur l'Afrique puise aussi bien en anthropologie contemporaine et anthropologie historique et ne se limite pas simplement à l'histoire. Il a indifféremment abordé les questions liées aux régimes d'historicité et aux lieux du politique. Et sa préoccupation de réfléchir sur la question de savoir pourquoi l'Afrique est reléguée aux seconds rôles d'un point de vue historique est contemporaine, et est au fondement de son engagement pour faire bouger les lignes.

2. La question du développement : au carrefour d'un héritage scientifique et politique

Le développement ici est entendu comme l'ensemble des opérations volontaristes de transformation des sociétés opérées à l'initiative d'institutions extérieures. Dans ses réflexions, Olivier de Sardan (1995) perçoit le développement comme une action entreprise par des acteurs extérieurs à un milieu, à travers des greffes de ressources ou de technologies en vue d'introduire des processus sociaux de transformation du milieu. Il estime que la configuration développementaliste est cet univers qui regroupe tous les acteurs concernés par les questions du développement.

Dans cette opération, Ki-Zerbo invite à la valorisation des intellectuels organiques, c'est-à-dire ceux qui sont immergés dans la vie du peuple. Cette invite résulte de ce que les différentes réactions d'une société (ou de ses diverses composantes) à une intervention extérieure constitue un analyseur des comportements sociaux (Boiral *et al*, 1985). Ki-Zerbo estime que la valorisation de la connaissance des terroirs locaux passe par la prise en compte des dynamiques locales ; cette démarche prend en compte les réalités d'en-bas. Ainsi, ses réflexions sont en droite ligne de celles des anthropologues du développement pour qui l'étude du développement ne peut être menée en dehors de celle des dynamiques locales, des processus de changement (Olivier de Sardan, 1995).

Les fondements actuels de l'Anthropologie du développement ont lien avec la résistance des contextes victimes des assauts visant à les

changer. On y voit la crise des grandes idéologies qui ont longtemps modelé le monde et qui sont de plus en plus confrontées à des formes diverses de contestation. Les intellectuels africains sont invités à inventer un modèle de développement convenable pour leurs pays. Et Ki-Zerbo a joué un rôle majeur dans cet éveil des consciences.

2.1. Les nouvelles approches socio-anthropologiques du développement

La difficile identification de logiques unitaires du fait du caractère hétéroclite des unités nationales de développement, la résistance des contextes locaux face aux injonctions développementalistes (Olivier de Sardan), ont mis la question de l'endogénéité au goût du jour dans les réflexions sur le développement. Mais, Ki-Zerbo avait déjà œuvré pour la reconnaissance de l'« endogène » dans les débats sur le développement en Afrique. Avant sa plaidoirie pour le retour de ce paradigme dans les débats sur le développement, on ne parlait presque plus depuis plusieurs années de ce concept auquel on avait trop perçu une connotation autarcique et ethnocentrée sur les peuples de la périphérie. Cet engagement pour le retour de l'endogène a souffert aussi d'une sorte de jugements négatifs en termes de « retour à l'indigène, à l'africanisme et à une néo négritude ». Mais la mise au point de Ki-Zerbo qui a rappelé l'apport des sources endogènes du développement des pays industrialisés a permis de circonscrire le débat sur cette question. Son point de vue a d'ailleurs induit le colloque « Pour un développement endogène en Afrique », organisé

sous l'égide du Centre de Recherche pour le Développement Endogène.

Dans ses réflexions sur les questions de développement, Ki-Zerbo a remis en cause de nombreuses convenances à la base des soi-disant actions de développement. Il a renouvelé les réflexions sur le développement en restaurant la nécessaire prise en compte des aspirations des populations à la base. Il invite donc à une prise en compte ou un recentrage de la recherche et de la formation en Afrique sur la question de l'endogénéité. Il a procédé de façon pédagogique à une critique des convenances de la pensée unique développementiste qui veut que le développement de l'Afrique passe par un meilleur contrôle des natalités et de la croissance démographique, une meilleure gouvernance des ressources financières à travers les plans d'ajustement structurel, etc. Il met en évidence les limites de ces solutions dites rationnelles souvent proposées pour corriger l'irrationalité des Africains et de leur conception des choses.

Ki-Zerbo (1989) décrit alors les concepts fondateurs du développement endogène qui passe par la prise en compte effective des besoins du développement, l'intégration de l'économique et du culturel ou de l'éducation et la formation. Ce rappel met au goût du jour les préoccupations anthropologiques sur la difficile appropriation des innovations « porteuses » de développement par les populations. En effet, les approches développementistes de ces dernières années ont été gouvernées par la logique top-down basée sur l'exportation sur les pays africains de modèles de développement conçus et

expérimentés sur d'autres contrées. Les catégories et paradigmes qui les portent ne sont pas toujours conformes aux logiques des terroirs sur lesquels on les implémente. Et cela légitime cette invite de Ki-Zerbo à s'approprier sa propre natte et non dépendre de la « natte des autres ».

2.2. Le constat des limites de l'approche top-down

En réalité, l'approche que Ki-Zerbo propose dans l'analyse des questions de développement vise à valoriser les ressources et connaissances endogènes et briser la chaîne de dépendance vis-à-vis de l'Occident. Elle fait le diagnostic de l'échec des approches top-down et promeut des approches top-botom. Elle enrichit l'analyse en invitant à affiner les pratiques de développement basées sur une utilisation optimum des ressources et savoirs locaux. Il y a, de façon concrète, une pluralité de contextes à prendre en compte dans la nécessaire mobilisation de ces facteurs endogènes qui modulent les comportements des sujets observés. Le pari pris ici est celui de la valorisation du potentiel dans les unités sociales les plus élémentaires.

Dans cette perspective analytique, Ki-Zerbo a influencé les réflexions désormais tournées vers une anthropologie critique. On verra par exemple comment Alban Bensa va s'investir dans une micro-histoire qui, à travers ses implications les plus fécondes, peut nourrir une critique constructive de l'anthropologie. Pour lui, la micro ne rejette pas l'histoire générale mais y introduit plutôt le niveau des conditions historiques d'existence des personnes à l'époque où leurs paroles ont été notées. Il pense que les relations entre les faits et les

contextes dont ils dépendent doivent être compris dans des processus. Le principe chez Alban est que toute l'action sociale est vue comme le résultat d'une négociation individuelle, de choix et de décision en référence à une réalité normative. Par rapport à la temporalité, il estime que la micro-histoire donne accès à la présence passée du temps alors que l'anthropologie installe dans un éternel présent. Pour lui, l'esprit du temps entretient une relation singulière avec l'esprit du peuple, et c'est pour cela que les historiens s'étonnent de ce que les anthropologues n'ont souvent pas de repère temporel dans leurs discours. Il invite à considérer les énoncés et les actes comme des solutions aux problèmes de communication au sein des interactions bien situées. Dès lors, les discours sur le développement et les actions dites de développement vont être au cœur des interactions entre entrepreneurs de développement et bénéficiaires de leurs actions. Avec l'anthropologie du développement, les changements sociaux seront érigés comme objet, contribuant ainsi au renouvellement des problématiques de l'anthropologie à la suite de l'histoire. On verra donc comment Olivier de Sardan (1995) tente d'expliquer le décalage entre les attitudes attendues et celles observées réellement dans les pratiques de développement par le fait que les praticiens du développement se font des images erronées des populations africaines, d'une part, et d'autre part, le fait que les logiques des clients ne sont pas celles des vendeurs. Dans une publication consacrée à la question du développement, il identifie quelques invariants dans les représentations populaires relatives aux opérations de développement. Aussi identifie-t-il la méta-idéologie du développement qui renvoie

aux paradigmes altruistes et modérateurs et les infra-idéologies qui renvoient aux représentations sur les sociétés telles qu'elles sont et telles qu'elles devaient être. Ses réflexions sur le développement lui ont permis de distinguer le populisme développementaliste qui a pour projet de mettre les pauvres en visibilité du populisme moral qui décrit le fossé qui sépare les développeurs des développés. Le populisme moral, en appelant à la connaissance du peuple, rencontre l'anthropologie qui s'investit à produire des connaissances sur les peuples en mettant en évidence les principaux facteurs qui gouvernent leur vécu. Le populisme idéologique renvoie lui à l'exaltation des vertus du peuple. Par ailleurs, Olivier de Sardan fait une distinction entre le populisme et le misérabilisme et souligne que le premier surestime alors que le second sous-estime l'autonomie du peuple. Les deux participent à la caractérisation des interactions observées autour des enjeux de développement.

2.3. La résistance des contextes locaux face aux modèles voyageurs

De façon classique, les modèles de développement implémentés en Afrique et plus généralement dans les pays en développement sont élaborés par des experts internationaux et financés par des agences et autres institutions de développement. Ces « modèles voyageurs » (Olivier de Sardan, 2022) sont exportés comme des innovations prêtes à être mises en œuvre dans des contextes qui ne les ont pas vu naître. Il s'agit donc des solutions « prêtes-à-porter » vers les

pays à faibles revenus sans prise en compte des éléments de leur endogénéité (Ki-Zerbo, 1989).

Mais la confrontation de ces modèles avec les réalités des contextes locaux ne se passe pas toujours de façon attendue. Il en résulte très souvent de nombreux effets imprévus avec des résultants loin des espérances et initiales. Olivier de Sardan (1995) précise que pour comprendre le phénomène acceptation/refus d'une innovation, il faut procéder à une analyse de la société locale avec ses conflits qui transforment l'innovation en enjeu. L'un des apports majeurs de l'anthropologie dans le champ du développement est d'avoir établi que les sociétés locales ne sont jamais homogènes ni consensuelles. Il y existe, en effet, des individus à intérêt divergeant dont il faut tenir compte dans l'analyse de l'innovation. L'analyse de développement des sociétés africaines montre qu'elles sont traversées par de nombreuses interventions qui visent à faire adopter des innovations dans divers secteurs importants. Mais ces innovations sont des greffes, des hybridations qui produisent des effets imprévisibles.

La perspective anthropologique du développement veut que les réflexions portent sur des phénomènes concrets. Ainsi, apparaissent les projets de développement avec une difficile articulation entre leurs logiques. Olivier de Sardan fait remarquer que les réactions paysannes face aux interventions des projets dans le monde rural sont souvent dues à la non prise en compte des contraintes non techniques. Il identifie trois logiques pour expliquer les comportements des paysans : la recherche de sécurité, les projets sont considérés comme

des risques- l'assistencialisme, on tente de bénéficier au maximum- et l'accaparement où on se sert du projet à son profit.

La prise en compte de la dimension endogène des facteurs de développement passe entre autres par une place plus importante accordée aux savoirs locaux et aux savoirs populaires qui sont des stocks de connaissances pragmatiques qui couvrent tous les domaines de la pratique sociale. Pour Olivier de Sardan, ce sont des ensembles de sens qui permettent de rendre signifiantes les pratiques. Les savoirs techniques populaires sont localisés et empiriques alors que les savoirs scientifiques sont standardisés et formalisés. Si les actions de développement se basent sur des savoirs scientifiques, il reste que ces deux savoirs cohabitent partout et interagissent pour créer des hybridations. Pour lui, les agents de développement sont dans un travail de médiation entre deux mondes. Il y a le travail qui leur est officiellement demandé par les institutions qui les emploient et il y a la médiation qu'ils font entre les savoirs technico-scientifiques et les savoirs populaires.

Olivier de Sardan insiste sur le fait que le développement est un lieu d'affrontement politique, car il met en rapport une série d'acteurs de catégories variées. Il souligne qu'un village n'est pas une communauté homogène mais une arène traversée de conflits où se confrontent divers groupes stratégiques. D'un point de vue méthodologique, il considère le conflit comme une entrée pour aller au-delà de la façade consensuelle, que les acteurs d'une société présentent souvent aux chercheurs. Dans le même registre, il propose

l'arène comme l'espace social où prennent place les confrontations et les groupes stratégiques comme des agrégats sociaux à géométrie variable qui défendent des intérêts communs par le biais d'acteurs sociaux et politiques. Il estime que le dialogue entre chercheurs et développeurs est indispensable pour assurer une bonne prise en compte des facteurs endogènes dans le processus de développement. Il souligne que les études socio-anthropologiques sont nécessaires au développement, mais elles ne doivent pas être des études bâclées menées par des chercheurs mal formés avec des méthodologies clé à main qui ne sont jamais une bonne aide pour le développement.

Conclusion

L'Afrique a concentré dans bien de domaines des représentations biaisées de la réalité sociale et historique. Au-delà de la posture imposée par les contraintes de la scientificité, Joseph Ki-Zerbo (1964, 1972) s'est investi à repositionner les problématiques historiques et développementistes de l'Afrique. Les logiques propres aux populations à la base sont souvent mal considérées ou ignorées des opérateurs de développement en Afrique. Ce continent connaît de nombreuses tentatives d'implémentation de logiques qui n'ont aucun lien avec les terroirs sociaux.

Ki-Zerbo, en plus de travailler à restaurer la place de l'Afrique dans l'Histoire, a entrepris des réflexions profondes sur les conditions sociales et humaines de développement de l'Afrique. Pour lui, ce

continent ne peut se développer sans une prise en main rigoureuse de son destin. L'Afrique ne doit pas être toujours réduite à l'image d'un acteur passif subissant impuissant les assauts des autres par leurs diverses formes de colonisation culturelle, politique et économique. Les intellectuels africains sont invités à prendre leur responsabilité quant à la construction de nouvelles dynamiques porteuses d'espoir. Les populations cibles du développement elles-mêmes doivent être davantage éduquées pour mieux se positionner dans les projets qui leur sont proposés, afin de leur offrir des arguments de meilleurs encrages. Autant elles peuvent recevoir de l'aide, autant elles doivent être soucieuses de minimiser les risques d'une déculturation profonde.

Bibliographie

BOIRAL P., LANTERI J.-F., & OLIVIER de SARDAN J.-P., 1985, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire*, Paris, Karthala.

KI-ZERBO J., 1964, *Le Monde africain noir*, Paris, Hatier.

KI-ZERBO J., 1991, *Histoire générale de l'Afrique*, ouvrage collectif, Paris, Présence africaine/Edicef/Unesco.

KI-ZERBO J., 2003, « A quand l'Afrique ? », Entretiens avec René Holenstein, Editions de l'Aube, prix RFI Témoin du monde 2004.

KI-ZERBO J. (dir.), 1989, *La natte des autres : pour un développement*

endogène en Afrique, Colloque CRDE, Bamako, Paris, Karthala.

KI-ZERBO J., 1972, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier.

MARROU H.-I., 1954, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil (Coll. Point).

OLIVIER de SARDAN J-P, 1995, *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.

OLIVIER de SARDAN J-P, 2021, *La revanche des contextes. Des mésaventures en ingénierie sociale en Afrique et au-delà*, Paris, Karthala, 2021.

ORY & SIRINELLI, 1999, *Les intellectuels de France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin.

PAJOT F., 2004, *Joseph Ki Zerbo : itinéraire d'un intellectuel voltaïque au XXème siècle*, UFR d'Histoire de l'Art et Archéologie, Mémoire, Université de Toulouse-Le-Mirail.

TOULABOR C. M., 1993, « Avant-propos, Les intellectuels africains », *Politique Africaine*, n° 51.

Table ronde 2

La place de l'oralité dans l'historiographie africaine

3.

La tradition orale en tant que source pour l'histoire africaine d'accord. Mais l'interdisciplinarité dans la recherche historique d'abord

Simon Pierre EKANZA

Introduction

Joseph Ki-Zerbo, celui à qui toute la communauté des historiens d'Afrique rend hommage, est incontestablement l'un des plus illustres intellectuels du continent, un véritable monument pour l'histoire africaine. Mais, Ki-Zerbo n'est ni le premier en date, ni sans doute, parmi nos éminents devanciers, celui qui doit être reconnu comme le guide qui ait ouvert la voie à la tradition orale. Bien d'autres, avant lui, en avaient indiqué le chemin : A. Hampate Ba du Mali et Boubou Hama du Niger, pour ne citer que ces deux devanciers, qui peuvent se prévaloir d'être des spécialistes de la

tradition, auteurs de nombreux ouvrages : le premier sur les anciens empires africains et la civilisation africaine, le second sur l'histoire du Niger et de la région soudanaise, ancien directeur du Centre régional de recherche et de documentation sur les traditions orales et pour le développement des langues africaines. On peut encore citer, plus proches de nous, des colosses comme Jan Vansina, Yves Person, Claude-Hélène et bien d'autres... Toutefois, on ne peut dénier à Ki-Zerbo la place qui lui revient de droit, celle d'avoir aidé à une prise de conscience plus grande auprès de la génération actuelle que l'histoire de l'Afrique, masquée, défigurée, doit être réécrite, non pas dans un esprit revanchard mais, comme il le recommandait lui-même, dans la perspective de ressusciter les images « oubliées » ou perdues. Car « l'Histoire est la mémoire des peuples ». Et ce retour à soi-même, continue-t-il, peut « revêtir la valeur d'une catharsis libératrice (...) en révélant les bases des entraves de notre personnalité, et dénouer du même coup les complexes qui ligotent notre conscience dans les racines obscures du subconscient » (Ki-Zerbo, 1980 : 23).

Pour relever ce défi et parvenir à une histoire réelle de l'Afrique, en dissipant les ombres et les obscurités qui entourent son passé, il faut se garder de troquer le mythe façonné par la génération de la colonisation par un autre mythe. Il faut au contraire que la vérité du passé historique de l'Afrique éclate. Or, pour que celle-ci apparaisse à la lumière, elle a besoin d'être fondée sur une méthodologie orientée par la raison qui n'est pas aveugle, encore moins qui ne peut être bâillonnée.

En un mot, la meilleure stratégie pour entreprendre l'histoire de l'Afrique est d'appréhender différemment les réalités spécifiques du continent, qui ne recouvrent pas forcément celles de l'Europe ou des autres continents, tout en étant fermement attaché aux principes de la critique interne et externe, valables sous tous les climats. L'essentiel sera de se rappeler qu'ils devront s'appliquer différemment selon les thèmes abordés, la stratégie variant en fonction des différentes régions de l'Afrique. Le chercheur devra tenir compte des difficultés spécifiques auxquelles il sera confronté, liées autant aux réalités de la géographie physique qu'à une population diluée, et donc facilement itinérante dans une nature à la fois généreuse et cruelle¹. Ces facteurs clés sont probablement à l'origine de la pesanteur africaine sur la voie du progrès. Fernand Braudel ne dit-il pas que « les civilisations reposent sur terre ». Le même auteur écrit que « la civilisation est fille du nombre ». La nature et les hommes, la géographie et l'histoire ne sont pas sans avoir une incidence sur le processus évolutif du continent. Il est donc important de les prendre en compte pour poser les problèmes, en termes objectifs.

D'où la recommandation de Ki-Zerbo de recourir à plusieurs sources, dans l'approche de l'histoire du continent, sans la réduire à la Tradition orale, comme nous avons tendance à le croire. Certes, le rôle de la Tradition orale associée à d'autres sources dans l'approche

¹ La nature généreuse est à rapprocher de la forêt avec son abondance en fruits, et aussi du sous-sol, riche en minerais de tous genres. La nature cruelle sous-entend les endémies et autres épidémies.

de l'histoire africaine, est considérable. « Vrai musée vivant », « conservatoire et vecteur du capital de créations socio-culturelles accumulé par les peuples sans écriture », la Tradition orale représente « une source à part entière (...) qui confère à l'histoire du continent africain une puissante originalité ». Mais, à elle seule, elle ne fait pas le printemps. Il existe d'autres sources, non moins capitales - les documents écrits, l'archéologie, la linguistique et l'anthropologie - qui sont autant de « piliers de la connaissance historique ». Associées à la tradition orale, elles permettent au chercheur de nuancer et d'approfondir toute interprétation des données, tandis que, livrée à elle seule, la tradition orale apparaît mutilée et ne donne du réel qu'une image floue que seule l'intervention d'autres sources peut aider à mettre au point.

Tel apparaît le point de vue partagé par Ki-Zerbo, qu'il importe de révéler à travers cette brève communication, en soulignant en trois étapes successives :

- 1) l'importance de la Tradition orale ;
- 2) la nécessité de conjuguer, dans la recherche, Tradition orale et autres sources ;
- 3) les modes d'organisation à préconiser dans l'association entre disciplines si hétérogènes.

1. La Tradition orale en tant que source pour l'histoire africaine d'accord

Amadou Hampaté Ba (1957), citant Tierno Bokar Salif, Grand maître de l'ordre musulman Tidjany, l'un des traditionnalistes en matières africaines, rapporte :

L'écriture est une chose et le savoir en est une autre. L'écriture est la photographie du savoir, mais elle n'est pas le savoir lui-même. Le savoir est une lumière qui est en l'homme. Il est l'héritage de tout ce que les ancêtres ont pu connaître et qu'ils nous ont transmis en germe, tout comme le baobab est contenu en puissance dans sa graine.

S'exprimant à sa suite, Hampaté Ba souligne :

Qui dit tradition en histoire africaine dit tradition orale, et nulle tentative de pénétrer l'histoire et l'âme des peuples africains ne saurait être valable si elle ne s'appuie sur cet héritage de connaissances de tous ordres patiemment transmis de bouche à oreille et de maître à disciple à travers les âges. Cet héritage n'est pas encore perdu et repose dans la mémoire de la dernière génération des grands dépositaires, dont on peut dire qu'ils sont la mémoire vivante de l'Afrique.

Ki-Zerbo (1980 : 27) n'adhère pas moins à cette définition de la tradition orale. Pour lui, la Tradition orale est « un vrai musée vivant » et la parole historique « un fil d'Ariane », certes fragile, mais à même, ajoute-t-il, de « remonter les couloirs obscurs du labyrinthe

du temps ». Quant à ses détenteurs, ils sont désignés comme étant les « derniers îlots d'un paysage autrefois imposant », aujourd'hui des « fossiles en sursis » ! Chaque fois que l'un d'eux disparaît, c'est une fibre du fil d'Ariane qui se rompt, c'est littéralement « un fragment du paysage qui devient souterrain ». Mieux, Ki-Zerbo qualifie la tradition orale d'être « de loin la source historique la plus intime, la plus succulente, la mieux nourrie de la sève d'authenticité ». Pour conforter cette affirmation, il fait appel au proverbe africain : « La bouche du vieillard sent mauvais, mais elle profère des choses bonnes et salutaires ».

Toutefois, la tradition orale, étant fonctionnelle, peut-elle inspirer autant de confiance que l'écrit, et être à même de témoigner, avec autant de fidélité, des choses du passé ? Ki-Zerbo (*idem* : 27) répond sans ambages :

L'écrit, si utile soit-il, fige et dessèche. Il décante, dissèque, schématise et pétrifie : la lettre tue. La tradition habille de chair et de couleurs, elle irrigue de sang le squelette du passé.

Puis, il poursuit, imperturbable :

On a dit que la Tradition n'inspirait pas confiance parce qu'elle est fonctionnelle ; comme si tout message humain par définition n'était pas fonctionnel, y compris les documents d'archives qui, par leur inertie même, et sous leur apparente neutralité objective, cachent tant de mensonges par omission et habillent l'erreur de respectabilité (Ki-Zerbo, *ibidem* : 28).

Cependant, Ki-Zerbo n'ignore pas les faiblesses de la tradition orale qu'il n'hésite pas à indiquer du doigt. Ce sont entre autres : la fragilité de la chaîne chronologique, « véritable talon d'Achille », l'ambiguïté du message véhiculé, « qui peut faire et défaire », « qui peut charrier des maléfices » ; mais, notamment, « le texte littéraire oral sorti de son contexte est comme un poisson hors de l'eau : il meurt et se décompose ». En effet,

Isolée, la tradition ressemble à ces masques africains arrachés à la communion des fidèles pour être exposés à la curiosité de non-initiés. Elle perd sa charge de sens et de vie. Or, par sa vie même, parce qu'elle est sans cesse reprise en charge par de nouveaux témoins commis à sa transmission, la Tradition s'adapte à l'attente de nouveaux auditoires, adaptation qui concerne au premier chef la présentation du message, mais qui ne laisse pas toujours indemne le contenu (Ki-Zerbo, *ibidem* : 28).

Malgré tout, la validité de la Tradition orale est amplement prouvée et confirmée le plus souvent par les recoupements avec d'autres sources : archéologiques ou scripturaires. Bref, le discours de la Tradition, quelle que soit sa forme : épique, prosaïque, didactique et autres, est toujours historique, selon Ki-Zerbo : d'abord il est révélateur du faisceau d'usages et de valeurs qui animent un peuple et conditionnent ses actes à venir par la représentation des archétypes d'hier ; ensuite, la recomposition du passé, loin d'être intégralement imaginaire, comporte nécessairement des tranches de souvenirs, des filons d'histoire très réalistes ; enfin, le récit épique est émaillé d'allusions à des techniques, à des objets qui ne sont pas

essentiels au déploiement de l'action, mais signalent néanmoins le milieu de vie. Et Ki-Zerbo de mettre l'accent, dans un commentaire bref mais limpide, sur la critique des versions multiples d'un même fait, transmises le plus souvent par des clans adverses :

La multiplicité des versions transmises par des griots-clients de chaque noble protecteur (honoré, dyatigui), bien loin de constituer un handicap, n'est qu'une garantie supplémentaire pour la critique historique (...) L'essentiel est de soigner la critique interne de ces documents par la connaissance intime du genre littéraire en cause, sa thématique et ses techniques, ses codes et stéréotypes, les formules de remplissage, les diversions conventionnelles, la langue dans son évolution, le public et ce qu'il attend des traditionalistes. Et surtout la caste de ces derniers, ses règles de vie, sa formation, ses idéaux, ses écoles (Ki-Zerbo, *ibidem* : 30).

En un mot, la Tradition orale, conclut-il, est une source à part entière, dont la méthodologie est désormais bien établie, « et qui confère à l'histoire du continent africain une puissante originalité ». Cependant, malgré l'efficacité de sa méthode, la tradition orale gagne-t-elle à aborder, seule, la réalité infiniment dense et hirsute du monde africain ?

2. L'interdisciplinarité dans la recherche historique doit avant tout prévaloir

Ki-Zerbo affirme avec force : « L'Histoire africaine, moins que

toute autre discipline, ne peut s'accommoder du ghetto ». Ajoutons qu'aucun historien ne saurait résoudre proprement un problème de la société africaine, en ayant recours à une seule et même source. La complémentarité s'avère absolument nécessaire entre les différentes sources de l'Histoire africaine. Autant reconnaître que l'interdisciplinarité est une règle incontournable, en matière de recherche historique, bien que son application ne soit pas aisée pour diverses raisons, la disparité des démarches méthodologiques particulières des disciplines et le poids des habitudes particularistes en étant les causes majeures. Et cependant, il faut bien s'y résoudre, car une seule source ne peut restituer parfaitement une image du passé dans sa netteté et sa totalité.

L'historien burkinabé, notre aîné, en était convaincu, et il n'a eu de cesse de le répéter, en usant de maints exemples, empruntés à diverses disciplines auxquelles a recours l'historien pour éclairer le passé. Ainsi, l'archéologie en soi, souligne-t-il, « risque de n'être qu'une description aride, un constat presque funèbre, prononcé hardiment à partir de quelques échantillons ». En revanche, continue-t-il, « replacée dans le cadre de vie qu'elle prétend exhumer et qui était multiforme, l'archéologie rend d'éminents services aux autres disciplines qui le lui rendent bien » (Ki-Zerbo, 1980 : 386).

Autre exemple, l'art africain. Destiné à éclairer l'Histoire, il ne se réalise pleinement qu'à la seule condition d'être éclairé par elle, étant « conditionné par une multitude de facteurs, depuis la géologie jusqu'aux religions, aux mythes et aux cosmogonies, en passant par

les structures socio-politiques et la volonté de puissance des rois » (Ki-Zerbo, *ibidem*).

Que dit-il de la tradition orale elle-même qui, bien que souvent muette sur les facteurs économiques et structurels, joue un rôle de premier plan dans la détection d'autres sources encore plus pertinentes comme les manuscrits et les sites archéologiques ? À tel point que le chercheur en archéologie a tout intérêt, avant de se livrer à toute campagne de fouilles, à collecter les traditions locales. Elle aide également, précise à ce propos Ki-Zerbo, « à corriger les erreurs d'interprétation provenant d'une approche purement extérieure », à « limiter le nombre d'hypothèses » et à « rétrécir l'éventail des options ». Mieux, son rôle est bien plus étendu car, « en cas de versions multiples d'une même tradition, fait remarquer Ki-Zerbo, c'est une autre source, par exemple la consultation de la carte des zones intéressées par telle ou telle qui permettra de trancher » (Ki-Zerbo, *ibidem* : 387).

De même, liés à la tradition, les tambours constituent « l'un des grands livres vivants de l'Afrique, dont le son est toujours chargé d'un message d'histoire ». Ki-Zerbo révèle leur existence en procédant à une distinction entre ces instruments de l'univers musical de l'Afrique traditionnelle, qui cèdent de plus en plus le pas devant l'invasion de la musique moderne moins riche, mais portée par un système économique plus riche. Il nous enseigne, en effet, que « certains tambours sont des oracles, d'autres des postes d'émission, d'autres des cris de guerre qui font germer l'héroïsme, d'autres

encore des chroniqueurs qui égrènent les étapes de la vie collective » (Ki-Zerbo, *ibidem* : 387).

Enfin, le grand historien, pétri de culture, évoque d'autres sciences sociales : telle la linguistique, « compagne jeune, fidèle et féconde de l'Histoire » qui conserve en son sein la tradition « sous les espèces et dans le musée vivant des langues, dont il faut posséder la science pour en extraire 'la substantifique moelle' » ; telle encore la sociologie dynamiste, l'un des milieux essentiels dans lequel doit s'exercer la critique historique africaine. « En effet, il ne s'agit pas de transférer sans discernement les outils d'analyse d'un tissu socio-politique donné à un autre, ni dans le temps ni dans l'espace, au risque de créer plus de problèmes qu'on n'en résout » (Ki-Zerbo, *ibidem* : 388).

Même les sciences dites exactes sont aussi mises à contribution pour cerner ou affiner l'image du passé africain, y compris la statistique, « ne serait-ce que pour donner une consistance quantifiée à des réalités qui, sans cela, seraient déformées, même qualitativement, puisqu'à partir d'un certain seuil on peut parler d'un saut qualitatif dans la nature des phénomènes » (Ki-Zerbo, *ibidem* : 390).

La polémologie africaine est également associée à la confection d'une histoire africaine authentique à condition de la lier à la religion avec laquelle elle a des attaches très étroites, car l'art de la guerre, nous rappelle Ki-Zerbo, « était en partie un affrontement magique ». Et d'illustrer cette affirmation par des cas concrets

empruntés à l'histoire : « Il n'est que de voir l'habit de guerre de al-Boury N'Diaye, bardé d'amulettes, pour s'en convaincre. Et cela continuera jusqu'aux tirailleurs africains des deux guerres mondiales » (Ki-Zerbo, *ibidem* : 390).

La recherche en histoire africaine s'accommode donc de multiples sources, souvent hétérogènes, mais dont la conjugaison est bénéfique pour la connaissance du passé et le progrès de la recherche. Mais, comment organiser ces disciplines dont les démarches méthodologiques sont souvent si disparates ?

3. Quels modes d'organisation ?

Deux stratégies sont envisagées par Ki-Zerbo, la dernière étant plus affinée que la première. La première, moins satisfaisante et donc moins exigeante, se présente comme une juxtaposition des méthodologies respectives, « consistant seulement à se fixer quelques intentions communes, à laisser chacun cheminer selon la problématique de sa discipline propre, et à se retrouver sur la ligne d'arrivée pour une confrontation des résultats ». Quelles sont les insuffisances d'une telle démarche ? Sans confrontation, les handicaps de chaque discipline particulière subsistent, sans qu'aucune d'entre elles ne puisse bénéficier des vertus de l'autre, à plus forte raison du surcroît de lumière susceptible de jaillir de l'association intime de leurs démarches.

À cette première approche par juxtaposition des disciplines,

il faut préférer une interdisciplinarité par greffe des approches, déterminant une stratégie globale de la recherche et des étapes tactiques successives, fixées en commun. Intervient alors la définition des principales interrogations, à laquelle fait suite la répartition par groupes de celles qui appellent l'intervention de telle ou telle discipline. Des mises en commun seront faites à des échéances fixées ou à la demande de l'une des instances engagées dans la recherche. Des nœuds ou goulots peuvent alors être détectés, qui feront l'objet de programmes d'urgence et de concentration intensive des efforts. « Cette association permanente, cette recherche coopérative – insiste Ki-Zerbo – doit disposer d'un maître d'œuvre pour l'ensemble de l'ouvrage ou du programme ».

Les avantages d'une telle stratégie interdisciplinaire sont évidents. C'est l'occasion pour Ki-Zerbo de les passer en revue. D'abord, relève-t-il, elle a « des chances de provoquer un enrichissement mutuel réel de l'approche de chaque discipline, et un affinage de son mordant sur le sujet commun de la recherche ». Ensuite, elle « permet d'exclure au plus tôt la progression aveugle dans des impasses, d'ouvrir le maximum de voies fécondes et de raccourcis accélérateurs ». Puis de conclure : « Une telle recherche collégiale qui amènerait des historiens, des anthropologues culturels, des spécialistes de l'art, des botanistes à descendre sur les sites avec les archéologues, se présente comme un imposant chalut qui récolte en extension et en profondeur la substance de la réalité historique globale ».

Mais, revenons au but de l'entreprise. Au-delà des grandes étapes de la stratégie de recherche, retracées dans un style savoureux que le lecteur prendra plaisir à découvrir, le but final recherché est de restituer avant tout aux Africains une et une conscience de leur passé, et ensuite d'inciter l'historien-chercheur à se surpasser pour s'approprier la méthode novatrice de l'interdisciplinarité, ici préconisée :

Restituer aux Africains une vue et une conscience de leur passé qui ne peut pas être une photocopie de la vie passée, mais qui doit, un peu comme dans la caverne de Platon, reproduire en projection les scènes qui naguère furent réelles dans l'amont du temps. Or, la vie est essentiellement intégration et cohérence, adhésion de forces diverses à un projet commun (...) La vie individuelle ou collective n'est ni unilinéaire ni unidimensionnelle ; c'est un tissu dense et compact (...)

Tout mouvement historique relève à la fois de tous les aspects de la réalité sociale. Et la reconstitution historique qui ne tiendrait pas compte de tous ces aspects serait en fait, sinon une anti-histoire, du moins une autre histoire : un aperçu partiel parce que partiel (Ki-Zerbo, *op. cit* : 392).

La saisie globale de « l'Histoire poly-sources » est donc impérative ; elle s'impose encore d'autant plus que la vie, dans les sociétés de l'Afrique ancienne, est plus intégrée, moins dichotomique que dans les pays où est déjà consommée la fission en classes antagonistes. Dans les anciennes sociétés d'Afrique, souffrant moins de l'inégalité sociale parce qu'elles partageaient le même niveau de vie

matériel relativement bas, le grouillement culturel était au contraire envahissant. Dans cet environnement de dépendance presque totale vis-à-vis de la nature, « tout habit était parure, note Ki-Zerbo, et le moindre outil ou ustensile était envahi par l'art ». Il est aussi à remarquer qu'il n'est pas « jusqu'aux scarifications corporelles, en creux ou en relief, qui en même temps ne proclament une identité ethnique et ne manifestent une intention esthétique ». Et Ki-Zerbo de conclure : « De telles sociétés totales appellent manifestement une Histoire intégrale qui soit à leur image. C'est pourquoi la meilleure façon d'en rendre compte est le travail interdisciplinaire ».

Conclusion

Que retenir, à la fin de ce bref panorama, sur la tradition orale en tant que source de l'histoire africaine ? La source orale est aujourd'hui une méthode établie et éprouvée. Elle ne peut donc ne pas être sollicitée pour témoigner du passé. Toutefois, elle ne saurait restituer à elle seule, dans sa netteté et sa totalité, l'image du passé. Le concours de l'une ou l'autre source, selon l'objet d'étude, paraît indispensable. Il se trouve que, dans certains cas particuliers de la recherche, la tradition orale ne soit pas reconnue comme la source maîtresse, ne jouant qu'un rôle adventice et auxiliaire. C'est le plus souvent le cas en matière des études archéologiques. Ces cas étant vérifiés, on peut reconnaître en toute quiétude qu'en matière de recherche en histoire africaine, l'interdisciplinarité, loin d'être un luxe, est une des données fondamentales de la méthode. En fait, on

peut ici rejoindre Ki-Zerbo et affirmer qu'« il n'y a pas d'alternative à l'interdisciplinarité ».

Le mérite de l'historien burkinabè, encyclopédie vivante de l'histoire africaine et humaine tout court, l'iroko sans âge, est d'avoir été la conscience des Africains et des historiens africains en particulier, à qui il rappelle ce vieil adage, rendu populaire par Descartes, qui fut également le sien : « Ce n'est posséder aucune science que d'en connaître une seule ».

Bibliographie

ADE AJAYI J. F., CROWDER Michael, *Atlas historique de l'Afrique*, préface de J. Ki-Zerbo, Paris, 1988.

BOURGES Hervé, WAUTHIER Claude, *Les Cinquante Afriques, t.1 et t.2*, préface de J. Ki-Zerbo, Paris, 1979.

CISSE Y. T. et KAMISSOKO W. (dir.), *La grande geste du Mali, des origines à la fondation de l'Empire*, Paris, Karthala-ARSAN, 1988.

DIETERLEN G. et SYLLA D., *L'Empire de Ghana : le Wagadu et les traditions de Yéré*, Paris, Karthala-ARSAN, 1992.

HAMA Boubou et KI-ZERBO Joseph, « La place de l'histoire dans la société africaine », *Histoire générale de l'Afrique*, vol. 1, Paris, Unesco, 1980.

HAMPATE Ba Amadou, « La tradition vivante », *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, Unesco, vol. 1, 1980.

HOMMAGES ET TEMOIGNAGES, Ouagadougou/Dakar, coédition Fondation J. Ki-Zerbo / ENDA, 2010.

GAYIBOR Nicoué T. *et alii*, *L'écriture de l'histoire en Afrique. L'oralité toujours en question*, Paris, 2013.

GAYIBOR Nicoué T., *Sources orales et histoire africaine : approches méthodologiques*, Paris, 2011.

KI-ZERBO Joseph, *Le Monde africain noir : histoire et civilisation*, Paris, 1970.

KI-ZERBO J., *Histoire de l'Afrique noire : d'hier à demain*, Paris, 1978.

KI-ZERBO (dir.), « Méthodologie et préhistoire africaine », *Histoire générale de l'Afrique*, vol.1, Paris, Unesco, 1980.

KI-ZERBO J., « Les méthodes interdisciplinaires utilisées dans cet ouvrage », *Histoire générale de l'Afrique, vol. 1, Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, Unesco, 1980.

KI-ZERBO, Tamsir NIANE Djibril (dir.), « L'Afrique du XII^e au XVI^e siècle », *Histoire générale de l'Afrique, vol. 4*, Paris, Unesco, 1991.

KI-ZERBO J., *A quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*,

Paris, 2013 (2003).

KI-ZERBO J., *Histoire critique de l'Afrique*, Panafrika, 2008.

KI-ZERBO J., *Regards sur la société africaine*, Panafrika, 2008.

KI-ZERBO J., *A propos de la culture*, Fondation Joseph Ki-Zerbo, 2010.

LAYA D., *La tradition orale : problématique et méthodologie des sources de l'histoire africaine*. vol. 1, Niamey, 1972.

MAUNY R., Thomas L.-V. et VANSINA J. (dir.), *L'historien en Afrique tropicale : études présentées et discutées au 4^e Séminaire africain international à l'Université de Dakar, Sénégal, (1964) = The historian in tropical Africa, studies presented and discussed at the 4th International African seminar at the University of Dakar, Senegal*, Londres, Oxford University Press, 1961.

PERROT C.-H., « Sources orales et histoire : un débat permanent », in *Sources orales de l'histoire l'Afrique*, Paris, CNRS, 1989.

PERSON Y., « Tradition orale et chronologie », *Cahiers d'études africaines*, vol. 2, 7, 1962.

VANSINA J., *De la tradition orale. Essai de méthode historique*, Tervuren, 1961.

4.

La place de l'oralité dans l'historiographie africaine

Alexis ADANDE

Introduction

Quand en 1975, le journaliste français Michel Amengual posait la question : « Une Histoire de l'Afrique est-elle possible ? » d'évidence, les éléments de réponse à ses entretiens radiodiffusés puis publiés (Dakar, N.E.A.), s'adressaient à un grand public africain et à ses compatriotes encore peu informés des progrès importants faits dans le monde académique pour mieux maîtriser les multiples sources de documentation de l'histoire continentale. Aux travaux pionniers de l'exploitation académiques des sources et traditions orales comme le Belge Ian Vansina (1960), nous devons ajouter ceux des animateurs de l'École historique d'Ibadan dont Isaac Adeagbo Akinjogbin, auteur de *Dahomey and its neighbours* (1967, parfaite

combinaison critique et synthétique de sources d'archives anglaises, portugaises, brésiliennes, françaises et des sources orales en *ede yoruba*). Les textes constitutifs des premiers volumes de l'*Histoire Générale de l'Afrique*, sous l'égide de l'UNESCO, étaient alors soumis au Comité Scientifique de suivi des huit volumes. En juillet 1975, ce Comité tint une de ses séances à Cotonou, le Professeur Jean Devisse en était le Secrétaire perpétuel. Une opportunité pour en savoir plus des efforts déployés et des acquis de l'historiographie africaine. En ce moment-là, nous nous apprêtions à refondre les programmes dont ceux d'histoire. Nous avons donc rencontré les sommités de notre discipline qui ne nous ont pas marchandé leur collaboration. Le Professeur Joseph Ki-Zerbo venait de faire paraître son œuvre majeure *Histoire de l'Afrique noire, d'hier à aujourd'hui*, à Paris, chez Hatier.

Nous apprenions également que pour appuyer les rédacteurs de chapitres des volumes en élaboration, l'UNESCO avait ouvert à Niamey le CRDTO (Centre Régional de Documentation par la Tradition Orale) qui évoluera en Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par la Tradition Orale (CELHTO) désormais un organisme spécialisé de l'Union Africaine (U. A.). Quant au Professeur Cheikh Anta Diop, lui non plus, ne ménagea pas sa peine pour actualiser notre information. Il nous a informé de la parution alors récente (1974) du fascicule co-produit par L'IFAN et les Nouvelles Editions Africaines intitulé : *L'Antiquité africaine par les images*. Le Professeur Théophile Obenga, quant à lui, nous a fait un compte-rendu détaillé du colloque tenu au Caire, l'année précédente sur : *Le peuplement*

ancien de l’Egypte et le déchiffrement du méroïtique. La publication intégrale des rapports de cette rencontre de vérité dans les Etudes et Documents de l’UNESCO reflètent exactement le compte-rendu de Théophile Obenga. Enfin il était annoncé pour l’année suivante le congrès de l’UISPP/IUPPS sur, entre autres, *L’origine de l’homme moderne (Homo sapiens)*, prévu à Nice, en France.

1. Validation des sources orales pour les investigations en archéologie et en histoire africaine

En nous fondant sur nos propres expériences de terrain tant dans le domaine de l’archéologie que de la collecte des données de source orale (témoins directs de faits et/ou d’évènements historiques) que de celles des traditions orales (auprès de spécialistes de la parole, *guéséré* dans le Borgu historique ou *kpanlingan* dans les cours royales du Danxomé par exemple ou un métallurgiste informé ou encore une potière chevronnée), nous sommes en mesure de tester la portée de l’oralité dans la recherche historique à travers les données tangibles et intangibles. Ainsi, pour la localisation de sites archéologiques d’habitat, l’accès à la documentation adéquate par un détenteur des traditions transmises sur le peuplement historique est nécessaire. Cas des investigations sur les différents sites à Allada, à Togudo-Awutè, Adanhunsa, etc. sont autant d’illustration pertinente des sources orales pour documenter ces sites donnés en exemples.

Pour les récits historiques, validés par le croisement des

sources/traditions orales avec des archives diverses nous avons des pages d'histoire célèbres comme l'*Histoire de l'Afrique d'hier à aujourd'hui*, précédemment cité.

2. Validation des traditions orales par l'archéologie : confirmation et datation, le cas du site de Dikuanténi (Atakora, Bénin)

Bénéficiant de la présence dans la salle de Didier N'Dah, l'auteur des travaux originaux sur le site sacré de Dikuanténi, je lui ai demandé de nous faire un point succinct des résultats obtenus et sur leurs portées méthodologiques et historiques. Ce qu'il a fait avec grâce et efficacité, je l'en remercie encore. Dikuanténi est un site bien préservé des atteintes de la frénésie de l'extension de la culture du coton ou de la mise en place de buttes à ignames. Il le doit certainement à son caractère sacré en raison de ce que ce site est lié à la mémoire de l'ancêtre forgeron qui a conduit la migration du premier groupe otammari à s'être implanté dans ce secteur du Kutammaku (le pays du peuple tammari). De plus, ce site est sous l'autorité d'une personne consacrée et qui en a la garde. Cette personne est détentrice de la tradition qui documente le site : sa fonction première, sa signification mémorielle, etc. Grâce à des recommandations adéquates et dans le respect des procédures indiquées, l'archéologue a pu y implanter un sondage sous la guidance du gardien des lieux. Il se révèle que c'est une *takienta*, (vulgairement appelée en français «tata») de forgeron. La fouille limitée, effectuée, dans les années 1990, a permis de

dégager une partie de la forge et de recueillir des scories de forge et des fragments de charbon pour les soumettre à des analyses de datation du radiocarbone. Les résultats reçus donnent des dates remontant au XIV^e siècle. L'approche adoptée de l'archéologie du sacré a inspiré, une étude comparative avec le site de la nécropole sacrée d'Efaté excavée par feu le Professeur José Garanger, dans les années 1970 aux Nouvelles Hébrides, aujourd'hui le Vanuatu (cf. « Tradition orale et archéologie. Etude comparative du site de Dikuanténi au Bénin et des sites de Tongoa et Retoka en Océanie », *in L'écriture de l'histoire en Afrique*, Paris, Karthala, 2013).

3. Universalité et actualité des sources orales pour la diffusion des conclusions de congrès scientifiques : les interviews, un témoignage attendu de Madame la Professeure émérite Catherine Coquery-Vidrovitch

Les interviews sur des questions importantes sont une des formes contemporaines d'utilisation de l'oralité non seulement pour véhiculer des informations voire de la documentation relative à l'historiographie africaine mais aussi pour éclairer les derniers développements de la science par rapport à l'histoire de l'humanité tout simplement. En 1976, c'était tenu du 13 au 18 septembre, à Nice, en France, un congrès de l'Union Internationale des Sciences Préhistoriques et Protohistoriques qui a examiné, entre autre, l'épineuse question de : «L'origine de l'homme moderne» (Homo sapiens). Comme on le sait, alors, s'opposaient les tenants du polygénisme affirmant que la

diversité des races humaines actuelles, en fait les phénotypes seraient dus aux différenciations à partir des hominidés qui avaient quitté le continent africain des centaines de milliers d'années avant. Face à la thèse des polygénistes, il y a eu la synthèse monogéniste, présentée par le Professeur Cheikh Anta Diop devant ce congrès qui réaffirmait l'origine africaine et mélanoderme de la première humanité moderne qui est allée à la découverte de monde et a peuplé, l'Asie, l'Europe, l'Océanie... Ce sont des phénomènes de mutations génétiques et d'influences géo climatiques qui expliquent l'apparition sur des dizaines de milliers d'années de nouveaux phénotypes et la perte relative de la mélanine protectrice parmi certains des phénotypes.

À l'issue de ce congrès de Nice, une journaliste de Radio France a interviewé deux personnalités de la recherche concernées par les conclusions de cette question de l'origine de l'homme moderne. Feu le Professeur Cheikh Anta Diop (décédé en février 1986) et Madame la Professeure émérite Catherine Coquery-Vidrovitch qui était inscrite au même panel que moi.

Pour les enseignants d'histoire et de géographie de ma génération, cette émission spéciale de Radio France, sur les conclusions du congrès de l'UISPP, était très importante parce que nous enseignions dans les collèges et les lycées cette question de Préhistoire.

De mémoire, la brève réponse de Cheikh Anta Diop à la journaliste française qui lui disait qu'il pouvait «trionpher maintenant que sa thèse s'est imposée», «trionpher, non ; c'est la science qui gagne», lui a-t-il répondu. Puis est passé une plus longue intervention de

Madame Catherine Coquery-Vidrovitch qui a renchéri sur les conclusions dudit congrès. Nous aurions souhaité recueillir en direct son témoignage, aussi la question lui a été posée. Elle s'est rétractée, 46 années après, l'imminente historienne de l'Afrique ne se souvenait plus avoir accordé, en France, une interview d'une telle importance. Que dire d'autre ?

Conclusion

La place de l'oralité dans l'historiographie africaine est centrale mais elle n'est pas unique car comme tout document, l'orature doit être soumise à la critique interne et externe, croisée à d'autres sources documentaires, pas uniquement archivistiques, qui la complètent, l'enrichissent et permettent des approfondissements. L'historiographie africaine a beaucoup apporté à une meilleure connaissance de l'histoire de l'humanité tout simplement.

Table ronde 3

Le rôle de l'université dans le débat politique

5.

Le rôle de l'université dans le débat politique

Elise Foniyama ILBOUDO/THIOMBIANO

Introduction

L'histoire de l'humanité foisonne d'exemples de difficile conciliation entre le savoir, et le monde dans lequel il se retranche ou se promeut, et les milieux et cercles de pouvoir. Du temps de Socrate, par exemple, la classe dirigeante l'assimilait à un esprit pervertissant les valeurs au point de constituer un danger social.

Avec le temps, et surtout les immenses contributions que l'université a apporté pour penser le monde, l'univers et l'existence même, la perception des autres acteurs de la société a évolué pour lui reconnaître un rôle social beaucoup plus pertinent et en adéquation avec ses capacités en tant qu'institution de production, diffusion, promotion et implémentation de connaissances, normes et valeurs sociales, scientifiques, culturelles, politiques, technologiques et techniques, à même d'améliorer l'existence et l'harmonie requise pour assurer sa durabilité.

Sauf que, malgré cela, l'université a aussi été source de bien de pensées nocives qui ont causé et parfois continuent de causer bien de drames dans nos sociétés au point d'exiger aujourd'hui l'émergence d'un besoin de corrélation constante entre l'éthique et les productions intellectuelles qui émergent de cette institution. L'usage des bombes nucléaires durant la seconde Guerre mondiale en est une parfaite illustration.

Il n'est donc pas fortuit que l'on soit aujourd'hui contraint de se poser encore la question du rôle de l'université dans le débat politique. Cette question est à mon avis centrale dans la vie d'une nation pour deux raisons essentielles. D'abord, l'université est un lieu par excellence où se profilent et se conceptualisent les idées politiques, et plus généralement où sont formatés les gens qui pensent le monde. Ensuite, comme nous l'enseigne l'histoire politique de notre pays par exemple, l'université est un vivier extraordinaire qui alimente régulièrement les classes politiques de toutes obédiences. Mieux, elle se donne en champ expérimental et parfois d'affrontements qui déterminent aussi ce que sera le combat politique dans le pays.

1. L'université : une responsabilité sociale acquise au fil du temps

L'on se souvient encore de ces propos d'Alain Touraine (cité par Michel Amiot, 1970) déclarant en 1968 en France : « La politique est entrée à l'Université et n'en sortira plus jamais » qui traduisait une

nouvelle réalité des rapports entre l'université et la société, mais plus spécifiquement le monde politique, une pensée qu'il précisera en ces termes : « Plus l'Université sera moderne et scientifique, plus elle sera engagée, politique et idéologique. Plus les jeunes étudieront, plus ils contesteront, critiqueront, accuseront. L'Université engendrera la création et la contestation permanentes » (Michel Amiot, *idem*).

Ceci marquait en réalité un tournant décisif, du moins en France, dans l'implication de l'université dans le débat politique, bien que celle-ci ait quand-même existé d'une façon ou d'une autre par le passé.

1.1. L'histoire d'une entrée difficile dans le débat politique

Cette préoccupation n'est pas nouvelle. Déjà le 7 novembre 1917, Max Weber, lors de sa célèbre conférence aux étudiants sur « la science comme profession-vocation », invitait déjà à penser les liens entre université et politique, c'est-à-dire à s'imposer la rupture de barrière de la « neutralité axiologique » qui embrigadait le monde universitaire.

Or, tout juste un demi-siècle après, cette perception sera contestée par Guy Bayet en France au cours des événements de mai 1968 en ces termes : « Toute immixtion de quelque sorte que ce soit, est inadmissible dans la vie universitaire, qu'il s'agisse de troubles d'ordre politique ou autre. Ceci est une question de principe

qui engage l'attachement fondamental de la Société des Agrégés à la laïcité et à l'indépendance de l'Université ».²

Pour lui, il faut proclamer que la politique doit être absolument séparée de l'Université, que cette séparation absolue est possible, et que la nature de l'Université consiste à ne pas toucher à la politique. Penser ainsi, c'est ignorer l'historiographie de l'université qui rattache la naissance de celle-ci, à l'ère médiévale, avec les mouvements politiques contemporains. En effet, selon Justin Thorens (cité par Borero Cabal, 1995 : 3), « Au moment où les premières universités se sont spontanément formées (...) l'Europe traversait une phase de grande agitation intellectuelle et politique ». Peut-on alors parler de politique sans l'incidence de leurs orientations et décisions sur les universités ?

1.2. Le contrecoup des choix politiques sur l'évolution de l'université : cas de l'Afrique

Malgré cette opposition des hommes politiques, l'évolution des préoccupations des États a fini par imposer à l'université des mutations qu'elle n'a pas toujours acceptées et contre lesquelles il y a des vents de révoltes parfois, obligeant les acteurs du monde universitaire (étudiants et enseignants) à s'intéresser à un domaine dont dépend leur existence et leur avenir : la politique.

² Séance ordinaire du 2 octobre 1968 de l'Assemblée nationale française.

Lorsque l'on jette un coup d'œil sur les résultats de la « Consultation d'experts sur les tendances futures et les défis de l'enseignement supérieur en Afrique » (Unesco, 1991a), commanditée par l'UNESCO en 1991, l'on distingue trois phases dans le développement de l'enseignement supérieur en Afrique. Celle-ci a d'abord été une Université qui est symbole de souveraineté et gardienne des traditions. Ensuite son rôle s'est étendu avec son expansion et le devoir impérieux de former des cadres pour l'État (Borero Cabal, 1995 : 13). Plus tard, elle a fini par subir une réduction drastique de ses moyens, occasionnant ainsi de violentes crises qui ont ébranlé des pouvoirs politiques et continuent de le faire à ce jour. Durant toutes ces étapes de son évolution, l'université a été guidée par l'ouverture à l'innovation. Elle a ainsi réformé ses structures, introduit des nouveaux programmes, cycles de formation, méthodes et techniques d'enseignement, pour être à jour des avancées technologiques, et s'adapter aux besoins des populations. Peut-on alors affirmer, en dépit de cette aisance de l'institution à s'accommoder des exigences de son milieu, de plus en plus orientées vers la participation à l'action publique, que l'université peut ou doit rester en marge du débat public ? Sinon, comment doit-elle s'y inviter et avec quelles ressources et moyens ? En d'autres termes, quelle peut-être la responsabilité sociale de l'université dans son milieu et comment doit-elle l'assumer pour être utile à la collectivité ?

2. Le rôle de l'université dans le débat politique : entre nécessité d'observation de neutralité et exigences de responsabilité sociale

Alphonso Borero Cabal (1995 : 24) indique que « L'autonomie est essentielle à l'accomplissement du travail de l'Université » pour marquer le besoin d'indépendance de l'université pour garantir son épanouissement sans contrainte aucune. Et cette pensée est en adéquation avec l'hypothèse de Joseph Ki-Zerbo (1991 : 3) qui affirme que « l'Université doit être une source d'imagination et d'innovation ». Cependant les innovations qui doivent correspondre aux nouvelles aspirations des sociétés ou aux exigences sociales peuvent-elles remettre en cause l'autonomie. Comment concilier les franchises universitaires aux responsabilités sociales des universités ?

2.1. Neutralité axiologique, franchises universitaires, un joug difficile à ignorer

L'Université constitue le lieu de la Science des valeurs morales, philosophiques, métaphysiques. À ce titre, les franchises universitaires sont définies comme un ensemble de dispositions, de textes visant à créer un environnement propice à la recherche, notamment à la création de l'esprit sans aucune forme de contrainte. C'est le lieu par excellence de la liberté de parler, de penser, de créer, d'agir, d'analyser, d'innover et de critiquer.

« Il s'agit donc de la liberté qu'ont les membres de cette communauté

universitaire de poursuivre leurs activités universitaires dans le cadre de règles éthiques et de normes internationales établies par cette communauté sans pression extérieure. Les franchises universitaires riment avec liberté d'expression, d'association et de manifestation. »

Les questions de neutralité dans le milieu universitaire imposent que les politiques prennent en compte les franchises universitaires. Cela devra permettre d'éviter toute influence subjective et partisane. À ce propos, Joseph Ki-Zerbo (1991 : 3) dit ceci : « l'Université doit être une source d'imagination et d'innovation. »

C'est en cela que l'université du Burkina Faso en l'article 1 des textes qui régissent les franchises universitaires au Burkina Faso stipule que « l'enseignement et la recherche impliquent l'objectivité du savoir et la tolérance des opinions. Ils sont incompatibles avec toute forme de propagande et doivent demeurer hors de toute pression idéologique ou confessionnelle. À cette fin, des garanties leur sont conférées appelées franchises et libertés universitaires »³. L'université s'érige, comme un haut lieu de la recherche et de l'autorité intellectuelle et les franchises universitaires constituent donc les privilèges et immunités accordés à la communauté universitaire et cela en vue de favoriser sans pression aucune, la liberté d'opinion, d'expression, de critique, d'association et de manifestation. Et par conséquent, il est un lieu inviolable où peut s'éclorre la libre pensée.

³ https://www.memoireonline.com/10/13/7557/m_Analyse-sociopolitique-de-la-crise-de-l-enseignement-superieur-au-Burkina-Faso-Cas-de-l-universit26.html. Visité le

¹¹ décembre 2022.

Par ailleurs, les franchises universitaires riment avec « l'esprit universitaire », c'est-à-dire la lumière, la justice, l'équité, le consensus dans les prises de décisions et surtout la démocratisation de toutes les instances délibératives et structures de l'université. Joseph Ki-Zerbo l'avait très bien compris et à œuvrer pour le développement des universités et son combat de sortir les sociétés de l'ignorance. L'Université en tant qu'institution répond à une organisation interne qui lui permet de remplir à travers l'enseignement un ministère, c'est-à-dire que l'Université doit se mettre au service de la collectivité. C'est pourquoi Joseph Ki-Zerbo affirme que « L'éducation est le logiciel de l'ordinateur central qui programme l'avenir des sociétés. »⁴ Les franchises universitaires doivent être garanties pour permettre une meilleure réflexion et une bonne productivité. L'autonomie de l'université lui permet de garantir le succès. C'est en ce sens que « L'autonomie est essentielle à l'accomplissement du travail de l'université. » (Borero Cabal, 1995 : 24).

« La liberté académique peut être envisagée sous les formes : fonctionnelle, philosophique ou morale ; le droit à la liberté d'expression. L'autonomie universitaire, quant à elle, implique la capacité de s'autogérer mais aussi celle de rendre des comptes à la société de savoir en général, droits de l'homme. »

⁴ QQ Citations - <https://qqcitations.com/auteur/joseph-ki-zerbo> [A quand l'Afrique ?](#) de [Joseph Ki-Zerbo](#).

Source: La mesure du droit à l'éducation : Tableau de bord de l'éducation pour tous au Burkina Faso QQ Citations - <https://qqcitations.com/auteur/joseph-ki-zerbo> . Visité le 11 décembre 2022.

Sa capacité à produire des intellectuels sans influence externe permet d'affirmer avec Frédéric Mayor qu'« Une université sert à former au plus haut niveau des citoyens capables d'agir efficacement à différents postes et dans différents secteurs d'activités. »⁵

3. Un rôle primordial dans le débat politique imposé par des exigences dues à la responsabilité sociale de l'université

En 1990, les instances dirigeantes des universités de la région d'Asie et du Pacifique réunies à la New England University d'Australie affirmaient que :

Les établissements d'éducation supérieure desservent la société en faisant œuvre d'enseignement et de recherche et en offrant à la collectivité des programmes continus. Dans l'exercice de leurs fonctions reconnues, ils se placent non seulement au service des secteurs productifs de la société mais contribuent également au développement économique et social du pays, à la préservation et à la transmission du patrimoine culturel, à la protection de l'environnement physique, à l'amélioration du système d'éducation dans son ensemble,

⁵ Mayor Federico, directeur général de l'Unesco, déclarait lors d'un congrès international tenu à Caracas en avril 1991 : « Une université sert à former au plus. »

à la poursuite de l'égalité et de l'excellence et à la promotion de l'entente et de la coopération internationales (Borero Cabal, 1995 : 52).

De nos jours, en plus des missions traditionnelles d'éducation, de formation et de recherche, les universités jouent un rôle croissant dans la société car elles créent des changements économiques et technologiques, et se transforment : « Rétrospectivement, personne ou presque ne songerait plus à soutenir, aujourd'hui, que l'allongement progressif de la scolarité obligatoire n'a pas constitué depuis un siècle, pour une société démocratique, un investissement productif en matière de diffusion de la culture et du savoir » (Renaut, 2002).

Parmi les missions de l'université, on peut noter entre autres le fait de dispenser un enseignement et une formation spécialisée de haut niveau, la promotion de la recherche et la culture, la contribution à répondre aux besoins en main-d'œuvre, le renforcement de la compétitivité de l'économie et la production de la richesse pour répondre aux aspirations sociétales. C'est en ce sens que Tim Vorley *et alii* (2008 : 147-148) signalent que « Les universités sont des institutions en constante évolution. Aux quatre coins du monde, les rôles et les fonctions des établissements d'enseignement supérieur ont subi de profondes mutations. », et ajoute qu'« En substance, cette révolution désigne la transformation des universités, autrefois véritables tours d'ivoire, en institutions plus engagées au plan socio-économique. »

Joseph Ki-Zerbo prône l'enseignement pour tous, car pour lui, être intellectuel, c'est être utile à sa société, c'est se sacrifier pour la cause de sa société. Également, les Africains doivent accepter une mutation en vue de départir de l'aliénation étrangère. Le rôle social est primordial pour l'intellectuel africain. Et nos universités doivent trouver les réponses aux maux de nos sociétés. De même, l'Université devrait continuer d'être « exigeante » et assurer la « mobilité sociale ». Il s'agira aussi de servir de modèle et de préparer les meilleurs candidats à leur rôle de décideurs. Par exemple, le président centrafricain Touadéra, réélu le 27 décembre 2020 et qui continue de donner ses cours de mathématiques dit ceci lorsqu'on demande ce qu'il pense de la politique et l'université : « Ça se concilie, ça se complète », et sa présence sur le campus permet de faire « le Feed back des actions posées ».

« De nombreux universitaires ont mis au point leur pratique d'enseignement en combinant leurs expériences personnelles, (modelage) et des expériences prudentes, dans un contexte souvent fortement marqué par les normes, les mœurs et les traditions de leur discipline. » (Gordon, 2003 : 102, 106). Parlant des rôles de l'université, Cabal Alphonso Borero (1995 : 27) indique qu'« il leur est dévolu une fonction sociale qui favorise le développement intellectuel et social de la société. »

L'université qui devrait tendre à l'universalisme, au pluralisme devrait désormais réduire les déséquilibres sociaux causés par la pauvreté, l'exclusion ou les conflits. C'est pourquoi

« L'enseignement supérieur doit renforcer ses fonctions de service à la société, en particulier ses activités visant à éliminer la pauvreté, l'intolérance, la violence, l'analphabétisme, la faim, la dégradation de l'environnement et la maladie, et à développer la paix par une approche interdisciplinaire et transdisciplinaire ». ⁶

L'université devient de fait, le garant des libertés individuelles mais aussi le porte-parole des « sans voix ». C'est pourquoi nous acceptons avec Joseph Ki-Zerbo (2013) que « ... ceux qui sombrent dans la pauvreté sont rayés plus ou moins du champ politique ; ils perdent leur visibilité et n'ont pas de voix autonome ni d'oreille critique : Ventre affamé n'a pas d'oreille ». L'université doit alors veiller à travailler pour les personnes écartées du système et répondre à leurs aspirations.

Les rôles de l'intellectuel sont divers. En effet, George Gordon (1997 : 67-68) indique que :

Les rôles de l'universitaire sont nombreux car chaque fonction peut en engendrer plusieurs. Bien que chaque universitaire n'assume pas tous les rôles, que ceux-ci ne soient d'ailleurs ni constants, ni égaux en importance, ni universels, la liste suivante, longue sans être exhaustive, donne une

⁶ UNESCO. Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXI^e siècle : Vision et actions et cadre d'action prioritaire pour le changement et le développement de l'enseignement supérieur adoptés par la conférence mondiale sur l'enseignement supérieur-Unesco. Paris 9 octobre 1998. <https://unesdoc.unesco.org>

idée de l'éventail des fonctions dont il s'acquitte : enseignant, homme de science, praticien, démonstrateur, rédacteur, modèle, découvreur, inventeur, chercheur, concepteur, architecte, explorateur, expert, apprenant, promoteur, collaborateur, modificateur, facilitateur, animateur, évaluateur, critique, examinateur, opérateur, guide, collègue, superviseur, mentor, auditeur, conseiller, moniteur, orienteur, négociateur, médiateur, jongleur, gestionnaire, directeur, entrepreneur.

Joseph Ki-Zerbo a essayé de jouer ces fonctions multiples lorsqu'on sait qu'il a été Joseph Ki-Zerbo (cité par Pajot, 2004 : 7) « a été témoin et également acteur des nombreuses évolutions de son continent, sur le plan politique, idéologique ou encore culturel. » Il est également « Fondateur d'un parti à la veille des indépendances, historien agrégé mettant ses compétences au service d'une méthodologie de l'histoire africaine. » (Pajot, *idem*).

Pajot affirme qu'il peut être présenté comme « l'intellectuel, et souligner les éléments qui nous conduisent, de fait, parmi ces figures intellectuelles, en tant en tant qu'« homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme politique, producteur ou consommateur d'idéologie » et son rôle est donc de s'engager, de prendre parti pour une cause à défendre, en s'efforçant de rester, dans l'idéal, le plus objectif, le plus éloigné de toute considération partisane. » (cité par Pajot, 2004 : 8).

La Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur

(CMES) inscrit la mission de l'université dans le développement durable « les Etats, les établissements d'enseignement supérieur et leurs partenaires sont invités à se doter de directions claires pour soutenir le développement durable, la démocratie et le renforcement des perspectives humanistes »⁷.

Il appartiendrait à l'enseignement supérieur de trouver et de maintenir un judicieux équilibre à l'impératif de développement dans les domaines techniques, économiques, culturels et sociaux. Aussi, la société confie ainsi d'immenses responsabilités à l'université. Il s'agirait de conduire les transformations rapides que la société impose.

L'université occuperait une position stratégique, entre l'Etat, les institutions, les organismes mondiaux, les entreprises et la société. Cependant, les conditions nécessaires pour assurer cette responsabilité reposent sur la liberté académique et sur l'autonomie universitaire.

La vigueur des rôles caractéristiques de l'Université, communément définis d'organisationnel, de scientifique, d'universel et d'autonome, résulte évidemment de la fidélité de l'Université à la mission qu'elle adopte et de la manière dont elle la comprend et l'interprète, puis de la qualité et de la responsabilité que manifeste l'institution pour réaliser ses buts et objectifs (voir Novakovic et

⁷ UNESCO Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur à la 27^e session (novembre 1993).

Rajkoviv, 1988). L'Unesco (1991b) définit « l'enseignement et la recherche » de « fonctions intellectuelles » de l'Université. Elles sont liées à sa mission ou « fonction » éducative qui est une forme de « culture de l'esprit » et de transmission « d'idées et de concepts premiers ».

En outre, le service coïncide avec la fonction ou le « rôle social de l'institution qui fait le lien entre le rôle intellectuel et éducatif des universités, d'une part, et le développement de la société, de l'autre » (Kamba à L'Unesco, 1991d).

Au fil du temps, les rôles traditionnels de l'université sont renforcés avec de nouvelles préoccupations, de nouvelles visions, de nouvelles orientations, de nouvelles dynamiques. L'université elle-même est le fait de la société et se définit selon les priorités de la société. C'est elle qui forme, encadre et met sur le marché les politiques et autres classes chargées de la vie de la société. « Qu'ils soient unis ou distincts, l'enseignement et la recherche sont, en tant que missions traditionnelles de l'université contemporaine, de plus en plus soumis à une dynamique nouvelle » (Vorley *et alii*, 2008 : 145) et ajoute « cette révolution désigne la transformation des universités, autrefois véritables tours d'ivoire, en institutions plus engagées au plan socio-économique. »

Chez l'Africain, Joseph Ki-Zerbo fait remarquer le caractère de fusion entre l'intellectuel et la société. Les savoirs se partageaient et les idées étaient à tout moment discutées. Là où il y avait le social, il y avait le politique. Le caractère intellectuel était mis au service du

politique :

À tous les niveaux, l'Africain était avant tout un être social. Toutes les étapes de la vie étaient marquées par des réunions. C'est pour cela qu'on a parlé du débat permanent africain qui était instauré sous les arbres - la palabre - où chacun avait non seulement la liberté d'expression mais l'obligation de s'exprimer.⁸

Joseph Ki-Zerbo avait bien compris que la politique devrait servir à défendre ses idéaux en matière de société. C'est pourquoi nous retenons le passage de Ki-Zerbo cité par Florian M. Pajot (2004 : 34) : « La politique est la dimension de notre existence la plus explosive, celle qui nous expose à la plus grande fragilité physique et morale. Mais aussi la plus riche de conscience et de culture. L'idéal des jeunes étudiants est donc légitimement de conquérir le pouvoir. »

Joseph Ki-Zerbo a eu une carrière politique bien fournie. Pour joindre l'acte à la parole afin de mieux contribuer à l'action social, c'est à Dakar en 1957 qu'il entre en politique en créant le Mouvement de libération nationale (MLN). Il est guidé par la création des Etats Unis d'Afrique à travers son parti. Il est également le fondateur en 1993 du Parti pour la démocratie et le progrès (PDP, membre de l'Internationale socialiste) et en devient le président site au congrès constitutif du PDP a lieu en avril 1994. En 1997 reçoit le

⁸ A quand l'Afrique ? de Joseph Ki- Zerbo QQ Citations - <https://qqcitations.com/auteur/joseph-ki-zerbo>.

Right Livelihood Award, plus communément appelé en France le prix Nobel alternatif. En 1998, il est membre fondateur du Collectif des organisations démocratiques de masse et de partis politiques (CODMPP). Ce collectif a été créé le 16 décembre 1998, à la suite de l'assassinat du journaliste d'investigation Norbert Zongo, alias Henri Sébégo. Le travail intellectuel et le pouvoir politique devraient se soutenir et inter agir pour servir à améliorer les conditions de vie des populations pour lesquelles les programmes sont exécutés.

Le pouvoir est fragile et il faut savoir le conquérir et le garder. « Le pouvoir était comparé à un œuf : si tu le serres trop fort, il se casse entre tes mains ; si tu ne le tiens pas suffisamment ferme, il peut glisser de ta main et se casser aussi. »⁹

Selon Joseph Ki-Zerbo, il faut savoir connaître le juste milieu car la mauvaise gouvernance est nocive pour son maintien.

Conclusion

L'université occupe un rang de choix dans le débat politique en raison même de son autonomie et de son rôle social. L'université ne s'invite pas dans le débat politique, elle est dans le débat politique. Car elle est le centre même de la contradiction.

Joseph Ki-Zerbo est l'inventeur du slogan « Naan laara an

⁹ A quand l'Afrique ? de Joseph Ki-Zerbo QQ Citations -<https://qqcitations.com/auteur/joseph-ki-zerbo>.

saara » qui signifie : « si on se couche on est mort »¹⁰ Cette affirmation traduit largement que le politicien doit combiner la recherche du bien-être social aux programmes politiques. Nul ne peut faire le combat des peuples en dehors d’eux-mêmes. C’est donc sur tous les plans : social, économique, intellectuel et politique que nous devons agir au lieu de rester statique. Notre développement dépend de nous-mêmes.

Joseph Ki-Zerbo n’oublie pas le rôle de la femme dans le développement des sociétés. Dans la politique comme dans la science et dans l’accès aux pouvoirs liés au capital financier, foncier, intellectuel, médiatique, etc., la femme d’où est issu tout être humain présent dans ce monde, revendique ses droits d’auteur sur l’espèce, et accomplit des pas de géante.

Bibliographie

BORERO CABAL Alphonso, 1995, *L’Université d’Aujourd’hui*, Publié conjointement par le Centre de recherches pour le développement international BP 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9 et l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture, 7, Place de Fontenoy, 75732 Paris 07-SP, France © CRDI /UNESCO, 257 p.

GORDON George, 2003, « Rôles de l’université et profils de carrière : tendances, Scénarios et problèmes de motivation, Éditions de

¹⁰ <http://www.lecteur.com> Joseph KI-ZERBO-Biographie Lecteurs.com

l'ocde », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, 3, n° 15 | pages 99 à 116, p. 102, Issn 1682-346x.

KI-ZERBO Joseph, « Responsabilités estudiantines », *Présence Africaine*, n° 13.

KI-ZERBO Joseph, *La tradition orale : problématique et méthodologie des sources de l'histoire africaine*, Niamey, C. R. D.T. O. 1972, 197 p.

PAJOT M. Florian, 2004, *Joseph KI-ZERBO : itinéraire d'un intellectuel voltaïque au XX^e siècle*, Mémoire de maitrise d'Histoire, 104 p. Université de Toulouse le Mirail.

SOME Seglaro Abel, 2009, *Etat des lieux de la gouvernance de la recherche universitaire en Afrique de l'ouest et du centre*, rapport sur l'université de Ouagadougou (uo), rapport final, 37 p.

UNESCO, *Déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur pour le XXI^e siècle : vision et actions et cadre d'action prioritaire pour le changement et le développement de l'enseignement supérieur adoptés par la conférence mondiale sur l'enseignement supérieur- Unesco*, Paris 9 octobre 1998. 18 pages. <https://unesdoc.unesco.org>.

<http://www.lecteur.com> Joseph KI-ZERBO- Biographie Lecteurs.com

VORLEY Tim, NELLES Jen, 2008, « (Re) conceptualiser l'université : le développement Institutionnel dans le cadre et au-delà

de la « troisième Mission », *Politiques et Gestion de l'Enseignement Supérieur*, 3 n° 20 | pages 145 à 165, Issn 1682-346x ; P. 145. Université de Cambridge, Royaume-Uni, et Université de Toronto, Canada.

6.

Le rôle de l'universitaire dans le débat politique

Pascal ZANTOU

Introduction

Dans le contexte actuel profondément marqué par une forte influence des médias, l'évocation du débat politique renvoie d'abord à la télévision. Dans ce champ, le débat politique passionne bien souvent les débatteurs eux-mêmes et ceux qui le suivent. Les débats politiques soignés et bien menés sont, pour les télévisions, des stratégies de conquête du public. Dans les grandes démocraties telles que les États-Unis et la France, l'élection présidentielle est une occasion de débats politiques qui mobilisent des millions de téléspectateurs à travers le monde. Au Bénin, la seule fois qu'un débat télévisé a opposé les deux candidats au second tour de l'élection présidentielle, aucun Béninois n'a voulu se faire compter l'événement. Ce 17 mars 2016 reste historique. La Haute autorité de l'audiovisuelle et de la communication (HAAC), l'initiatrice de ce face-à-face présidentiel ou de ce *show* télévisé, l'a transcrit, édité et distribué. Sur les télévisions béninoises, les débats politiques pulvérisent les records en termes d'audience. Autrefois, « Gros plan

» sur la télévision nationale, et, depuis quelques années, « Zone franche » sur Canal 3 et « Ma part de vérité » sur Golf Télévision sont restés célèbres.

Mais les médias ne sont pas la seule sphère du débat politique. Les universités sont, elles aussi, des théâtres de débats politiques intenses. Au point de provoquer et d'alimenter des polémiques sur la mission de l'université : celle-ci doit-elle s'occuper de l'enseignement et de la recherche uniquement ou peut-elle servir l'État, la sphère politique ? Les universitaires, c'est-à-dire les enseignants des universités, peuvent-ils remplir leur mission sans s'ingérer dans la politique ? En 1953, Joseph Ki-Zerbo, alors étudiant catholique africain, conscient de ses vérités ne se contentera pas de conserver sa foi. Il sentira monter en lui, étant donné sa position privilégiée par rapport à ses frères, l'exigence d'une vocation : il sera un militant » (Pajot, 2004 : 33). Devenu plus tard brillant universitaire, Joseph Ki-Zerbo a été toute sa vie un homme politique respecté dans son pays, le Burkina Faso (ex-Haute Volta). Il est difficilement concevable qu'en tant que citoyens libres et nantis de droits, les universitaires ne puissent décider de s'investir dans la politique, donc de militer dans des partis politiques et de participer à la gestion du pouvoir. Il est également inconcevable que les universitaires se refusent à commettre des productions scientifiques visant à éclairer les acteurs politiques, leurs actions et leurs décisions. À partir de ces postulats, nous avons fait le choix d'analyser l'incursion des universitaires béninois dans le champ politique. Pour le faire, notre réflexion est

articulée autour de trois points, à savoir : (i) l'universitaire est un éclaireur du débat politique, (ii) l'universitaire un acteur politique et (iii) l'influence de l'action politique sur le travail de l'universitaire.

1. L'universitaire, un éclaireur du débat politique

À travers ses activités de recherche et ses interventions dans les médias, l'universitaire peut contribuer à éclairer aussi bien les citoyens que les décideurs politiques. D'abord, le triptyque enseignement, recherche et service forme la mission classique de l'universitaire. Transmission de compétences c'est-à-dire, de savoirs, de savoir-faire et de savoir être. Voilà la première tâche de l'enseignant dans une université. Celle-ci forme les cadres pour servir dans l'administration publique et dans les entreprises. Si les administrations et les entreprises se plaignent de la mauvaise qualité des cadres, c'est à cause de l'inadéquation des enseignements délivrés dans les universités à leurs besoins. Pendant longtemps, ce décalage, qui obère les ambitions de développement des pays africains, s'est creusé à cause de l'incapacité des universitaires à adapter leurs enseignements aux besoins des entreprises et à orienter leurs travaux de recherche scientifique vers la satisfaction des attentes de la cité. Le financement de la recherche ayant toujours été le talon d'Achille des universités sous les Tropiques, les universitaires manquent d'audace, d'imagination et d'innovation. Si la recherche scientifique est abondante, elle permettra aux universitaires d'améliorer la qualité de leurs enseignements et aux universités d'élargir la palette

des services à offrir aux États et aux entreprises. Le financement de la recherche scientifique est un levier déterminant pour l'existence même de l'université et de l'universitaire. En remplissant ses fonctions, l'universitaire concourt « à l'avancement de la science, au progrès de l'éducation et donc de l'humanité sur le chemin du savoir et à la création du tissu social » (Borrero Cabal, 1995 : 23). Pour l'Unesco, les fonctions intellectuelles de l'universitaire (enseignement et recherche) sont essentielles. Frederico Mayor, ancien directeur de l'Unesco, estime que l'aspiration de l'université (donc de l'universitaire) est de permettre de « comprendre les principes sous-jacents à la réalité physique et spirituelle et à atteindre, par-delà, les moyens de définir la nature et le contenu d'une existence digne d'être vécue » (Borrero Cabal, 1995 : 25).

Ensuite, l'universitaire est un révélateur des dynamiques, des tensions et des débats qui structurent le champ politique. L'amélioration des politiques publiques est tributaire du dynamisme et de la qualité de la recherche universitaire. Les travaux des anthropologues et des sociologues, depuis les années 1970, sont à l'origine de profondes mutations dans l'offre de service public tant en Occident que dans les pays du Sud. En France, dans la décennie 1970-1980, la sociologie critique « a contribué de manière décisive à la mise en évidence des logiques sociales sous-tendant "l'inadaptation scolaire" » (Mazereau, 2016 : 37-38, citant Baudelot & Establet 1971, 1975 ; Vial 1972). En révélant les dominations qu'exercent les institutions sur les couches vulnérables, la sociologie critique a permis, au cours des décennies suivantes, d'engager des réformes en vue de la démocratisation de

l'école française (Mazereau, 2016, : 38).

Au Bénin, les travaux du Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) et du Laboratoire d'analyse des dynamiques sociales et du développement (LADYD) éclairent sur les logiques des acteurs du développement, qu'il s'agisse des « développeurs » que des « développés ». D'autres laboratoires tels que le Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (LARES), le Laboratoire de recherche rétrospective-Afrique (LABRA), le Laboratoire d'analyse des dynamiques socio-anthropologiques et d'expertise pour le développement (LADSED) et le Laboratoire d'analyse et de recherche, religions, espaces et développement mènent des travaux et rendent des services scientifiques qui alimentent les politiques publiques au Bénin. Les universitaires béninois mènent plusieurs autres activités qui ont des répercussions sur la qualité du débat politique. Le Centre d'études sociologiques et de science politique (CESPo) anime « Savoir politique », une émission radiophonique d'éducation politique. Sans oublier les thèses et les ouvrages sur les politiques publiques, la démocratie, l'histoire politique, etc. Dans cette veine, l'on peut citer La thèse de doctorat de Rogatien Tossou intitulée *Multipartisme, ethnicité et pouvoir politique au Bénin : 1951-2006* (2010), les trois tomes de Sylvain Akindes sur l'histoire contemporaine du Bénin (*Essai d'histoire du temps présent au Bénin Postcolonial, Problématique d'un engagement politique*), *Introduction à la sociologie politique du Bénin* (2013) de Victor Topanou, *L'Assemblée nationale du Bénin, 5^e législature, 2007-2011*, *Histoire d'une décadence* (2013) de Djibril

Mama Débourou et *La démocratie au Bénin, Bilan et perspectives* (2018) de Philippe Noudjènoumè, etc.

Ailleurs, comme au Bénin, les travaux des universitaires les positionnent comme des éclaireurs des politiques publiques et des citoyens à qui ces dernières s'appliquent. Au-delà, nombre d'universitaires s'impliquent directement dans l'animation de la vie politique.

2. L'universitaire, un acteur politique

Les universitaires ont toujours été au cœur des mutations socio-politiques qui ont marqué l'histoire contemporaine du Bénin. Ils ont agi en tant qu'acteurs politiques, soit en participant aux gouvernements, soit en militant dans des mouvements et partis politiques. Ce papier évoque quelques cas significatifs, en l'occurrence leur participation aux gouvernements et aux autres institutions, leurs rôles dans l'avènement du renouveau démocratique et l'animation de la vie politique depuis lors.

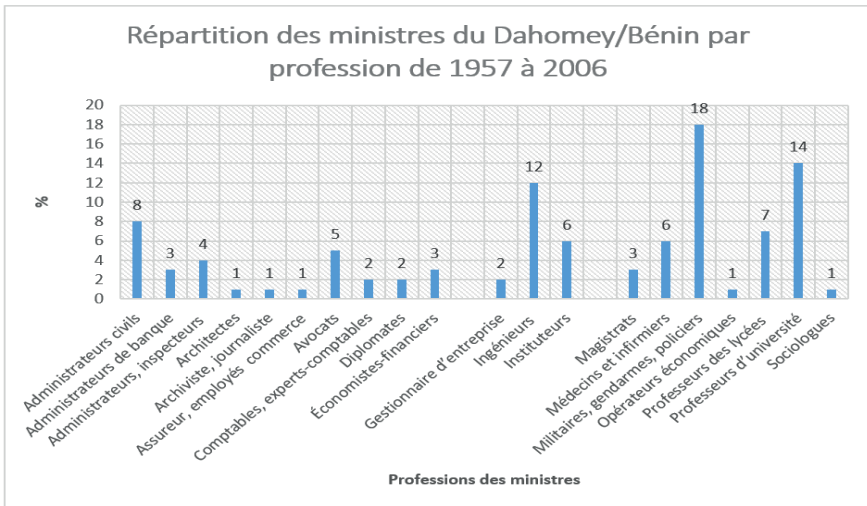
❖ **Participation des universitaires aux gouvernements**
: Relativement à la participation des universitaires aux gouvernements, l'historien Pierre Méthinhoué a fait un travail de recensement remarquable sur la période de 1957 à 2006. Dans son ouvrage, il a procédé à une répartition par profession des différents ministres au cours de la période (cf. Tableau ci-après).

Tableau : Répartition des ministres par profession de 1957 à 2006

N°	Professions	Effectifs
1	Administrateurs civils	19
2	Administrateurs de banque	8
3	Administrateurs et inspecteurs des finances et des douanes	9
4	Architectes	2
5	Archiviste-documentaliste	1
6	Assureur	1
7	Avocats	13
8	Comptables et experts-comptables	5
9	Diplomates	4
10	Économistes-financiers	8
11	Employé de commerce	1
12	Gestionnaires d'entreprise	6
13	Ingénieurs (agronomes, des travaux publics, des télécommunications, etc.)	29
14	Instituteurs	15
15	Journaliste	1
16	Magistrats	8
17	Médecins et infirmiers	14
18	Militaires, gendarmes, policiers	45
19	Opérateurs économiques	2
20	Professeurs des lycées et collèges	17
21	Professeurs d'université	34
22	Sociologues	2
	Total	244

Source : Réalisé à partir de données recueillies dans Mêtinhoué (2006 : 308-334).

Selon ce tableau, 22 professions ont été représentées dans les gouvernements successifs de 1957 à 2006. Il y a eu des administrateurs civils, des ingénieurs, des magistrats, des instituteurs, des militaires, gendarmes et policiers, des médecins, des sociologues, des économistes et bien entendu des professeurs d'université. Le graphique ci-dessous révèle l'importance de chaque profession ou catégorie de professions dans les gouvernements.



Source : Réalisé à partir de données recueillies dans Mêtinhoué (2006 : 308-334)

Aux termes de ce graphique, les professeurs d'université représentent 14% (34 sur 244 ministres) des ministres du Bénin (ex-Dahomey) de 1957 à 2006. Avec ce score, les universitaires occupent la deuxième place après les militaires, gendarmes et policiers (18%).

Après les hommes en uniforme, qui ont plusieurs fois pris de force¹¹ et exercé le pouvoir d'État, ce sont les universitaires qui ont été les plus nombreux à avoir gouverné le pays de 1957 à 2006. Une étude similaire, couvrant la période 2007 à aujourd'hui, permettrait de situer avec précision la place occupée par les universitaires dans le gouvernement du pays.

- ❖ **Les universitaires dans les autres institutions de l'État** : Un travail de recensement systématique contribuerait également à relever leur importance dans les autres institutions de l'État, à savoir l'Assemblée nationale, la Cour constitutionnelle, la Cour suprême, la Haute autorité de l'audiovisuelle et de la communication (HAAC), le Conseil économique et social (CES), la Haute cour de justice, la Commission électorale nationale autonome (CENA) et la Cour des comptes. Toutefois, il est observé que des universitaires ont dirigé la plupart de ces institutions. A titre d'exemples, l'on peut citer :
 - ✓ Mathurin Coffi Nago, pour l'Assemblée nationale ;
 - ✓ Théodore Holo, Robert Dossou et Joseph Djogbénu, pour la Cour constitutionnelle ;
 - ✓ Théophile Nata, pour la HAAC ;
 - ✓ Valentin Agbo, pour le CES ;

¹¹ Coups d'État militaires des 28 octobre 1963, 29 novembre 1965, 22 décembre 1965, 17 décembre 1967, 10 décembre 1969 et 26 octobre 1972 (Tossou, 2010 : 181-184).

- ✓ Cécile de Dravo Zinzindohoué, pour la Haute cour de justice;
- ✓ Emmanuel Tiando pour la CENA ;
- ✓ etc.

❖ **Rôle des universitaires dans l'avènement du Renouveau démocratique** : Ils ont joué un important rôle dans l'avènement du Renouveau démocratique, avant et pendant la Conférence nationale des forces vives de février 1990.

■ *Les universitaires dans les premiers rôles avant la conférence nationale* : D'abord, les mouvements de contestation du régime du Parti de la révolution populaire du Bénin (PRPB) ont été impulsés, dès 1985, par le Parti communiste du Dahomey (PCD), parti clandestin alors dirigé par un universitaire, Pascal Fantodji. Inaugurés par la grève des étudiants de mai 1985, les contestations gagnent progressivement le monde scolaire, les enseignants de l'Université nationale du Bénin (UNB) puis l'administration publique (Zantou, 2022 : 172). Ensuite, c'est une audience que le chef de l'État, Mathieu Kérékou, a accordée, le 28 juillet 1989, à deux universitaires, Robert Dossou et René Ahouansou, alors Commissaires du peuple, c'est-à-dire députés à l'Assemblée nationale révolutionnaire (ANR), qui déclenche le processus de « mise à mort » progressive du régime du PRPB. Le 5 août 1989, le Général Mathieu Kérékou forme un nouveau gouvernement dans lequel

il nomme quatre universitaires : Robert Dossou, Amos Èlègbè, Germain Kadja et Alidou Salifou (Mêtinhoué, 2005 : 113-115). Ces universitaires sont « connus pour leur distance vis-à-vis du PRPB » (Adamon, 2018 : 30). Si leurs idées influencent de l'intérieur le gouvernement, la préparation au changement est également orchestrée, de façon sibylline, par l'Ambassade de France près le Bénin. Cette chancellerie saisit l'occasion de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française de 1789 pour préparer le Bénin aux changements exigés par le Programme d'ajustement structurel (PAS) signé en juin 1989. En collaboration avec des universitaires béninois et africains, elle organise plusieurs manifestations intellectuelles visant à vulgariser les orientations idéologiques et politiques souhaitées. Bonaventure Sohounou, agrégé d'histoire, présente la Révolution française de 1789 dans la parution du 1^{er} juillet 1989 de *Ehuzu*, quotidien de service public. Sébastien Sotindjo, Assistant stagiaire à l'époque à l'Université nationale du Bénin (UNB), fait une émission sur la révolution française de 1789 diffusée sur les ondes de la Radio nationale du 12 au 15 juillet 1989. Le mardi 11 juillet 1989, Clément Lokossou et Bellarmin Codo, historiens et enseignants à l'Université nationale du Bénin, animent une conférence sur le thème : « Révolution sous les tropiques - Toussaint Louverture, histoire de la Révolution haïtienne et de son armée ». Inaugurée le 30 août 1989, la

Maison internationale de la culture de Porto-Novo « sert de cadre pour [un] colloque international sur l'urgence d'un contrat de solidarité entre le Nord et le Sud ». À l'occasion de ce colloque, d'éminentes personnalités comme Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), et le philosophe Paulin Hountondji condamnent « le non-respect des droits de l'homme ». De plus, le colloque de Porto-Novo demande « qu'on en finisse avec les dictatures de tous genres qui prennent les peuples en otage ». Il « plaide également pour un État de droit dirigé par les représentants du plus grand nombre et débarrassé des vices qu'il véhicule et qu'il favorise et qui sont la corruption, la bureaucratie, le népotisme, le parasitisme, le paternalisme... » Puis, un autre colloque est organisé du 22 au 24 novembre 1989 sur le thème : « La Révolution française et l'Afrique : leçons pour le XXI^e siècle » (Akindès, 2018, Noudjènoumè, 2018, Zantou, 2022). Cette pression des universitaires, ajoutée à celles de la rue, des politiques, de l'Église catholique et des bailleurs de fonds finissent par faire capituler le PRPB. Le régime signe sa « propre mort » le 6 décembre 1989, à travers une session conjointe des instances supérieures dirigeantes de l'État, à savoir le Comité central du parti, le Comité permanent de l'Assemblée nationale révolutionnaire (parlement), le Conseil exécutif national (gouvernement) et les six préfets de province. Le 18 décembre 1989, le président Kérékou,

crée un comité national préparatoire d'une Conférence nationale des forces vives dont il confie la direction à Me Robert Dossou, ministre du Plan et de la statistique. C'est ce comité qui organise l'historique conférence nationale, tenue du 19 au 28 février 1990. Dès l'annonce de l'organisation de cette conférence, les enseignants du « supérieur à travers leur syndicat (le SNES) prennent l'initiative de convoquer au début du mois de février 1990 une conférence en miniature baptisée « *Le défi démocratique* ». À cette conférence syndicale, se retrouvent plusieurs acteurs qui joueront 15 jours plus tard un rôle capital au cours de la Conférence nationale. Selon Léopold Dossou, Secrétaire général du SNES et membre du présidium de la Conférence nationale, la trame à donner à la conférence s'est dessinée à cette rencontre » (Imorou, 2010 : 17).

- *Les universitaires pendant la conférence* : c'est encore un universitaire, le philosophe Paulin Hountondji, qui revendique avec insistance la souveraineté des décisions de la Conférence nationale. Après des tentatives de résistance, le Général Mathieu Kérékou lâche du lest, et accepte le caractère exécutoire des décisions de la conférence. La décrispation de la situation permet à la conférence de déboucher sur des décisions consensuelles proches des souhaits des bailleurs de fonds, à savoir l'instauration du multipartisme et du libéralisme économique.

❖ **Les universitaires et les partis politiques** : Ici, l'analyse

devrait faire ressortir l'importance de la place qu'occupent les universitaires dans les partis politiques, soit en tant que chefs de parti, soit en tant que membres ou encore en tant qu'élus. L'élu s'entend représentant d'un parti politique au sein d'un Conseil communal ou de l'Assemblée nationale. Mais l'analyse reste sommaire, en l'absence de données probantes, c'est-à-dire vérifiables et fiables. Les listes des membres de ces instances du débat politique disponibles ne mentionnent pas leurs professions. Il est besoin de réaliser une étude sur la répartition par profession des élus afin de disposer de données probantes sur l'importance du rôle des universitaires dans les partis politiques. Même dans ce cas, l'analyse resterait partielle, si l'on ne dispose pas de données sur leurs responsabilités au sein des partis politiques. En effet, un militant peut occuper des fonctions élevées dans son parti ou y exercer une forte influence sans demander à briguer un poste électif. À partir des données disponibles, cependant, l'on peut retenir que les universitaires béninois militent activement dans les partis politiques. Ils sont chefs de partis, élus ou simples militants. Pour n'évoquer que les chefs de parti, le premier parti d'opposition au PRPB, connu, le PCD créé en 1977, a été dirigé par l'universitaire Pascal Fantodji jusqu'à sa mort le 6 avril 2010 à Cotonou. D'autres universitaires ont été aussi chefs de parti : Robert Dossou, Mama Adamou N'Diaye, Théophile Nata, Mathurin Coffi Nago, etc.

La participation des universitaires béninois à l'activité politique est remarquable, et s'observe tant dans la gouvernance du pays que dans

le militantisme politique. La question qui se pose alors est de savoir si cet activisme politique n'influence pas leurs activités intellectuelles.

3. La question de l'autonomie de l'universitaire face au débat politique

La politique et les politiques publiques influencent l'université et les universitaires partout dans le monde. Ceci n'est pas sans intérêt pour les penseurs. Des auteurs comme Georges Gusdorf pensent que « l'Université est tellement proche du gouvernement qu'elle tend à se confondre avec l'État » (Borrero Cabal, 1995 : 33). Se fondant sur l'histoire, Borrero Cabal (1995 : 24) lui-même affirme que « les universités ont été également assujetties à des contraintes financières, au point qu'elles en sont venues à se demander si l'autonomie n'est pas un mythe ».

Au Bénin, l'hypothèse d'une politisation de l'université n'est pas à écarter. Dans les rangs des enseignants, des rivalités s'observent, notamment au niveau des organisations syndicales. Chabi Imorou (2010) « tente d'analyser les chevauchements entre l'action syndicale des enseignants béninois et leur engagement dans le champ politique ». La multiplicité des syndicats des enseignants du supérieur peut être la manifestation d'influences politiques. On en dénombre au moins cinq : Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES), le Syndicat autonome de la recherche et de l'enseignement supérieur (SYNARES), le Syndicat national des hospitalo-universitaires du Bénin (SYNHUB), le Syndicat des enseignants et chercheurs

de l'université de Parakou (SECUP) et le Syndicat national des enseignants-chercheurs et chercheurs (SNECC). S'il est difficile de relier tel syndicat à telle obédience politique, il est toutefois noté qu'ils font des revendications « politiques telles que la question de la révision de la constitution ou les questions liées à l'organisation des élections. (...) Dans ce contexte, les rapports des enseignants aux syndicats constituent une donnée importante. Être enseignant aujourd'hui au Bénin implique presque systématiquement qu'il faille prendre position par rapport à l'un des nombreux syndicats de la corporation. De ce fait, les enseignants et les syndicalistes enseignants sont dans beaucoup de discours perçus comme une seule et même entité » (Chabi Imorou, 2010 : 20).

En observant les universitaires béninois qui s'engagent dans l'action politique, notamment dans les fonctions ministérielles et parlementaires, l'on se demande s'ils ont réellement assez de temps à consacrer à leurs activités intellectuelles, en l'occurrence l'enseignement et la recherche.

Il y a des exemples d'enseignants engagés dans la politique partisane ou enseignants-ministres qui assurent concomitamment leurs fonctions intellectuelles et éducatives. Ils continuent de donner des cours aux étudiants, dirigent des mémoires et thèses et organisent des colloques scientifiques. Mais, ces aspects méritent d'être documentés afin de mieux mesurer l'influence de l'action politique sur les activités intellectuelles et éducatives des universitaires.

Conclusion

Au Bénin, les universitaires ont presque toujours tenu les premiers rôles dans le champ politique, surtout aux moments décisifs de l'histoire nationale. Ils le font, d'abord en tant que chercheurs, ensuite en tant qu'acteurs politiques. Avec l'ouverture des formations doctorales, la production universitaire béninoise ne cesse de se densifier. Ceci accroît les réflexions scientifiques béninoises sur la gouvernance et la vie partisane nationales. Ce qui conduit à une déconstruction progressive de certains clichés et augure de la construction d'une identité béninoise qui saura prendre sa place dans la mondialisation.

Bibliographie

ADAMON D. Afize, 2018, *Le Renouveau démocratique au Bénin, La Conférence Nationale des Forces Vives et la période de transition*, Paris, L'Harmattan, 2^e ed., 223 p.

BORRERO CABAL Alfonso, 1995, *L'université aujourd'hui. éléments de réflexion*, Paris, Éditions UNESCO, 283 p., disponible sur le site <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/15828/IDL-15828.pdf>. Consulté le 14/06/2022 à 23:00

IMOROU Azizou Chabi, 2010, *L'action politico-syndicale des enseignants au Bénin (1945-2008). Approche socio-historique*, 28 p., disponible sur le site <https://www.ifeas.uni-mainz.de/files/2019/07/AP111.pdf>, consulté le 21 juin 2022 à 13:12.

MAZERAU Philippe, 2016, «Les apports de la sociohistoire à la compréhension du traitement des difficultés scolaires et des handicaps des élèves au sein de l'école en France (1904-2013)», in *Éducation*

et Sociétés, n° 38/2016/2, pp. 37-52, article disponible en ligne sur <https://www.cairn.info/revue-education-et-societes-2016-2-page-37.htm>, consulté le 12 juin 2022 à 10:36.

MÉTINHOUE Pierre G., 2005, *Les gouvernements du Dahomey et du Bénin : 1957-2005*, Porto-Novo, CNPMS, 226 p.

MÉTINHOUE Pierre G., 2006, *Les ministres du Dahomey et du Bénin. Mai 1957 - février 2006*, Porto-Novo, CNPMS, 371 p.

PAJOT Florian, 2004, *Joseph Ki-Zerbo : itinéraire d'un intellectuel voltaïque au XX^{ème} siècle*, mémoire de maîtrise, Université de Toulouse-Le-Mirail, 104 p.

TOPANOU Victor, « Le Bénin traverse une crise de croissance démocratique », in <https://www.jeuneafrique.com/879362/politique/victor-topanou-le-benin-traverse-une-crise-de-croissance-democratique/>, mis en ligne le 10 janvier 2020, consulté le 17 juin 2022 à 11:41.

TOSSOU Rogatien Makpéhou, 2010, *Multipartisme, ethnicité et pouvoir politique au Bénin : 1951-2006*, thèse de doctorat unique, UAC, 676 p.

ZANTOU Pascal, 2022, *L'aide publique au développement à l'épreuve des stratégies des acteurs au Dahomey/Bénin : cas du PNUD (1974-2015)*, Thèse de doctorat unique, Université d'Abomey-Calavi, 359 p.

«Savoir politique - une mission de CESPo et de la Radio Océan FM», in <http://cespo.org/img11-center>, Consulté le 17 juin 2022 à 11:30.

Revue béninoise de science po (RBSP), in <https://calenda.org/386126>, consulté le 17 juin 2022 à 12:03.

Table ronde 4

Joseph Ki-Zerbo et sa vision de l'Afrique

7.

Joseph Ki-Zerbo et sa vision de l'Afrique : l'éveil des consciences sur l'historicité de l'Afrique. Sa vision et son apport à l'historicité de l'Afrique

Timpoko Hélène KIENON-KABORE

L'historicité de l'Afrique : un éveil des consciences par les preuves historiques

Faire prendre conscience aux Africains de leur place dans l'histoire de l'humanité a été une mission permanente à laquelle se sont attelés nombre de devanciers célèbres dont Cheikh Anta Diop. Joseph Ki-Zerbo fait partie de ces sachants engagés à « arrêter la débâcle de la conscience nègre » selon ses propres termes. Pour l'éminent chercheur, l'Afrique est le berceau et l'espoir de l'humanité. Il relève ainsi que :

L'Afrique a enfanté la civilisation humaine durant la plus longue période de l'histoire du monde (...). Le fait de prendre conscience de son histoire est un signe de renaissance pour un peuple (...). L'histoire tient une grande place

dans la vie traditionnelle des Nègres... Mais l'histoire des Nègres leur a été brutalement confisquée (Ki-Zerbo, 1975 : 53-69).

D'où cet appel pressant qu'il lance enjoignant les chercheurs de remonter aux sources, notamment les sources les plus lointaines. Selon le Professeur Ki-Zerbo au commencement était l'Afrique. Cette assertion est attestée par la découverte en 2003 au Tchad de *Toumai* qui confirme l'Afrique comme la patrie de l'humanité. C'est donc en Afrique qu'ont émergé les premiers hommes à partir d'un écosystème favorable, du statut de l'animalité pour donner le coup d'envoi à l'immense aventure humaine du progrès.

Ainsi pour Joseph Ki-Zerbo, lorsque commence « l'Antiquité », l'Afrique est encore à travers l'Égypte la locomotive et l'institutrice du monde : avec l'écriture, le pouvoir centralisé, les pyramides et l'architecture monumentale, les sciences, etc. Ce fut l'une des cimes de l'histoire humaine. Le Nil a été ainsi un espace maîtrisé par le mythe et par la science, et qui a permis l'éclosion de cette civilisation africaine unique qui s'imposa à toute l'humanité.¹²

Ki-Zerbo relève aussi, un trait fondamental qui s'est imposé tout au long de cette histoire : c'est à l'interface de zones écologiques différentes et souvent complémentaires que vont émerger les

¹² Hérodote a bien affirmé que l'Égypte était un don du Nil. Ki-Zerbo le rappelle fortement dans l'un de ses ouvrages majeurs, *Histoire de l'Afrique noire. D'hier à demain* paru en 1972 aux éditions Hatier.

performances majeures de l'homme africain. Il cite Koush d'abord, un moment l'émule des Assyriens, puis la Nubie chrétienne, Carthage et son duel mémorable avec Rome¹³, Aksoum, le Tekrou, le Ghana, le Kanem etc.

Du VII^e au XVII^e siècle, on verra prospérer mille ans de progrès remarquables et multiformes dans l'ensemble du continent africain. Le nord du continent devint l'aile marchante et créatrice de l'immense espace musulman qui généra une civilisation imposante par les contacts et relations avec divers espaces dont Byzance, l'actuelle Turquie, l'Arabie, la Perse, l'Inde, la Chine, l'Europe et l'Afrique sub-saharienne.

Les Fatimides, les Almoravides, les Almohades, le Mali, l'Éthiopie au XIII^e siècle, les royaumes yoruba, les États hawsa, l'empire songhay, le royaume de Bénin¹⁴, les royaumes kongo, le grand Zimbabwe, au même moment que l'Égypte, évoquent ces périodes rudes mais fastes de l'histoire du continent africain.

Le Professeur Ki-Zerbo dans sa quête pour la reconnaissance de l'Afrique dans l'historicité de l'humanité s'est intéressé à l'archéologie comme science fondamentale qui par l'étude des

¹³ Les deux guerres puniques que se livrèrent Carthage et Rome et virent la victoire et sa suprématie sur la Méditerranée.

¹⁴ À ne pas confondre avec l'actuelle république du Bénin. Le royaume de Benin était un royaume qui a duré du 12^e siècle au 19^e siècle, date de son invasion et de sa conquête par les Britanniques (1897). Son territoire correspond au sud-ouest de l'actuel Nigeria et se situe dans l'état d'Edo.

vestiges matériels des civilisations du passé peut reconstituer l'environnement, les techniques, l'économie et la société dans les différents espaces africains, principalement dans l'écriture de l'histoire africaine ; domaine dans lequel il y'a peu d'information concernant certaines périodes.

L'historicité de l'Afrique : l'importance de l'archéologie

Dans certains de ses travaux Joseph Ki-Zerbo montre en effet l'importance de l'archéologie à la connaissance de l'histoire de l'humanité. C'est ainsi qu'il apporte sa contribution à la prise en compte de l'archéologie dans l'écriture de l'histoire africaine.

Au cours de la conférence organisée par la *School of oriental studies* de l'université de Londres, Joseph Ki-Zerbo met en relief l'intérêt de l'archéologie qui semble apparemment fournir des documents muets alors que dans les faits leur langage ces derniers est objectif et irrévocable. Ainsi selon lui, l'exploitation des sites archéologiques par des projets prioritaires de fouilles à grande échelle ne pourra se développer que dans le cadre de programmes interafricains soutenus par une puissante coopération internationale. Il est donc indéniable que Joseph Ki-Zerbo a énormément contribué à la connaissance et à l'enseignement de l'archéologie en Afrique.

Dans un article publié en 2006 et intitulé *Le grand iroko s'en est allé*, Adebayo Olukoshi (2007) rappelle que, jeune universitaire Joseph Ki-Zerbo s'est investi dans l'étude de l'histoire de l'Afrique,

aidant, à travers ses travaux originaux, à la fois à enrichir la méthode historique et à répondre aux mensonges sur l'Afrique, dont, et pas des moindres le discours raciste de l'époque selon lequel l'Afrique n'aurait pas d'histoire.

Ki-Zerbo considérait la collecte et la documentation de l'histoire de l'Afrique comme une préoccupation importante dans laquelle il s'est entièrement investi. À travers ses nombreux écrits, l'érudit africain a énormément contribué à la prise en compte de l'archéologie comme l'une des principales sources de l'histoire africaine. En effet, pour lui, l'archéologie occupe une place importante dans l'écriture de l'histoire des sociétés africaines. Les vestiges archéologiques bien qu'ils soient muets, les archéologues se fondent alors sur les documents écrits et les enquêtes orales pour y apporter du contenu. Il affirme ainsi que « Les témoins muets relevés par l'archéologie sont souvent plus éloquent encore que les témoins de service que constituent les auteurs de certains chroniques » (Ki-Zerbo, 1980 : 26).

Et Ki-Zerbo (1980 : 26) de poursuivre que :

L'archéologie a déjà bien méritée de l'histoire africaine par ses prestigieuses découvertes, surtout quand il n'y a pas de chronique orale ou écrit disponible. Seuls les objets témoins, enfouis avec ceux pour qui ils témoignent, veillent alors par de là le suaire pesant des morts terrains, sur un passé sans visage et sans voix. Certains de ces témoins sont particulièrement significatifs comme repères et mesures de civilisations.

Il ajoute également que, « Le repérage, le classement et la protection des sites archéologiques africains s'imposent comme une priorité de grande urgence, avant que les prédateurs ou des profanes irresponsables et des touristes sans intention scientifique ne les pillent et ne les désorganisent, les dépouillant ainsi de toute valeur historique sérieuse » (Ki-Zerbo, 1980 : 27).

L'archéologie permet de reconstituer l'histoire des peuples africains et pour Joseph Ki-Zerbo (1980) :

L'étude de la typologie des céramiques, des objets en os et en métal dans le Sahara Nigéro-Tchadien démontre la liaison entre les peuples préhistoriques (Sao) du bassin tchadien et les aires culturelles qui s'étendent jusqu'au Nil et au désert Lybique : statuettes d'argiles cuites à boudriers croisés, décors corporelles des figurines, formes des vases et des bracelets.

Ainsi, Joseph Ki-Zerbo (1972) s'est battu pour une histoire poly-source et polyvalente, qui prend en compte toutes les traces humaines car « Tout peut être historique pour l'historien avisé ». En effet, « l'homme a rendu historique tout ce qu'il a touché de sa main créatrice : la pierre comme le papier, le tissu comme les métaux, le bois comme les bijoux les plus précieuses ». Par conséquent partout où l'homme a vécu, on peut dire qu'il y a eu l'histoire.

Et comme les premiers hommes ont vécu d'abord en Afrique,

« on peut conclure aisément que l’histoire a commencé en Afrique. Il faut alors une méthodologie appropriée pour écrire cette histoire, pour remonter le cours de ce long passé. L’existence de sources écrites n’est plus une condition sin qua non pour écrire l’histoire de l’Afrique ». ¹⁵

Tout comme l’histoire et l’anthropologie, l’archéologie est un outil d’enseignement et de connaissance de l’histoire africaine. Elle permet d’apporter des informations sur une période passée à travers l’étude de témoin matériel. Joseph Ki-Zerbo dans ses nombreux écrits a contribué à la connaissance et à la prise en compte de l’archéologie dans l’étude de l’histoire africaine. Selon lui, malgré que les vestiges soient muets ils contribuent énormément à l’écriture de l’histoire africaine.

Ainsi, par ses écrits et sa pensée, Joseph Ki-Zerbo a rêvé d’une destinée exceptionnelle pour le continent Africain. La question principale qui se pose à notre génération est celle-ci : « avons-nous été digne du testament légué par l’illustre disparu ?

Bibliographie

KIEBRE Mahamoudou, «La contribution du Pr Joseph Ki-Zerbo à

¹⁵ Mahamoudou Kiébré, «La contribution du Pr Joseph Ki-Zerbo à la valorisation de l’histoire de l’Afrique noire», in <https://lefaso.net/spip.php?article62180> consulté le 23/12/2022.

la valorisation de l'histoire de l'Afrique noire», in <https://lefaso.net/spip.php?article62180> consulté le 23/12/2022.

KI-ZERBO Joseph, «Histoire et conscience nègre», in *L'homme de culture noir et son peuple*, Présence Africaine. Nouvelle série, No. 16 (octobre-novembre 1957), p. 53-69.

KI-ZERBO Joseph, *Histoire générale de l'Afrique, T.1. Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, UNESCO, 1980.

KI-ZERBO Joseph, 1972, *Histoire de l'Afrique noire. D'hier à demain*, Paris, Hatier.

OLUKOSHI Adebayo, « Joseph KI-ZERBO, 1922-2006. Le Grand Iroko s'en est allé », *Insaniyat* / [En ligne], 37 | 2007, mis en ligne le 07 août 2012, consulté le 23 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insaniyat/9241> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insaniyat.9241>

8.

Joseph Ki-Zerbo et la question de la violence en Afrique

Pierre KIPRE

Introduction

Mon propos ici ne s'attachera qu'à faire ressortir surtout ce que je crois avoir été sa lecture de la violence en Afrique. Quel fut le sens de son combat sur ce thème à travers ses écrits, sa pratique sociale et politique, surtout des années 1950 à sa disparition en 2006 ?

1. Le regard de l'historien sur la violence dans le temps long du continent

Après son baccalauréat en candidat libre, Joseph Ki-Zerbo obtient une bourse pour poursuivre ses études en France à 27 ans. Après des études en sciences politiques, puis en histoire, il est en 1956, le premier africain agrégé d'histoire. En cette fin des années 1950, avec lui et quelques autres (Abdou Moumouni, Cheick Fall, Cheick Anta Diop, Khalilou Sall, Aziz Wane, etc.), l'Afrique de

l'esprit dans le monde francophone ne veut plus se contenter de dire son mal-être comme le courant de la négritude ; elle veut produire pour affirmer les potentialités des Africains sur le plan scientifique. Et sous ce rapport, Joseph Ki-Zerbo sera un historien aux travaux de qualité et, par la force des choses, le père africain de l'historiographie de l'Afrique de langue française, notamment avec la publication de son *Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain* en 1972.

Plusieurs lectures de cet ouvrage phare et des autres travaux de Ki-Zerbo me permettent d'essayer de comprendre la démarche de l'homme sur la question de la violence.

D'abord, pour lui, le minimum que l'historien puisse faire est de « *garder une certaine distance épistémologique* » avec l'objet d'étude pour être objectif. C'est pour lui une exigence culturelle africaine (respect de l'altérité) autant qu'une exigence scientifique (comprendre le présent par une analyse de la longue durée). Il faut donc que l'historien soit rigoureux dans sa méthode qui, dans le cas de l'histoire de l'Afrique, doit être renouvelée pour approcher la vérité du passé. Il est ainsi un pionnier au plan méthodologique, dans le sillage de la « révolution épistémologique » que conduit, notamment en France, « L'Ecole des Annales » de Lucien Febvre, Fernand Braudel, etc., en rupture avec l'histoire « positiviste » du XIX^e siècle.

Ensuite, dans l'Afrique ancienne que nous présente cet historien, est mise en exergue l'importance de l'histoire qui joue un grand rôle dans les questions de propriété foncière, dans la littérature

orale (les épopées), dans la religion. « *Le sens de l'histoire pour les nègres est donc une dynamique où l'homme a sa place ; mais il s'agit de l'homme total avec sa dimension sociale, c'est pourquoi ce sens de l'histoire est le fondement d'un patriotisme particulièrement profond.* ».

Enfin, outre les guerres et conquêtes qui permettent la construction de royaumes et empires, Ki-Zerbo montre les traites transsaharienne et atlantique, l'esclavage interne, l'expansion des empires djihadistes du Sahel sur fond de domination de certaines populations qui s'appuient sur une idéologie religieuse (l'islam). S'il rejette le cadre tribal que présentent des historiens coloniaux et considère que les royaumes africains sont « *des organismes politiques où l'influence clanique n'est qu'un facteur parmi d'autres, les facteurs économiques, psychologiques ou culturels étant souvent prépondérants* », Joseph Ki-Zerbo restitue de l'intérieur le parcours des Africains dans l'histoire, avec ses hauts et ses bas, ses moments héroïques et ses violences. Ainsi montre-t-il que le pouvoir n'est pas l'attribut d'un seul individu, mais de groupes familiaux ou régionaux. Si bien que les tragédies que provoquent les guerres d'autrefois manifestent un déchirement dans lequel les parties prenantes semblent porter une part de responsabilités et donc laissent ouvertes, chacune, les portes de la réconciliation ou au moins celles de la coexistence des cultures du vainqueur et du vaincu. Et comme il l'écrivait déjà en 1963, (« L'Afrique violentée ou partenaire » in *Présence Africaine*) : « *en matière de violence, l'Afrique s'y connaît. Elle a expérimenté la dialectique de la violence. Elle a mangé de la*

violence à toutes les sauces, et, en particulier à la sauce européenne. Elle en a été tellement imprégnée que la question se pose de savoir si elle peut encore être disponible pour un dialogue valable ». Sur le plan économique, il n'omet pas de montrer aussi la faible résilience face au renversement des grands axes commerciaux internes après le XVI^e siècle ; c'est là aussi un facteur de violence avec l'explosion de la traite atlantique.

Au total, J. Ki-Zerbo considère qu'il faut assumer toute son histoire, y compris l'histoire coloniale, non pas à la manière dont d'autres l'écrivent, mais comme nous Africains l'avons vécu, sans rien en omettre. « *Cet acte est positif, même sur le plan de la recherche historique, car personne ne peut dénier aux Africains l'autorité nécessaire pour écrire leur propre histoire y compris l'histoire coloniale* » (« L'histoire, levier fondamental » in *Présence Africaine*, 1961).

Mais Joseph Ki-Zerbo estime que si « *le métier d'historien a un aspect technique* », il a aussi « *un aspect métatechnique* », *un aspect de responsabilité citoyenne.* » Que lui révèle alors cette quête ? Parce que la conquête européenne et la mise en place du système colonial ont tenté de gommer ce pan essentiel du monde africain, l'histoire africaine ainsi restituée a un but à peine caché : savoir pour assumer son histoire et en écrire de nouvelles pages. Elle peut être alors le support de la conscience politique.

Personnellement, c'est dans sa vie quotidienne que Joseph Ki-Zerbo est confronté à la violence introduite par le système

colonial ; il intègre vite cette dimension de la lutte anticoloniale qui est une lutte contre la violence structurelle. Etudiant, son article intitulé « On cherche nationaliste » montre la grande différence entre le nationalisme des colonisés et celui des pays colonisateurs : là où le nationalisme du colonisateur pousse à la guerre et à la domination voulue par l'Etat-nation, le nationalisme des colonisés est un sentiment de protestation et une volonté de lutte contre la violence inhumaine d'un système de domination.

Mais il ne s'en tient pas à mener son combat dans les journaux ou, plus tard, dans les livres ; il veut que, sur le terrain, ce soit une réponse concrète à des situations concrètes, en Guinée dès 1958, puis dans son pays devenu indépendant en 1960. Ce temps des « *soleils des indépendances* », si bien décrit par le romancier Ahmadou Kourouma (1970) et qui, pour Ki Zerbo, est le temps où ces nouveaux Etats africains ont hérité « *des valeurs européennes de l'État-nation européen* », devient vite le temps des désillusions ; car, les premières décennies d'indépendance sont celles des régimes de parti unique et de l'autoritarisme, années de la pensée unique, Les coups d'État, soutenus souvent par les anciennes métropoles coloniales et produits de la violence d'Etat à travers l'action brutale des forces dites de sécurité, renforcent cet état de choses. La poursuite du modèle économique colonial, facilitée par une compréhension biaisée du couple « développement-aide publique au développement », est un facteur aggravant des dénis de souveraineté externe de ces jeunes Etats. La violence d'État n'apporte que misère et désillusions.

Si, en 1958 encore, au moment où il crée le M.L.N. avec des compagnons (Cheick Amidou Kane, Albert Tevodjéré, Abdoulaye Wade, Amadou Diko, etc.) pour exiger l'indépendance immédiate des colonies françaises, il affirme vouloir l'indépendance par la voie pacifiste mais qu'il ne fait « *ni de la violence un tabou ni de la non-violence un dogme* », Joseph Ki-Zerbo veut d'abord éviter de « *prendre les sentiers sanglants du maquis* », comme durent le faire les combattants nationalistes d'autres parties du continent : on peut faire la révolution sans qu'il y ait un bain de sang. La définition qu'il donne de la « *révolution* » en 2004 encore [in *A quand l'Afrique*, 2004 ; pp.13-16] est de ce point de vue éclairante : « *La révolution pour nous ne consistait pas nécessairement dans une fracture violente, mais dans la transformation structurelle inscrite dans le temps, soucieuse de la majorité des démunis, mais à la fois refusant de transférer sur des minorités les coûts incompatibles avec un minimum de droits [...] La révolution, c'est le processus structurel qui fait avancer, de façon invisible, les choses jusqu'au moment où la prégnance [des] structures est telle qu'il faut nécessairement faire un saut qualitatif. [...] La révolution c'est le contre-pied de l'existant... »*

Ses combats politiques seront ainsi toujours ceux de la non-violence active, même quand la conjoncture laissait peu de marge de manœuvre pour changer les choses. Cette position est en porte-à-faux avec celle d'un Thomas Sankara avec lequel il partageait bien des idées, notamment celle selon laquelle il faut « *une armée du peuple armé, une armée pour la libération nationale, pour et avec le peuple, tout le peuple* ». Mais, militaire politisé, Thomas Sankara avait choisi

la voie de la violence révolutionnaire et jugeait « réformiste » notre historien ; celui-ci dût partir en exil forcé, pourchassé par le soldat « révolutionnaire ».

Tous ces problèmes qui ont surgi depuis la proclamation des indépendances sont, pour Ki Zerbo, fondamentalement liés au refus (ou à la paresse intellectuelle) des intellectuels africains de penser par eux-mêmes les moyens et instruments de lutte adaptés à leur libération et à la meilleure insertion du continent dans la mondialisation. On aurait ainsi compris que, par exemple, bien public, la sécurité doit totalement être assurée pour tous et chacun. Cette notion signifie d'abord l'état d'esprit d'un sujet (individuel et collectif) qui s'estime non menacé ou qui dispose de capacités de réponses face aux dangers réels ou anticipés ; elle renvoie ensuite à un mode de fonctionnement légitime d'institutions publiques crédibles (la représentation démocratique du citoyen, le respect de tous ses droits à travers le mode de fonctionnement équitable de la justice et des forces de sécurité). Voilà le sens du combat pour l'Afrique. Repartir sans cesse au combat est ainsi chez Ki-Zerbo une position à la fois intellectuelle et politique, en lien permanent avec le terroir, le peuple, le continent. Avec lui, l'intellectuel Africain doit être un défricheur des voies politiques positives dans son milieu pour que l'homme soit plus humain.

2. Les propositions de Joseph Ki-Zerbo pour une autre Afrique pacifiée et de progrès.

Les travaux de Ki-Zerbo donnent à voir une vision de l'Afrique contemporaine face à une mondialisation jusque-là négative de notre continent. Trois domaines retiennent particulièrement mon attention ici : d'abord, la question de la reconnaissance des droits humains pour tous et partout en Afrique ; ensuite, le refus du développement clé-en-mains qui induit la question de l'endogénéité ; enfin, le rôle capital de l'éducation pour tous, articulée à l'échange culturel équitable.

Sur le premier point, une remarque préliminaire : Joseph Ki-Zerbo n'a jamais été dupe et naïf sur la teneur « développementaliste » ou « démocratique » du discours politique des régimes extravertis africains, revenus plus forts après 1995. Toutefois, les sociétés civiles africaines, même parfois instrumentalisées, ont commencé d'avoir plus souvent la parole et manifestent leurs positions. Au Burkina Faso même, le vieux leader s'appuie sur son parti et les ONG pour lutter contre l'impunité et pour défendre le droit de chacun de voir respecter ses droits humains (droit à la vie, à la libre expression, à une vie décente et à un vécu culturel en phase avec sa dignité humaine). Le slogan qu'il lance à cette occasion est subversif ; il est devenu célèbre : « *Ni an lara an sara* » (*si nous nous couchons nous sommes morts*). C'est un appel à la résistance citoyenne contre tout autoritarisme et toute volonté de réduire les peuples au silence mortifère. Mais plus positivement, c'est un appel à la construction

vigilante et solidaire du vivre-ensemble dans les Etats africains, mais aussi au-delà du continent, partout où « l'avoir » a imposé sa dictature aux peuples par le biais du néolibéralisme. Ce slogan traduit ainsi son humanisme.

Sur le second point, il s'agit de convaincre les Africains de partir du génie propre de leurs cultures pour mieux « apprivoiser » la mondialisation et en tirer le meilleur parti par investissement de tout le riche gisement des savoirs locaux, régionaux d'Afrique. Déjà en 1958, sa conception totalement panafricaniste du futur visait à lutter en même temps contre une mort programmée des cultures de terroir dans lesquelles baignent les peuples et qui marquent leur originalité intrinsèque : c'est parce que nous sommes divers que nous sommes UN. Au fil du combat, il a vu un atout dans la diversité culturelle africaine. Elle est une grande richesse et une capacité de renouvellement continu, du fait des échanges permanents et séculaires de nos peuples, d'un bout à l'autre du continent. L'endogénéité ici convoquée n'est donc pas une adjonction d'éléments épars, mais la trame forte d'une unité qui se construit dans chaque échange entre nos peuples. C'est là que se trouvent tous nos savoirs locaux et donc notre capacité de renouvellement et d'enrichissement pour le progrès par nos propres moyens d'abord. On ne développe pas un peuple ; il se développe lui-même par son génie propre et par les échanges avec tous ses voisins de plus en plus éloignés.

Dernier élément, l'éducation est au cœur de sa démarche. En 1990, paraît *Éduquer ou périr*. Joseph Ki-Zerbo milite pour

l'éducation qui part des savoirs endogènes tout en étant ouverte à des savoirs étrangers. On intègre ainsi les divers aspects de la vie individuelle et sociale en un schéma global et on évite ce qui marque tant l'académisme, à savoir « *la récitation d'une leçon apprise par cœur à l'extérieur* ». C'est dans cette logique qu'il met l'accent sur la mise en commun des ressources culturelles du continent comme base de la personnalité africaine, en même temps que de l'essor économique et sociale du continent. C'est aussi par ce biais que l'on peut lutter efficacement contre l'aliénation culturelle de l'Afrique, en œuvre depuis la colonisation à travers l'échange inégal. Il forge ainsi le concept de « *l'échange culturel équitable* » dans l'introduction générale de *La Nette des autres*, qui découle de cette volonté de partir d'un autre modèle d'éducation en Afrique pour un regard africain sur le monde et plus précisément sur le phénomène de « mondialisation » : « *mondialisés* », les Africains doivent ainsi sortir des griffes des « *mondialisateurs* » que sont la plupart des pays occidentaux.

3. La perception, aujourd'hui, de la pensée et de l'action de Joseph Ki-Zerbo

Dans l'ordre scientifique, tout le monde reconnaît l'apport décisif de Joseph Ki Zerbo, non seulement dans la connaissance et l'analyse historique, mais surtout dans la méthodologie de l'histoire africaine.

Dans le domaine de la pensée, l'apport de Ki-Zerbo à l'approfondissement des buts de toute éducation humaine est capital. Pour lui, toute éducation vise à faire passer l'être humain au stade d'acteur de plus d'humanité dans la société et dans le monde. C'est un apport considérable à la pensée humaniste.

Sur les problèmes de l'Afrique, la perception de sa pensée et de son action politiques est très mitigée, notamment dans les générations plus récentes. Aujourd'hui, beaucoup estiment par exemple que la mondialisation impose à l'Afrique de se mettre au diapason des autres continents pour en rechercher et saisir toutes les opportunités. Pour certains beaux esprits africains, surtout membres des nouvelles classes moyennes, le continent a changé de repères spatiaux : ceux-ci ne sont plus ceux des espaces villageois et des cultures locales. Comme ailleurs, l'Afrique est tournée vers plus de démocratie représentative et non plus vers la démocratie participative ; elle veut plus d'équilibres macro-économiques et plus de consumérisme.

Pour moi, c'est à travers les perceptions contradictoires entre ces classes moyennes récentes et le commun du peuple que se formulent les protestations et révoltes actuelles. C'est là que surgissent les formes nouvelles de violences ; violences qui sont d'abord celles de l'incivisme individuel dans des Etats africains aujourd'hui sans repères moraux ; elles deviennent bien vite violences collectives, parfois traversées par des discours d'inspiration religieuse ; elles sont toujours produites par la pauvreté et la perte de dignité.

Dans les générations plus proches de celles de pionniers comme Joseph Ki-Zerbo, nombreux sont ceux qui se désolent de cet état des choses. En fait, des propositions de construction du futur, comme celles de Joseph Ki-Zerbo, sont aujourd'hui mal connues bien que plus d'une des problématiques posées sont d'actualité. C'est une faiblesse pour tous, surtout en Afrique, et pour nos jeunes.

Conclusion

L'homme de l'écriture et l'homme politique que fut Joseph Ki-Zerbo, avec constance, eut la passion de la paix et de l'harmonie universelle. Ce fut un grand homme, c'est-à-dire, l'homme particulièrement accompli, celui en qui se réalisent de façon exceptionnelle les promesses de son humanité. Jamais naïf, il a compris que si Dieu semble se taire devant les tragédies africaines c'est pour que ce continent prenne conscience qu'il lui faut savoir dire non à la guerre, aux injustices, aux impérialismes de tout acabit pour se construire par lui-même un autre avenir en vue d'un monde meilleur. Mais ce combat multidimensionnel est un marathon au cours duquel « *Ni an lara an sara* » (si nous nous couchons nous sommes morts). C'est pourquoi il faut éduquer chaque génération pour poursuivre la lutte là où les anciennes générations l'ont laissé. Par-là, la pensée et l'action de Joseph Ki-Zerbo dérangent les vies atones et continuent d'inspirer indirectement, malgré tout, le sens du sacrifice chez un grand nombre des jeunes à travers l'Afrique.

Table ronde 5

Quelle visibilité pour la recherche africaine ?

9.

Visibilité et valorisation des travaux des chercheurs africains

Didier Marcel HOUENOUE

Introduction

Le *AD Scientific Index*¹⁶ publie chaque année le classement des chercheurs les plus influents du monde, de même que le rang obtenu par chaque université. L'un des constats les plus flagrants, c'est l'absence en général des chercheurs africains dans le top 100 des scientifiques les plus influents de la planète même si on en trouve certains classés à d'autres places¹⁷. Cet état de sous représentativité des chercheurs du continent africain, principalement ceux de l'Afrique de l'ouest ne traduit pas forcément une faiblesse dans la production scientifique, mais doit être mis plutôt sur le compte du manque de visibilité des chercheurs africains dont les travaux sont assez peu connus du grand public.

¹⁶ <https://www.adscientificindex.com/>

¹⁷ J'ai été classé à la centième place parmi les chercheurs béninois les plus influents du monde pour l'année 2023.

Dans un ouvrage collectif paru à L'Harmattan en 2019 sous le titre *Le patrimoine historique au service du développement du Bénin*, Paul Akogni, Arthur Vido et Didier Houénouké, les coordonnateurs dudit livre, relevaient que les enseignants du département d'histoire et d'archéologie de l'université d'Abomey-Calavi comptaient au bas mot bien plus de 500 productions scientifiques qui sont inconnues de leurs compatriotes. À plusieurs reprises, lors de colloques ou tables rondes organisées au Bénin, comme celle à l'objet de la présente contribution, les chercheurs ont été pris à partie par certains participants qui leur reprochaient de ne pas suffisamment publier les résultats de leurs travaux. Une situation pour le moins paradoxale, car lorsque l'on interroge ces participants prompts à la critique, aucun d'entre eux n'avaient lu un seul article ou un seul ouvrage de leurs compatriotes, et pour la plupart, ils ignoraient que les chercheurs de leur pays publiaient régulièrement les résultats de leurs recherches ou ne s'y intéressaient pas, voire très peu.

Cette ignorance doublée parfois d'un désintérêt pour les travaux des chercheurs locaux met en lumière non seulement les problèmes liés à la vulgarisation des travaux des chercheurs africains, mais également les difficultés du financement de la recherche en Afrique et de l'appropriation des résultats par les dirigeants africains ainsi que leur implémentation dans les politiques de développement.

1- Les chercheurs béninois et la problématique du financement de la recherche

Le financement de la recherche au Bénin comme dans d'autres pays d'Afrique occidentale fait partie des difficultés majeures auxquelles sont confrontés les chercheurs, notamment ceux des sciences humaines et sociales, bien qu'il existe au Bénin un Fonds national de la recherche scientifique et de l'innovation technologique. Le fonds, créé par le Décret n° 2012-140 du 7 juin 2012¹⁸ a pour mission :

- de mobiliser au plan national et international, des ressources financières et matérielles pour le financement et le développement du secteur de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ;
- de favoriser la mise en œuvre d'une politique de renforcement des capacités du secteur de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, par un appui à la formation des ressources humaines, la construction d'infrastructure et l'équipement des structures de recherche et de l'innovation technologique ;
- de contribuer au financement des programmes prioritaires de recherche définis par le Conseil National de la Recherche Scientifique et Technique (CNRST)

¹⁸ *Décret N° 2012-140 du 07 juin 2012* portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Fonds National de la Recherche Scientifique et de l'innovation technologique (FNRSIT).

- en application de la politique nationale de la recherche scientifique et technologique ;
- de contribuer au financement de la diffusion de l'information scientifique et de la promotion de l'innovation technologique ;
 - d'aider les acteurs du sous-secteur de la recherche à accéder au financement en vue de soutenir l'innovation et le transfert de technologies.

Malgré l'effort de la création d'un fonds destiné au financement de la recherche, le soutien aux chercheurs et aux universités reste encore largement insuffisant. Les mieux lotis sont les programmes qui s'alignent sur les domaines prioritaires du gouvernement et qui de fait, captent l'essentiel des financements, tandis que les autres bien que leurs projets puissent avoir un impact avéré sur le développement, en sont quasi exclu. Les sciences humaines et sociales appartiennent en règle générale à ce registre. L'opinion générale, même parfois au sein de certains chercheurs, en font des disciplines «fabricatrices» de chômeurs et par conséquent inutiles pour le développement du fait qu'elles sont presque exclusivement fondamentales et débouchent rarement sur des applications concrètes. De telles approches induisent un cloisonnement des disciplines plutôt qu'une recherche de pluridisciplinarité dans les réponses à apporter aux questions de développement.

Pour contourner le déficit de financement dans leur pays et produire des travaux jugés «crédibles» à l'international, certains

chercheurs sont obligés de s'arrimer aux programmes développés par leurs collègues des pays des autres continents, «pactisant» parfois avec eux (à contre cœur pour certains) pour le meilleur et pour le pire.

2- Des centres recherche et de leurs équipements

Sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, on peut lire que :

Les Etablissements et Organismes de Recherche sont :

- le Centre Béninois de la Recherche Scientifique de l'Innovation (CBRSI);
- l'Agence béninoise de Valorisation des résultats de la Recherche et de l'Innovation Technologique (ABeVRIT);
- le Fonds National de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique (FNRSIT);
- Direction Nationale de la Recherche Scientifique et l'Innovation (DNRSI).

Toutefois, à y regarder de plus près, trois d'entre eux semblent avoir un caractère plutôt administratif et, l'Agence béninoise

de Valorisation des résultats de la Recherche et de l'Innovation Technologique est assez récente (2017). Reste donc le Centre Béninois de la Recherche Scientifique de l'Innovation (CBRSI) qui laisse suggérer un organisme de recherche plein. Le centre est une refonte du Centre béninois de la recherche scientifique et technique (CBRST) créé en 1986 et qui était composé de neuf unités de recherche.

Le CBRSI, bien qu'ayant son siège principal à Cotonou, dispose d'une représentation à Porto-Novo dans la capitale béninoise. Cette dernière abrite notamment la principale collection d'ouvrages anciens, de revues scientifiques et de photographies d'époque sur le Bénin que compte le CBRSI. Un grand nombre de ces documents est un héritage de l'ancien Institut français d'Afrique noire devenu en 1966 Institut fondamental d'Afrique noire¹⁹. On y trouve également des documents plus récents susceptibles d'intéresser à plus d'un titre les différents chercheurs.

L'état toutefois de l'antenne portonovienne du Centre Béninois de la Recherche Scientifique de l'Innovation laisse à désirer. Le bâtiment où sont stockés les documents est l'objet d'inondations répétées. Les mauvaises conditions de conservation de documents les

¹⁹ On peut par exemple y retrouver un grand nombre du *Bulletin de l'IFAN* et des *Notes africaines*, deux publications qui faisaient paraître régulièrement les travaux de recherches inédits consacrés au continent africain, principalement à l'Afrique Occidentale Française (AOF). A cette collection importante s'ajoutent des ouvrages anciens, des photographies d'époques dont certaines inédites de chercheurs africains et non-africains.

mettent en danger de disparition. Les ouvrages délicats se détériorent peu à peu, les photographies perdent progressivement de leur éclat et les images s'estompent irrémédiablement.

Face au défi de sauvegarde des documents, un groupe d'employés du centre a initié une opération de numérisation des collections du centre en commençant par les photographies, l'état des livres étant jugé trop délicat et nécessitant une intervention à un niveau plus élevé. Le projet de numérisation porté par quelques membres du personnel reste toutefois une action circonscrite du fait du manque d'un véritable équipement de numérisation dédié aux documents archives et aux documents sensibles. Les employés durent se contenter d'un ordinateur de bureau, d'un scanner ordinaire et d'un disque dur externe offert par un chercheur béninois de passage au centre et sensible aux problèmes que rencontraient les employés.

Les bibliothèques Nationale et Universitaire ainsi que les Archives Nationales ne sont guère mieux loties, même si certains efforts sont consentis pour améliorer les services offerts aux usagers. Parmi ces derniers, on compte bien peu de chercheurs locaux, peu enclins pour la plupart à s'exposer à la poussière des rayons ou des caisses de documents d'archive et qui conçoivent mal que leurs ouvrages édités au prix d'investissements financiers conséquents puissent rejoindre des documents oubliés de tous.

3- Une édition quasi inexistante

S'il existe quelques maisons d'édition au Bénin, bien peu, voire aucune ne peut se targuer d'être dédiée exclusivement aux présentations des travaux des chercheurs. Les rares maisons d'éditions s'intéressent aussi bien aux publications (peu nombreuses) qu'à la littérature en général. Elles se contentent surtout pour l'essentiel d'entre elles de jouer le rôle d'imprimeur. Beaucoup parmi elles ne disposant pratiquement pas de comités de lecture et se chargeant généralement de sous-traiter l'impression des ouvrages avec des imprimeries généralistes. Pour nombre de ces maisons d'éditions, la chaîne de commercialisation de la production, notamment des ouvrages scientifiques est l'un des principaux talons d'Achille. Elle est généralement laissée à la charge de l'auteur qui devient son propre agent et son propre diffuseur. Il est assez courant de voir des collègues chercheurs se porter auprès de certaines librairies pour faire des dépôts de leurs ouvrages à mettre en vente contre un pourcentage prélevé par le libraire ou transporter dans leur véhicule, leurs productions scientifiques qu'ils s'évertuent de vendre au gré de leurs rencontres. C'est pour la plupart d'entre eux, le seul moyen de rentrer quelque peu dans les frais consentis pour une édition locale sans être certains par ailleurs d'être visibles auprès du grand public.

Aussi n'est-il pas surprenant que certains chercheurs décident de se tourner vers des maisons d'édition du Nord, qui pourraient à leur entendement leur octroyer plus de facilité d'édition et leur conférer une certaine visibilité déjà à l'international et certainement par

ricochet dans leur propre pays. De plus ces maisons d'édition peuvent faciliter la commercialisation des documents produits. Certaines de ces maisons d'édition jouissent d'une grande audience²⁰ en Afrique et sont souvent sollicitées par des chercheurs africains pour leurs publications d'essais. Pourtant, bien qu'elles aient pignon sur rue dans les pays du nord, ces maisons d'éditions ne garantissent pas une visibilité des chercheurs africains dans leurs propres territoires où leurs travaux sont connus seules d'une poignée de collègues et/ou de curieux. Les centres de documentation universitaires des pays du sud ne possèdent pas ou très peu pour certains les productions scientifiques de leurs propres chercheurs ; ce qui relève d'un paradoxe monumental et permet de s'interroger sur le mode d'acquisition des ouvrages et autres revues spécialisées par les bibliothèques universitaires, les centres de recherches.

Toutefois, le peu de visibilité des chercheurs africains dans leurs propres territoires peut-il justifier que leurs travaux soient ignorés dans la majeure partie des cas par les instances dirigeantes de leurs pays lors de la mise en œuvre des plans et programmes de développement ?

²⁰ Les plus connues en Afrique francophone dans le domaine des sciences humaines et sociales sont L'Harmattan, Khartala et Présence Africaine, pour ne citer que celles-là.

4- L'absence de synergie État-Université pour une meilleure appropriation de la recherche

Les travaux des chercheurs dans les pays du sud ne sont pas ou très peu valorisés, les décideurs préférant de loin faire appel à des experts étrangers pour différentes études lors de projets de développement. Ces experts internationaux peu familiers des environnements dans lesquels ils interviennent s'adjoignent au mieux des experts locaux (rémunérés à des taux assez bas) et au pire fondent leur étude sur les travaux des experts locaux pourtant ignorés par les décideurs politiques. Ainsi, pendant que les travaux des chercheurs du sud relèvent d'un grand intérêt scientifique pour leurs collègues et les institutions du nord, ils ont peu de chance de retenir l'attention des politiques et des institutions de décisions de leurs propres pays.

Depuis quelques années toutefois, on note dans certains pays du sud le désir de mettre la recherche au service du développement. Le Bénin par exemple s'est doté depuis 2017 d'une Agence béninoise de Valorisation des résultats de la Recherche et de l'Innovation Technologique (ABeVRIT). Le concept d'innovation introduit derechef l'idée de renouvellement de la pensée scientifique au travers d'expérimentations et d'utilisation de nouvelles technologies. Une discipline qui serait inapte à innover se révélerait inutile. Le changement de paradigme qu'induit l'innovation technologique oblige les disciplines traditionnelles à s'adapter ou à devenir obsolètes. C'est du moins ce que prétendent les chantres de l'innovation qui voient dans les Humanités du bavardage improductif, en témoigne

le débat il y a quelques années dans les milieux universitaires et politiques sur la nécessité de maintenir l'enseignement des sciences humaines ou de les supprimer. Au Rwanda par exemple, comme on peut le lire sur le site de Radio France internationale :

L'Université du Rwanda a entamé, depuis quelques mois, un processus de suppression ou de révision des filières à faible employabilité. C'est une réforme qui vise principalement les filières non scientifiques, à savoir les arts et les sciences sociales. Il s'agit entre autres de la sociologie, de l'anthropologie et de la philosophie, jugées inadaptées au marché de l'emploi.²¹

La création de Sèmè City, un projet qui se veut une Silicon Valley à la béninoise est la réponse du gouvernement béninois à ce qu'il juge comme une nécessité d'« investir dans le développement du capital humain et l'économie du savoir pour réaliser la croissance et créer des emplois qualifiés »²². Déjà qu'ils manquaient de visibilité, comment les universitaires, notamment les chercheurs des disciplines peu tournées vers les sciences dites exactes pourraient-ils rêver d'influencer les politiques de développement grâce à leurs travaux ? La solution se trouve certainement dans une approche pluridisciplinaire qui décloisonne les compartiments entre les différentes disciplines et

²¹ <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/alors-on-dit-quoi/20210924-universit%C3%A9s-africaines-faut-il-supprimer-certaines-fili%C3%A8res-de-l-enseignement>

²² <https://www.semecity.bj/a-propos/a-propos-sume-city/>

permettent d'aborder la question du développement à partir de divers angles à la fois.

Conclusion

La visibilité des chercheurs béninois comme de celle des chercheurs africains est en grande partie tributaire du financement de la recherche, mais également de la diffusion de leurs travaux. Les organismes qui pourraient valablement y contribuer sont toutefois encore peu développés malgré les efforts consentis par certains États, les universités et surtout les chercheurs africains eux-mêmes. Les publications en ligne qui se sont développées ces dernières décennies peuvent permettre de résoudre partiellement les difficultés la diffusion des travaux des chercheurs, mais restent toutefois limités au regard de l'accès difficile à internet dans les pays du sud, et aussi à la faible instruction d'une large partie de la population. D'autres plateformes en plein essor axées principalement sur du contenu vidéo pourraient sembler être une meilleure alternative pour toucher un plus grand nombre de personnes peu familiarisées avec les articles et autres publications scientifiques et peu désireuses de devoir affronter 20 à 300 pages de lecture.

Bibliographie

AKOGNI Paul, VIDO Arthur, HOUENOUE Didier (dir.), 2019, *Le patrimoine historique au service du développement du Bénin*, Paris, L'Harmattan, Collection Etudes Africaines, Série Histoire, 184 p.

CAVALIE Étienne, CLAVERT Frédéric, LEGENDRE Olivier, MARTIN Dana (dir.), 2017, *Expérimenter les humanités numériques. Des outils individuels aux projets collectifs*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, Collection Parcours numériques.

KI-ZERBO Joseph, *À quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Cotonou, Éditions Ruisseaux d'Afrique, 2003, 197 p.

THIERRY Raphaël, 2019, *Les éditeurs d'Afrique francophone sur l'échiquier du « glocal » (1980-2019). Mémoires du livre / Studies in Book Culture*, 10 (2).

<https://doi.org/10.7202/1060972ar>

BOUDRY Christophe et BOUCHARD Aline, 2017, «Réseaux sociaux académiques et diffusion de la production scientifique des chercheurs en biologie/médecine. L'exemple de ResearchGate»

Med Sci (Paris); volume 33 : 647–652.

<https://doi.org/10.1051/medsci/20173306023>

<http://abevrit.bj/new/>

<https://catis.xroad.bj/institutions/IN00116>

<https://enseignementsuperieur.gouv.bj/etablissement-et-organismes-de-recherche/>

<https://fnrsit.bj/>

<https://information.tv5monde.com/info/publier-en-afrique-sub-saharienne-portraits-croises-de-trois-maisons-d-edition-2277>

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/alors-on-dit-quoi/20210924-universit%C3%A9s-africaines-faut-il-supprimer-certaines-fili%C3%A8res-de-l-enseignement>

<https://www.semecity.bj/a-propos/a-propos-seme-city/>

10.

Réalisation et diffusion des recherches en Afrique : entre réalité et défis

Arthur VIDO

Introduction

Du 22 au 23 juin 2022, l'Institut français de Cotonou, en collaboration avec l'Université d'Abomey-Calavi, a organisé un colloque international en hommage au Professeur Joseph Ki-Zerbo à l'occasion de son centième anniversaire. Venus du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la France, du Sénégal et du Togo, des universitaires ont participé à cinq Tables rondes. Nous avons eu le privilège d'intervenir à la Table ronde 5 qui avait pour thématique : *Quelle visibilité pour la recherche africaine ?* C'est dans ce contexte précis que nous avons proposé le thème suivant : *Réalisation et diffusion des recherches en Afrique : entre réalité et défis.*

Dans cette communication, il sera d'abord question pour nous d'identifier les problèmes liés à la diffusion des études scientifiques produites sur le continent noir. Ensuite, un accent sera mis sur les initiatives individuelles entreprises par les chercheurs pour une large

diffusion des connaissances endogènes. Enfin, des propositions seront faites afin de contribuer à une vulgarisation efficace des travaux scientifiques réalisés en Afrique.

1. Problème de diffusion des recherches réalisées

En Afrique, les Universités produisent de nombreux mémoires et thèses qui sont bien souvent des mines intarissables de renseignements historiques sur des sociétés données. Mais qu'en est-il de la diffusion de ces connaissances ? Combien de chercheurs exploitent ces documents ? En réalité, il n'existe malheureusement pas ou presque pas un lien rapproché, étroit, intime entre la recherche, l'édition et la diffusion des connaissances. Beaucoup d'Africains désirent participer à l'essor du continent à travers la recherche. Mais, dépourvus de moyens matériels et financiers adéquats pour y parvenir, bon nombre se voient contraints d'abandonner leur projet ou de laisser leurs manuscrits croupir dans des tiroirs. Ces activités cérébrales, parfois de bonne qualité, ne feront jamais l'objet de publication et de diffusion dans le monde entier (Vido et Akogni, 2017 : 307-308). Devant ce constat alarmant, les chercheurs africains doivent mesurer à leur juste valeur les innombrables productions d'auteurs inconnus ou méconnus qui ne seront peut-être pas lus car, qui n'est pas publié n'est pas toujours cité et vice versa (Douyon, 2013 : 241, 244). Cette prise de conscience peut amener l'universitaire à entreprendre des initiatives personnelles pour contribuer au rayonnement de la science.

2. Bataille de l'universitaire africain pour une large diffusion des connaissances historiques

Personnellement, nous contribuons à une échelle assez réduite à la diffusion des productions scientifiques réalisées en Afrique. Sur une bonne quarantaine de mémoires de Licence soutenus sous notre direction, entre 2016 et 2022, 14 ont déjà fait l'objet de publication et de vulgarisation en Afrique, en Europe, sur le continent américain et en Asie²³. Parmi les auteurs de ces publications, trois sont des étudiantes.

²³ Les étudiants dont les travaux ont été soutenus et publiés sont :

Romarc Adjovi, 2017, « Femmes et pouvoirs dans le royaume de Sahé des origines à 1727 », in Agossou Arthur Vido et Paul Akogni (sous la direction de), *Regards croisés sur l'histoire et le patrimoine culturel africains à l'aube du 21^e siècle*, Saint-Denis, Edilivre, p. 101-125.

Constant Azogbonon, 2018, *Paul Hazoumé (1890-1980) : biographie d'un homme au parcours pluridimensionnel*, Saint-Denis, Edilivre, 58 p.

Jules Logossou, 2018, *Une étude sur l'histoire du Danhomè. Biographie de Houégbadja (1645-1685)*, Saint-Denis, Edilivre, 62 p.

Martinien Azongnikpo, 2021, *Département d'Histoire et d'Archéologie (République du Bénin). Bilan des travaux réalisés à travers les mémoires de Licence soutenus au cours de l'année académique 2015-2016*, Chisinau, Editions Universitaires Européennes, 45 p.

Nadia Quenum, 2021, *Biographie du roi Akaba du Danxomé (1685-1708)*, Chisinau, Editions Universitaires Européennes, 86 p.

Éric Hermann Avimadjenon, 2021, « La moutarde de la graine de néré (*afitin*) dans les habitudes alimentaires des populations du Danhomè (XVII^e-XIX^e siècles) », in Arthur Vido (sous la direction de), *Plongée dans l'art culinaire béninois à travers les âges : le afitin, le yôyouè et le akandji dans le patrimoine gastronomique des Fon du plateau d'Abomey*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB, p. 1-84.

Orden Alladayè, 2021, « Le yôyouè dans les pratiques alimentaires des populations

Les thématiques développées portent essentiellement sur la femme,

fon (XVII^e-XXI^e siècles) », in Arthur Vido (sous la direction de), *Plongée dans l'art culinaire béninois à travers les âges : le afitin, le yôyouè et le akandji dans le patrimoine gastronomique des Fon du plateau d'Abomey*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB, p. 85-173.

Sylvanus Bertrand Bocovo, 2021, « Une étude sur l'histoire de l'alimentation des Fon du plateau d'Abomey (du XVII^e siècle à nos jours) : le akandji », in Arthur Vido (sous la direction de), *Plongée dans l'art culinaire béninois à travers les âges : le afitin, le yôyouè et le akandji dans le patrimoine gastronomique des Fon du plateau d'Abomey*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB, p. 175-240.

Coffi Abel Noumonvi, 2022, « Les Houéda et leur histoire. Biographie du roi Houffon de Sahé (1684/1685-1733) », in Arthur Vido (sous la direction de), *La biographie historique au cœur de l'identité béninoise ((XVII^e- XX^e siècles) : Té Agbanlin, Ayisan, Houffon, Bokokpè, Adandozan, Nan Zognidi, Tofa, Hazunmè, Agoli-Agbo et Wanilo*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB Alkebulan, p. 71-111.

Rose Acakpo, 2022, « Mèhou Bokokpè, un haut fonctionnaire du Danxomé au service des rois Tégbessou et Kpengla (1740-1789) » in Arthur Vido (sous la direction de), *La biographie historique au cœur de l'identité béninoise ((XVII^e- XX^e siècles) : Té Agbanlin, Ayisan, Houffon, Bokokpè, Adandozan, Nan Zognidi, Tofa, Hazunmè, Agoli-Agbo et Wanilo*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB Alkebulan, p. 112-146.

Barthélémy Agoli-Agbo, 2022, « Une étude sur l'histoire coloniale des Fon. Biographie du roi Agoli-Agbo (1894-1900) », in Arthur Vido (sous la direction de), *La biographie historique au cœur de l'identité béninoise ((XVII^e- XX^e siècles) : Té Agbanlin, Ayisan, Houffon, Bokokpè, Adandozan, Nan Zognidi, Tofa, Hazunmè, Agoli-Agbo et Wanilo*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB Alkebulan, p. 254-321.

Asnitou Bouba, 2022, « Le *Yinnu Sonda* dans les habitudes alimentaires des Baatombu de N'Dali au Nord-Ouest du Bénin (XIX^e-XXI^e siècles) », in Arthur Vido, Richard Gouédan Meignan et Mamadou Yéro Baldé (sous la direction de), *Héritages culturels et formes de pensées en Afrique de l'Ouest (XVI^e-XXI^e siècles)*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB Alkebulan, p. 35-66.

la biographie et l'alimentation. En dehors de nos étudiants, nous avons associé aux productions d'ouvrages collectifs des doctorants béninois, ivoiriens, nigériens, tchadiens et togolais. Par ailleurs, des collègues ivoiriens, sénégalais et guinéens²⁴ ont largement apporté leur contribution à la réalisation de nos ouvrages collectifs. Mais en dépit des efforts fournis pour mieux faire connaître les résultats des recherches produites en Afrique, il reste encore beaucoup à faire. Les

Francis Kakpo, 2022, « Monographie d'un lieu de mémoire de la traite des Noirs en République du Bénin : le cas de Zoungbodji à Ouidah ((XVIII^e- XIX^e siècles) », in Didier Marcel Houénoué, Arthur Vido et Dognima Lassina Coulibaly (sous la direction de), *La République du Bénin et son patrimoine historique. Actes de la table ronde Pour une écriture de l'histoire béninoise : enjeux et perspectives pour une recherche de qualité au XXI^e siècle. Ouidah, les 12 et 13 novembre 2020*, Cotonou, Lauren's Editions, p. 63-88.

Sègnon Carmel Démègnon Kpleli, 2022, *L'Islam dans l'histoire du royaume du Danxomè*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB Alkebulan, 84 p.

²⁴ Arthur Vido, Richard Gouédan Meignan et Mamadou Yéro Baldé (sous la direction de), 2022, *Héritages culturels et formes de pensées en Afrique de l'Ouest (XVI^e-XXI^e siècles)*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB Alkebulan, 188 p ; Arthur Vido, Didier Marcel Houénoué, Elavagnon Dorothée Dognon, Hugues Marcel Botema (sous la direction de), 2020, *L'essor de l'humanité à travers la recherche scientifique. Apports de l'histoire, de l'archéologie, du cinéma et de la tradition orale à la contribution des identités africaine et européenne*, Saint-Denis, Edilivre, 302 p ; Arthur Vido, Ladj Kamaté, Kouakou Laurent Assouanga et Jean-Jacques Seri (sous la direction de), 2019, *La recherche historique au service du développement de l'Afrique : mémoire, vie sociopolitique, économie et art*, Saint-Denis, Edilivre, 411 p.

documents produits sont moins connus en Afrique, le chercheur ne vit pas toujours de ses recherches. Que faut-il faire ?

3. Pour une large diffusion des recherches réalisées en Afrique

Dans le quotidien burkinabè *Sidwaya*, numéro 5831 du mercredi 21 février 2007, le généticien Moussa Sié a dit : « Un pays où la recherche n'évolue pas, n'avance pas ». La recherche est une question de survie, un continent qui ne la classe pas parmi ses grandes priorités est tout simplement voué au sous-développement, à un avenir désastreux et plein d'incertitudes. L'Afrique ne pourra jamais sortir de la grande précarité en copiant littéralement les recherches effectuées dans les pays américains, asiatiques et européens. Son essor devra passer impérativement par la valorisation des recherches endogènes. La recherche est une question de souveraineté, elle est une preuve vivante de la vitalité d'un peuple. Elle exprime clairement l'indépendance sociale, politique, économique, culturelle, etc. d'une communauté vis-à-vis des autres (Vido et Akogni, 2017 : 308).

Pour une vulgarisation efficace des connaissances, nous souhaitons vivement que les autorités politiques financent la recherche en procédant à la mise en place des Presses Universitaires africaines. Il est aussi important d'encourager les maisons d'édition établies sur le continent à publier les manuscrits inédits à compte d'éditeur, ceci permettra de mieux faire connaître les résultats des

recherches.

Conclusion

Grâce aux travaux du Professeur Joseph Ki-Zerbo, les théories européocentristes faisant de l’Afrique un continent sans histoire sont totalement désuètes, surannées, démodées et dépassées. Et, si des Occidentaux ont contribué à faire connaître le passé des peuples noirs, force est de constater que de nos jours, des efforts sont largement fournis par des chercheurs locaux en vue de révéler des aspects peu ou mal connus de leur histoire (Vido, 2017 : 7). C’est justement dans ce sillage que s’inscrit notre communication. Pour une meilleure connaissance de l’histoire de l’Afrique, il urge que les pouvoirs politiques contribuent raisonnablement au financement des recherches réalisées.

Bibliographie

ACAKPO Rose (en collaboration avec Arthur Vido), 2022, « *Mèhou Bokokpè, un haut fonctionnaire du Danxomè au service des rois Tégbessou et Kpengla (1740-1789)* » in Arthur Vido (sous la direction de), *La biographie historique au cœur de l’identité béninoise ((XVII^e-XX^e siècles) : Té Agbanlin, Ayisan, Houffon, Bokokpè, Adandozan, Nan Zognidi, Tofa, Hazunmè, Agoli-Agbo et Wanilo*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB Alkebulan, p. 112-146.

ADJOVI Romaric (en collaboration avec Arthur Vido), 2017,

« Femmes et pouvoirs dans le royaume de Sahè des origines à 1727 », in Agossou Arthur Vido et Paul Akogni (sous la direction de), *Regards croisés sur l'histoire et le patrimoine culturel africains à l'aube du 21^e siècle*, Saint-Denis, Edilivre, p. 101-125.

AGOLI-AGBO Barthélémy, 2022, « Une étude sur l'histoire coloniale des Fon. Biographie du roi Agoli-Agbo (1894-1900) », in Arthur Vido (sous la direction de), *La biographie historique au cœur de l'identité béninoise ((XVII^e- XX^e siècles) : Té Agbanlin, Ayisan, Houffon, Bokokpè, Adandozan, Nan Zognidi, Tofa, Hazunmè, Agoli-Agbo et Wanilo*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB Alkebulan, p. 254-321.

ALLADAYE Orden, 2021, « Le yôyouè dans les pratiques alimentaires des populations fon (XVII^e-XXI^e siècles) », in Arthur Vido (sous la direction de), *Plongée dans l'art culinaire béninois à travers les âges : le afitin, le yôyouè et le akandji dans le patrimoine gastronomique des Fon du plateau d'Abomey*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB, p. 85-173.

AVIMADJENON Éric Hermann, 2021, « La moutarde de la graine de néré (*afitin*) dans les habitudes alimentaires des populations du Danhomè (XVII^e-XIX^e siècles) », in Arthur Vido (sous la direction de), *Plongée dans l'art culinaire béninois à travers les âges : le afitin, le yôyouè et le akandji dans le patrimoine gastronomique des Fon du plateau d'Abomey*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB, p. 1-84.

AZOGBONON Constant (en collaboration avec Arthur Vido), 2018,

Paul Hazoumé (1890-1980) : biographie d'un homme au parcours pluridimensionnel, Saint-Denis, Edilivre.

AZONGNIKPO Martinien (en collaboration avec Arthur Vido), 2021, *Département d'Histoire et d'Archéologie (République du Bénin). Bilan des travaux réalisés à travers les mémoires de Licence soutenus au cours de l'année académique 2015-2016*, Chisinau, Editions Universitaires Européennes.

BOUBA Asnitou (en collaboration avec Arthur Vido), 2022, « Le *Yinnu Sonda* dans les habitudes alimentaires des Baatombu de N'Dali au Nord-Ouest du Bénin (XIX^e-XXI^e siècles) », in Arthur Vido, Richard Gouédan Meignan et Mamadou Yéro Baldé (sous la direction de), *Héritages culturels et formes de pensées en Afrique de l'Ouest (XVI^e-XXI^e siècles)*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB Alkebulan, p. 35-66.

BOCOVO Sylvanus Bertrand, 2021, « Une étude sur l'histoire de l'alimentation des Fon du plateau d'Abomey (du XVII^e siècle à nos jours) : le *akandji* », in Arthur Vido (sous la direction de), *Plongée dans l'art culinaire béninois à travers les âges : le *afitin*, le *yôyouè* et le *akandji* dans le patrimoine gastronomique des Fon du plateau d'Abomey*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB, p. 175-240.

DOUYON Denis, « Des références bibliographiques dans les études «anthropologiques» africaines », in Slimane HACHI *et al* (dir), *Actes du colloque international «l'anthropologie africaine». Alger du 30 juin au 4 juillet 2009*, Alger, CNRPAH, 2013, p. 235-248.

KAKPO Francis (en collaboration avec Arthur Vido et Dognima Lassina Coulibaly), 2022, « Monographie d'un lieu de mémoire de la traite des Noirs en République du Bénin : le cas de Zoungbodji à Ouidah ((XVIII^e- XIX^e siècles) », in Didier Marcel Houénouké, Arthur Vido et Dognima Lassina Coulibaly (sous la direction de), *La République du Bénin et son patrimoine historique. Actes de la table ronde Pour une écriture de l'histoire béninoise : enjeux et perspectives pour une recherche de qualité au XXI^e siècle. Ouidah, les 12 et 13 novembre 2020*, Cotonou, Lauren's Editions, p. 63-88.

KPLELI Sègnon Carmel Démègnon, 2022, *L'Islam dans l'histoire du royaume du Danxomè*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB Alkebulan.

LOGOSSOU Jules (en collaboration avec Arthur Vido), 2018, *Une étude sur l'histoire du Danhomè. Biographie de Houégbadja (1645-1685)*, Saint-Denis, Edilivre.

NOUMONVI Coffi Abel (en collaboration avec Arthur Vido), 2022, « Les Houéda et leur histoire. Biographie du roi Houffon de Sahé (1684/1685-1733) », in Arthur Vido (sous la direction de), *La biographie historique au cœur de l'identité béninoise ((XVII^e-XX^e siècles) : Té Agbanlin, Ayisan, Houffon, Bokokpè, Adandozan, Nan Zognidi, Tofa, Hazunmè, Agoli-Agbo et Wanilo*, Surgeon Falls Ontario, Editions AB Alkebulan, p. 71-111.

QUENUM Nadia (en collaboration avec Arthur Vido), 2021, *Biographie du roi Akaba du Danxomè (1685-1708)*, Chisinau,

Editions Universitaires Européennes.

VIDO Arthur, MEIGNAN Richard Gouédan et BALDE Mamadou Yéro (sous la direction de), 2022, *Héritages culturels et formes de pensées en Afrique de l'Ouest (XV^e-XXI^e siècles) : identités et mutations au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Sénégal*, Surgeon Falls Ontario (Canada), Éditions AB Alkebulan.

VIDO Arthur, HOUENOUE Didier Marcel, DOGNON Elavagnon Dorothee, BOTEMA Hugues Marcel (sous la direction de), 2020, *L'essor de l'humanité à travers la recherche scientifique. Apports de l'histoire, de l'archéologie, du cinéma et de la tradition orale à la contribution des identités africaine et européenne*, Saint-Denis, Edilivre.

VIDO Arthur, KAMATE Ladj, ASSOUANGA Kouakou Laurent et SERI Jean-Jacques (sous la direction de), 2019, *La recherche historique au service du développement de l'Afrique : mémoire, vie sociopolitique, économie et art*, Saint-Denis, Edilivre.

VIDO Agossou Arthur et AKOGNI Paul (sous la direction de), 2017, *Regards croisés sur l'histoire et le patrimoine culturel africains à l'aube du 21^e siècle*, Saint-Denis, Edilivre.

VIDO Agossou Arthur (sous la direction de), 2017, *Afrique noire : l'histoire racontée par 14 chercheurs*, Saint-Denis, Edilivre.

11.

L’histoire de l’art en Afrique et la crise des savoirs

El Hadji Malick NDIAYE

Introduction

Le récit de la pandémie entretient de multiples interrogations sur la nature et l’autonomie des sociétés africaines ; il est aussi le ressort d’un activisme social et artistique qui traduit autant la nécessité d’enfanter un nouveau monde que le besoin de panser la psyché d’une humanité que le racisme n’a cessé de gangréner. En atteste le meurtre sur la place publique de George Floyd. Les changements induits par ces événements nous ont conduit à reconsidérer nos épistémologies et notre rapport aux patrimoines urbains : statues et autres effigies liées à la colonisation ou à l’esclavage. Dans ce contexte global, il est urgent pour les universités africaines de questionner des disciplines comme l’Histoire de l’art. La 14^e édition de la Biennale de Dakar (19 mai – 21 juin 2022) a mis en lumière cet enjeu à travers son concept **Ï NDAFFA# (forger)** dont le titre, pour la première fois, s’énonçait dans une langue africaine. Par ailleurs, elle a mis en scène une jeune génération d’artistes dont les pratiques imputent de nouvelles voies

aux arts visuels. Dans les lignes qui suivent, il s'agira de réinterroger le débat sur la nécessité de repenser la discipline Histoire de l'art sur le continent africain face à la crise induite par une révision des savoirs et l'émergence de nouveaux récits au sein des universités.

1. La forge de nouveaux discours

Le numérique a introduit une dématérialisation des systèmes de production et de consommation que le COVID-19 nous a permis de mieux appréhender en ayant un impact réel sur les modalités de notre consommation culturelle. Le digital a fortement impacté les représentations du monde de sorte « [qu'] il est essentiel de revisiter le concept de Culture à la lumière des transformations sociales et technologiques de notre temps ». Les mutations induites par le numérique sont venues s'ajouter à la nécessité de démultiplier les modèles sociaux, politiques, culturels et épistémiques qu'une culture mondialisée et connectée a fini d'imposer à travers le monde. Ce besoin vital bouillonne dans les universités et la société ; et pour cause, les activismes scientifiques, artistiques ou sociaux qui prennent forme au sein de ces sphères ne sont que les symptômes d'un épuisement des référentiels. Ils militent pour une révision des savoirs produits par des générations d'intellectuels dont la pensée universelle est culturellement et historiquement située. Ils plaident pour une autonomie des imaginaires déconnectés d'un substrat perçu comme unique référence. Ils sont le terreau fertile des luttes pour l'égalité et facilitent les multiples manières de concevoir l'histoire

et le futur. Cette relation critique au monde pousse les disciplines scientifiques à forger de nouvelles catégories sociales de la pensée pour une réelle compréhension du projet historico-politique des mutations actuelles.

Étant le lieu d'observation et d'interprétation des transformations sociales et naturelles, les institutions de l'enseignement supérieur et de la recherche sont le baromètre de l'évolution fulgurante de notre environnement. La nécessité de trouver des réponses face aux interrogations multiformes est attachée au principe d'une pluralité discursive. Elle est dans le sillage d'une tradition des savoirs dont le changement de paradigme s'est réduit aujourd'hui, dans plusieurs sphères académiques (et à cause du rapport de force historique induit par le savoir), au terme polysémique de « dé-colonial ». S'il est une évidence que les visions du monde ne sont pas taillées dans la même étoffe, il est tout aussi légitime de s'affranchir d'une consommation tacite des savoirs hégémoniques. En situation africaine, ces savoirs de la « bibliothèque coloniale » sont éprouvés constamment par des lectures culturelles décalées qui sont dans des confrontations, réceptions, révisions, coproduction et dialogues perturbants.

Cependant, les crises bouleversent la hiérarchie des références et comme l'histoire des goûts, versent dans l'oubli des maîtres du passé. Elles dérèglent les liaisons familières entre les mots et confèrent de nouveaux sens aux concepts. Elles changent la configuration des rapports de pouvoir en révoquant des autorités

ou en instituant « le problème de Jéhovah ». Dans un cas ou dans un autre, c'est un déluge redouté par le milieu du savoir qui est aussi un milieu du business avec ses universités, ses laboratoires et ses multiples institutions. De nouvelles lignes de pensée sont taxées de nativistes au regard des savoirs dominants qui n'admettent la contradiction qu'au sein des protocoles qu'ils mettent en place. Face à une telle situation, apporter la réplique de nouveaux savoirs en sortant des sillons déjà tracés s'annonce presque impossible. Et pourtant, il apparaît de plus en plus évident que le ré-enchantement des archives du futur ne peut se faire qu'à travers le façonnage de nouveaux protocoles de la science.

Dans le processus de construction des savoirs historiques par exemple, les discours qualifiés de « militant » montrent que certaines histoires, contextes ou expériences humaines sont des terrains accidentés qui éprouvent les méthodes dominantes d'appréhension du réel. Et c'est pourquoi Dipesh Chakrabarty les nomme « passés 'subalternes' », c'est-à-dire « ces manières subordonnées de se rapporter au passé. Elles sont marginalisées, non pas en vertu d'intentions conscientes, mais parce qu'elles représentent des moments où l'archive qu'exploite l'historien acquiert un certain degré d'indocilité vis-à-vis des finalités de l'histoire professionnelle ». Il est important de signaler une telle incompatibilité devant des disciplines scientifiques qui sont ancrées dans des visions culturelles du monde souvent antagonistes à des systèmes de croyance qui leurs sont étrangers quand elles ne sont pas simplement dépourvues de toutes méthodologies pour les appréhender.

Toutefois, face aux invitations incessantes sur la nécessité d'interroger les cultures africaines à travers leurs propres catégories de pensée, la question du ratio entre le lieu et le savoir devient de plus en plus cruciale. Je propose d'interroger cette relation par le double détour de l'art et de l'activisme. D'une part, en vertu de la forte potentialité heuristique de l'art, il est possible de convertir de nouveaux récits sur la base du travail des imaginaires. D'autre part, devant la richesse des énoncés dit « militants », nous devons accorder plus de crédit aux connaissances issues du terrain de l'activisme. À considérer que ces catégories de pratique discursive développent une meilleure compréhension de notre environnement, il faut oser envisager qu'elles fassent évoluer nos outils d'analyse scientifique.

2. Art, activisme et épistémè

Nous gagnerions à mieux nous ouvrir aux lignes de force qui prennent place dans la sphère des discours (artistique, activiste ou militant) dont la portée influe sur l'évolution conceptuelle de nos représentations du monde. Prenons ici l'exemple d'un militantisme qui illustre ces remaniements au sein des institutions de savoirs via la trajectoire de Ngugi Wa Thiongo. Retourné au Kenya en 1967 après des études à l'étranger, Ngugi rejoint le département d'anglais de l'université de Nairobi. Avec certains collègues, il milite pour « l'abolition du département d'anglais ». Il faut placer cet événement dans le contexte global d'un malaise résultant des limites des méthodes scientifiques face aux-objets singuliers dont elles essaient de rendre

compte. Dans ce cas bien précis, la confrontation avec le département d'anglais est animée par des intellectuels dont la revendication ne procède pas exclusivement d'un engagement idéologique. Cet activisme a des conséquences sur la nature même des savoirs qu'il participe à recadrer. Nous avons l'exemple d'une action pratique qui résulte d'un constat scientifique et dont la conséquence aboutit à une meilleure estimation de la valeur des concepts.

Dans le développement des connaissances, Paul Feyerabend suggère que l'on étudie les rapports existants entre l'idée et l'action. Contrairement au postulat selon lequel une idée commence par un problème qui conduira ensuite à la construction donc à l'action, Feyerabend conçoit un autre développement acquis par l'enfant chez qui l'activité ludique est une condition de l'acte final de compréhension. Il suggère que l'idée même de liberté peut être rendue claire par les actions censées créer la liberté. Le fait de se détacher des idiomes de pensée bien assises passe, très souvent, par une action sur le terrain militant, succursale d'une évolution des idées (l'action des femmes pour le vote, le combat pour la démocratie, les droits civiques, etc.).

Ces dernières années, les divers activistes agissent comme des laboratoires qui stimulent notre lecture critique de la culture et des rapports de force à l'œuvre dans l'histoire des mots. Au service d'une révision des savoirs, ils réclament leur place dans la configuration générale de nos infrastructures épistémiques. Nous devons les lire comme la promesse de nouvelles voies interprétatives,

moteur d'une évolution de la science capable de prendre forme dans les espaces académiques. C'est au point d'intersection entre les savoirs scientifiques et les savoirs issus du « militantisme » et des imaginaires qu'il faut réviser les protocoles de production de nouveaux savoirs sur l'Afrique.

Dans ses protocoles, la science isole les éléments et définit une base neutre de toute influence à partir de laquelle des intelligibles sont énoncés. En travaillant sur le réel, l'art puise directement dans celui-ci, là où la science interpose entre elle et le réel toute une panoplie d'artifices qui ont fini de l'en détacher. L'artiste entre dans l'objet quand le scientifique le met à distance. L'art détourne les objets aux fins de nouvelles lectures et de nouveaux sens. C'est par des moyens indirects qu'il nous renvoie à la quintessence de notre réalité éclatée. « L'artiste utilise les techniques, mais il est aussi et surtout celui qui possède le pouvoir de mettre à jour les puissances de pouvoir dont elles sont porteuses, et ce en construisant à partir d'elles de nouvelles possibilités de vie ».

Confronté à l'archive, l'activisme artistique, pousse encore plus loin la recherche d'un nouveau rapport au réel. Il porte une rationalité qui nous permet de forger simultanément de nouvelles mythologies. Par conséquent, cet engagement peut être translaté au niveau de « [l'] activisme curatorial » quand on sait que ce dernier traque les canons historiques en insérant les artistes dans des narrations qui les ont jadis omis ou en organisant des monographies pour des artistes qui sont moins connus ou des expositions qui mixent

des voix diverses. Il faut considérer cet activisme comme le désir de visiter des chemins inhabituels pour écrire des histoires de l'art capables de répondre à notre projet du futur. Le geste curatorial doit transcender la simple restitution d'une pensée sur l'art en mouvement pour articuler une réflexion sur un nouveau projet du futur qui défie notre compréhension de l'histoire.

Cette activité pratique revêt un caractère théorique pour peu qu'on s'appesantisse sur le savoir dont elle peut être porteuse. De fait, il est concevable que la révision de l'histoire de l'art passe par l'activité curatoriale même si le commissaire d'exposition n'est pas forcément un historien de l'art. A l'intérieur même des protocoles qu'il met en œuvre, le commissaire a la possibilité d'analyser et de théoriser en créant des narrations par le détour de l'exposition, ce qui suppose une écriture par l'image. Ce type d'approche qui a repositionné nombre de sphères délaissées par l'histoire de l'art a donné des résultats. Les dispositifs curatoriaux d'un Okwui Enwezor ont bousculé l'historiographie avant même que celle-ci peine à se forger de nouvelles méthodes d'analyse.

Conclusion

En définitive, revisiter les méthodes de recherche en Histoire de l'art revient à redéfinir les protocoles de leur mise en œuvre. Énoncer l'anémie de l'Histoire de l'art c'est faire appel à l'urgence de sa révision. Déclarer sa crise sur le continent africain c'est en appeler

à une nouvelle forge de ses savoirs et références, de ses méthodes et protocoles de recherche. Mais c'est aussi énoncer le programme de l'histoire de l'art comme rapprochement entre les protocoles de recherche en art, l'activisme curatorial et les procédures de la recherche scientifique. Cette réécriture de l'histoire passe en partie par l'activité curatoriale qui doit faire preuve d'une désobéissance au regard des canons, des critères et des séquences temporelles tel que déjà définies par la discipline.

Bibliographie

CHAKRABARTY Dipesh, 2009, *Provincialiser l'Europe. La pensée postcoloniale et la différence historique*, Paris, Editions Amsterdam.

DAUTREY Jeanne, 2010, « Pour une pensée sauvage de la recherche en art », *La recherche en art (s)*, Paris, Edition MF.

FEYERABEND Paul, 1975, *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Paris, Seuil.

GOLDSMITH J. et LAKS B., 2021, *Aux origines des sciences humaines. Linguistique, philosophie, logique, psychologie 1840-1940*, Paris, Gallimard.

GRUZINSKI Serge, 2015, *L'histoire pour quoi faire*, Paris, Librairie Arthème Fayard.

HEINICH Nathalie, 2021, *Ce que le militantisme fait à la recherche*,

Paris, Gallimard.

HOCHBERG Gil Z, 2021, *Becoming Palestine. Toward an Archival Imagination of the Future*, Durham and London, Duke University Press.

LONDONO Felipe Cesar, recteur de l'université de Caldas, Directeur du festival international Imagen, in Rapport mondial Convention 2005. *Re/penser les politiques culturelles. La créativité au cœur du développement*, 2018, Unesco 2017.

MUDIMBÉ Valentin, 1988, *The invention of Africa, Philosophy and the Order of Knowledge*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press.

REILLY Maura, *Curatorial Activism, Towards an Ethics of Curating*. Thames & Hudson. London. 2018.

SARR Felwine, « Écrire les humanités à partir de l'Afrique », in Achille Mbembe et Felwine Sarr, *Écrire l'Afrique-Monde*. Philippe Rey / Jimsaan. 2017.

SMITH Linda Tuhiwai, *Decolonizing methodologies. Research and Indigenous Peoples*. Zed Books. London & New York. Otago University Press. Dunedin, Second edition. 2012.

WA THIONG'O Ngũgĩ, *Globalectics. Theory and the Politics of Knowing*. New York, Columbia University Press. 2012.

Synthèse des tables rondes

Serge AYAKA

Le 21 juin 2022, Joseph Ki-Zerbo aurait eu 100 ans. Si même on prend pour départ, 1972, année de parution de son ouvrage *Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain* aux éditions Hatier, il est et demeure l'une des figures de proue de la recherche sur l'histoire africaine entreprise par les Africains eux-mêmes. Il a formé plusieurs générations d'intellectuels africains. En son honneur et face à l'immensité de son œuvre, le colloque éponyme. Il rassemble des universitaires africains et non-africains.

Je scinde la première journée en trois temps. Le premier, protocolaire, est marqué par deux allocutions qui ont lancé le colloque. D'abord, celle de l'ambassadeur de France au Bénin. Pour Marc Vizy, c'est la coopération culturelle qui rencontre en ces lieux la formation et la recherche à travers cet hommage à un des grands hommes d'Afrique. Un grand homme, qui a fait de l'éducation son leitmotiv, soutient Marc Vizy. Un grand homme, qui, de par son apport singulier et remarquable, a contribué à redonner aux Africains leur dignité, va poursuivre le deuxième vice-recteur de l'Université d'Abomey-Calavi. Alidou Saïdou salue un des plus

puissants penseurs de l'Afrique et invite ses héritiers à faire l'écho d'une Afrique triomphante, debout et fière.

Une fierté retrouvée dont il a été suffisamment question dans le premier panel ; panel portant sur l'héritage de Joseph Ki-Zerbo et animé par Batchana du Togo, Edwige Zagré Kaboré du Burkina-Faso et Abou-Bakari Imorou du Bénin. Il a été modéré par Blandine Agbaka du Bénin. Il en ressort globalement que Joseph Ki-Zerbo a laissé un héritage scientifique, politique au travers de son panafricanisme et un héritage social qui repose sur sa vision de l'éducation basée sur les cultures africaines. Des questions ont nourri le débat entre les panélistes et le public. Questions qui continuent de susciter débat. Florilège ici : « Chaque génération a des pyramides à bâtir. Quelle pyramide construisons-nous aujourd'hui ? Quel héritage lèguerons-nous ? Que reste-t-il de Ki-Zerbo ? » L'héritage est-il malmené, menacé ou à réinventer ? Sans répondre de façon tranchée, le socio-anthropologue du panel, notamment Abou-Bakari Imorou invite à tenir compte des terroirs et à scruter de plus près les dynamiques dans lesquelles les Africains s'engagent aujourd'hui.

En attendant des réponses, le panel 2 nous a replongé dans les paroles dites. Finalement, quelle est *La place de l'oralité dans l'historiographie africaine* ? Le panel, modéré par Rose Akakpo, a eu comme panéliste Catherine Coquery-Vidrovitch qui a lancé en marge du colloque, la veille, le jour-même de l'anniversaire de naissance de Ki-Zerbo, son ouvrage *Le choix de l'Afrique*, les combats d'une pionnière de la recherche historique africaine. À ses côtés,

deux grands chercheurs, Simon-Pierre Ekanza et Alexis Adandé. Belle occasion pour revenir sur le parcours de Ki-Zerbo, avec des personnes qui l'ont vu et côtoyé de plus près comme Ekanza. Les uns et les autres ont rappelé que tout est source et Joseph Ki-Zerbo l'a absolument appliqué.

À propos des sources écrites, Catherine Coquery-Vidrovitch a affirmé, que ce n'est pas parce que c'est écrit, que c'est vrai. Le texte écrit, martèle-t-elle, reflète le point de vue de celui qui écrit. Les sources écrites sont tout autant originales que celles orales, qui sont « de loin la source historique la plus intime, la plus succulente, la mieux nourrie de la sève d'authenticité », selon Joseph Ki-Zerbo. Toutefois, Catherine Coquery-Vidrovitch recommande de recouper les sources et d'interpréter les résultats en bon historien. À Simon-Pierre Ekanza d'insister sur l'interdisciplinarité, une règle incontournable en matière de recherches historiques. Il faut s'y résoudre, dit-il, car une seule source, ne peut restituer parfaitement une image du passé dans sa netteté et dans sa totalité. Alexis Adandé va abonder dans le même sens que son collègue Ekanza, sur le chemin de la pluridisciplinarité. Toutefois, il relève une faiblesse des sources orales : la chronologie. Il faut donc doter, dit-il, les faits d'une trame. Un rôle qui incombe encore à l'universitaire, qui va au contact des dépositaires de la tradition, au contact de tous ceux qui détiennent un bout de vérité.

Le sujet a agité les neurones au cours du troisième et dernier panel de la première journée. Il a rassemblé Pascal Zantou du Bénin,

Patrick Effiboley du Bénin et Elise Ilboudo Thombiano du Burkina Faso. Si les deux premiers panélistes ont vu de loin les universitaires en politique, la troisième a goûté à la chose politique dans son pays. C'est un bon parcours. Deux fois députés et ministre jusqu'à récemment. C'est sûrement pour cela qu'elle est formelle : « comme le médecin ou l'avocat, l'universitaire a sa place dans le débat politique ». L'université est le lieu par excellence où l'on pense le monde, dit-elle. La politique est entrée à l'université et n'en sortira plus jamais. L'université, selon elle, engendrera la création et la contestation permanente. Si pour certains, la politique doit être séparée de l'université, Elise Ilboudo Thombiano pense que le faire, c'est ignorer l'essence même de l'université, symbole de souveraineté dans la formation des cadres de l'État. Et de rappeler que les universitaires qui ont fait de la politique, ont su concilier les deux. Elle a donné l'exemple du président Faustin Archange Touadera de Centrafrique, qui a continué de donner des cours de mathématiques en dépit de ses charges de Président de la République. Au contact des étudiants peut-être, mais le Président a-t-il le temps d'écouter ses collègues universitaires ? A-t-il un œil de décideur sur les propositions de ses collègues ? Lui, peut-être que oui ; sinon, regrette Patrick Effiboley, l'universitaire qui produit du savoir, qui a de l'audace idéale pour les politiques, est peu écouté. Pourtant son rôle, c'est de produire du savoir, avoir de l'audace idéale pour les politiques, éclairer sur des sujets précis comme en situation de crise. Il s'est appesanti sur la lutte contre la covid 19 et fait remarquer que les universitaires ont énormément contribué au sein des comités mis en place, même

si pour lui les résultats de leurs recherches sont restés à l'étape de propositions. Il s'offusque que le rôle social de l'universitaire n'est pas joué à fond du fait des détenteurs des pouvoirs publics. Il élargit le champ pour parler du rôle de l'universitaire dans la vie publique. En tout cas, Pascal Zantou a présenté de façon non exhaustive les universitaires béninois qui ont occupé de hautes fonctions. Pour lui, l'universitaire est un éclaireur du débat politique. Mieux, soutient-il, « l'universitaire est un acteur politique ». Il s'appuie sur les luttes menées par les universitaires pour les chamboulements ayant contribué à l'avènement du renouveau démocratique. Après les hommes en uniforme qui ont gouverné par la force au Bénin, rappelle-t-il, ce sont les universitaires qui suivent. Les universitaires béninois ont pris une bonne part dans les institutions de la république. Les universitaires n'ont jamais été loin du débat politique. Leur contribution a été fort appréciée pour la mise en place d'un État de droit. Et il « invite à un essor de la recherche pour renforcer la vitalité du débat politique au sein des universités ».

Deux grands rendez-vous ont meublé la seconde journée du colloque. D'abord, la conférence inaugurale devenue conférence de clôture animée par Aka Kouamé, président de l'Association des Historiens Africains (AHA), qui a permis de mettre en relief les nombreuses facettes du penseur africain : le scientifique, le politique, le panafricaniste, l'homme social, etc.

Le premier panel, modéré par Monica Coralli du Bénin/Italie, a été animé par Hélène Kienon Kaboré de la Côte d'Ivoire en

visioconférence, Catherine Coquery-Vidrovitch de France et Noaga Birba du Burkina Faso. Il a permis de revisiter Joseph Ki-Zerbo et sa vision de l'Afrique. Une vision que Hélène Kienon Kaboré résume en l'éducation. Elle cite Joseph Ki-Zerbo, pour qui « l'éducation est le logiciel de l'ordinateur central qui programme l'avenir des sociétés » et rappelle qu'il fait partie des sachants qui souhaitent que l'Afrique soit reconnue comme le berceau de l'humanité. Pour Joseph Ki-Zerbo, c'est le continent noir qui a enfanté les civilisations du monde. « Au commencement était l'Afrique », référence faite à Toumaï.

L'Afrique est donc la locomotive du monde. Mais comment faire cette histoire, comment argumenter si on ne questionne pas l'archéologie, argumente-t-elle. Les sites sont particulièrement significatifs. Le repérage, le classement et la protection de ses sites sont importants. Aussi Hélène Kienon Kaboré s'est-elle singulièrement intéressée à Joseph Ki-Zerbo, l'archéologue. Elle rappelle que l'archéologie est une science fondamentale qui peut réconcilier l'environnement et l'économie. Et là-dessus, Joseph Ki-Zerbo a toujours insisté pour que l'archéologie soit prise en compte comme discipline fondamentale. Dépoussiérer les sites archéologiques, interroger les témoins muets qu'ils sont, peut réconcilier l'homme à son environnement, à l'économie ou aux autres sciences. Pour Ki-Zerbo, poursuivra Noaga Birba, « être intellectuel, c'est être utile à sa société, c'est accepter périr pour la cause de sa société ». Citant toujours l'icône panafricaine, il suggère une désaliénation des Africains dans leurs mentalités, leur comportement et leur

engagement. C'est à ce niveau que les chercheurs africains doivent jouer leur partition en occupant leur rôle social. Pour Hélène Kienon Kaboré, l'éducation passe aussi par l'intérêt que les jeunes doivent avoir pour l'archéologie. Mais au-delà de l'archéologie, Noaga Birba rappelle que Joseph Ki-Zerbo avait une vision holistique de l'Afrique, tant sur le plan social, économique, culturel que politique. Il forge sa réflexion sur le développement économique de l'Afrique autour d'un concept : « Dormir sur la natte des autres, c'est comme si on dormait par terre ». Il insiste sur le fait qu'il faut expérimenter et construire plutôt que d'importer des modèles démocratiques ou éducatifs du « Nord ». Noaga Birba rappelle que Ki-Zerbo est prolifique. Premier agrégé d'histoire, il a lancé la décolonisation de l'histoire africaine. Il élargit les sources d'écriture en ajoutant les sources orales. Il faut refonder l'histoire, disait-il, à partir de la matrice africaine. Et Hélène Kienon Kaboré de conclure sur une question : « Avons-nous été dignes du testament légué par Ki-Zerbo ? ». On pensait trouver la réponse dans le tout dernier panel de ce colloque ; panel consacré à la visibilité des fruits de la recherche africaine. Modéré par Paul Akogni, il a été animé par Didier Houénoué, Arthur Vido et Koffi Attédé du Bénin ainsi que El Hadji Malick Ndiaye du Sénégal.

La recherche est-elle suffisamment diffusée et valorisée ? C'est la question du modérateur qui va servir de fil rouge au panel. Didier Houénoué est resté mitigé dans sa réponse. C'est oui et non. Il met en cause l'insuffisance de librairies, les limites des maisons d'édition, qui n'ont pas beaucoup de moyens et il condamne les petites imprimeries qui font l'apologie des pseudo historiens, qui

eux, relèguent dans l'ombre les véritables chercheurs. Sa solution : il faut subventionner la recherche. Car le public, fait-il remarquer, est parfois intéressé ; mais les coûts de production étant élevés, le coût de revient peut décourager les plus disponibles et les plus disposés à la lecture. Conclusion : nous sommes invisibles.

Mais, le chercheur peut se rabattre sur les nouveaux canaux de diffusion. Mais une chose est sûre, rassure-t-il, les actes du présent colloque seront édités. Un défi à relever comme les autres défis de la production et de la diffusion. Mais quels sont ces défis ? Arthur Vido, qui pose la question affirme que les universités en Afrique produisent des mémoires qui sont des mines intarissables. Mais qu'en est-il de la diffusion ? Dans nos pays, fait-il remarquer, recherche, édition et diffusion n'ont pas toujours des liens étroits. Ce qui amène le chercheur à se retrouver comme dans un ghetto. Que faut-il faire ? Comme Didier Houénou, Arthur Vido pense que le chercheur doit se battre en encourageant les politiques, sinon les décideurs et autorités à subventionner la recherche ; à favoriser l'installation des presses universitaires ; et entre chercheurs, il soutient qu'il faut renforcer la coopération sud-sud. Mais avant tout, El Hadji Malick Ndiaye pense que la problématique de la visibilité doit se voir sous la quintessence même de la recherche. C'est la raison pour laquelle il pense qu'il faut s'autocritiquer. Une autocritique et une critique de la temporalité qui questionne l'attractivité des œuvres. La recherche africaine doit revisiter, selon lui des chaînes de pensée et de la méthodologie. Et, il s'interroge : dans quelle mesure peut-on rendre accessibles les connaissances les plus pointues à une frange de la

population qui ne sait ni lire ni écrire ? Il recommande qu'il faut ajouter les expositions afin de permettre à cette frange qui ne sait ni lire ni écrire de voir et entendre. Chose que partage Koffi Attédé, actuel directeur de la Bibliothèque nationale, qui ne se charge plus uniquement du dépôt légal mais, a en plus la tutelle du réseau de lecture publique. C'est l'homme de terrain qui prend la parole pour ramener l'expérience muséale partagée par El Hadji Malick Ndiaye à son domaine de l'édition. Et il est formel : quand un projet manque d'attractivité, c'est toute la chaîne qui est handicapée. Mais quelles formes les supports qui relèvent des travaux scientifiques prennent à la Bibliothèque nationale ? Il cite les revues scientifiques qui portent la pensée, les essais, les rapports, les Mémoires et Thèses. Il rassure qu'il y aura une plateforme qui va amener à consulter de loin ce qui est déjà fait. Ensuite, il faudra reconstruire la passerelle entre les centres et établissements universitaires et la Bibliothèque nationale. Comme ses co-panélistes, il pense qu'il faut subventionner la création ou à *contrario* financer la diffusion. Il finit en revenant longuement sur les réformes opérées à la Bibliothèque nationale ; des réformes, lesquelles, on espère, visent à moderniser le travail et qui rendront plus visibles les fruits de la création. Le modérateur du panel finit sur une question fondamentale : « Sait-on ce que les gens lisent au Bénin ? S'intéressent-ils aux travaux de recherche ? ». Gros point d'interrogation.

Joseph Ki-Zerbo, par sa notoriété, sa qualité d'historien et d'homme politique, continue encore d'alimenter les débats. Et cette question de Hélène Kienon Kabore, qui résonnera à jamais dans la

tête des historiens : « Avons-nous été, sinon sommes-nous dignes du testament légué par Joseph Ki-Zerbo ? ».

ISBN : 978-99982-59-97-3
Dépôt légal n°14654 du 20-01-2023
Bibliothèque nationale du Bénin
1^{er} trimestre 2023

Sous Licence Creative Commons
CC-BY-NC-ND 4.0

©Lauren's Editions
Cotonou

Mars 2023

© Lauren's Editions
01 BP 7066 Cotonou-Bénin

Tél.: (229) 96953009 / 95952315